

# MEMORIAL

Journal Officiel  
du Grand-Duché de  
Luxembourg



# MEMORIAL

Amtsblatt  
des Großherzogtums  
Luxemburg

## RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 893

1<sup>er</sup> avril 2015

### SOMMAIRE

<b>AFTH S.C.Sp</b> .....	<b>42818</b>	<b>Cypress Capital Investments Luxembourg</b>	
<b>Akta S.A.</b> .....	<b>42819</b>	<b>S.à r.l.</b> .....	<b>42831</b>
<b>Alabama S.A.</b> .....	<b>42819</b>	<b>Danube SCA SICAR</b> .....	<b>42831</b>
<b>Albanel S.A.</b> .....	<b>42819</b>	<b>Dengold Overseas S.A., SPF</b> .....	<b>42834</b>
<b>Alma Lasers Belux S.à r.l.</b> .....	<b>42819</b>	<b>Dewdrop Holdings S.A.</b> .....	<b>42834</b>
<b>Argo Services &amp; Consulting S.A.</b> .....	<b>42822</b>	<b>DGM&amp;C Invest S.A.</b> .....	<b>42834</b>
<b>Bidibul Productions S.A.</b> .....	<b>42837</b>	<b>Digital Services XXVI S.à r.l.</b> .....	<b>42839</b>
<b>Business Development S.A.</b> .....	<b>42822</b>	<b>DRS Consulting &amp; Services S.A.</b> .....	<b>42834</b>
<b>Caldwynn S.A.</b> .....	<b>42825</b>	<b>EAE Négoce S.A.</b> .....	<b>42837</b>
<b>Capellen Services Sàrl</b> .....	<b>42825</b>	<b>EFR Services Luxembourg S.à r.l.</b> .....	<b>42825</b>
<b>CCK Compta S.à r.l.</b> .....	<b>42827</b>	<b>E-Media S.A.</b> .....	<b>42835</b>
<b>ChaoiSky Solar Energy S.à r.l.</b> .....	<b>42823</b>	<b>E-Media S.A.</b> .....	<b>42835</b>
<b>Citruz Prop2 S.à r.l.</b> .....	<b>42824</b>	<b>Emuto Global Capital S.à r.l.</b> .....	<b>42835</b>
<b>Classifieds Asia Extra S.à r.l.</b> .....	<b>42824</b>	<b>Emuto Global Capital S.à r.l.</b> .....	<b>42837</b>
<b>CMC Mathias Import/Export S.A.</b> .....	<b>42827</b>	<b>E.N.A. Consulting S.A.</b> .....	<b>42835</b>
<b>Coiffure de Lux S.à r.l.</b> .....	<b>42828</b>	<b>E.N.A. Consulting S.A.</b> .....	<b>42835</b>
<b>Colony Sardegna S.à r.l.</b> .....	<b>42828</b>	<b>Erbil Hotel Partners GP S.à r.l.</b> .....	<b>42837</b>
<b>Compagnie Financière Européenne S.A.</b>		<b>Goodman Cordovan Logistics (Lux) S.à r.l.</b>	
<b>SPF</b> .....	<b>42824</b>	.....	<b>42818</b>
<b>C. Prestige Investissements S.A.</b> .....	<b>42823</b>	<b>Humaniste Conseil S.A.</b> .....	<b>42864</b>
<b>C. Prestige Investissements S.A.</b> .....	<b>42823</b>	<b>Iberian Renewable Energies GP, S.à r.l.</b> ..	<b>42864</b>
<b>Crédit Suisse (Luxembourg) S.A.</b> .....	<b>42828</b>	<b>International Packaging Technologies</b>	
<b>Culligan Investments S.à r.l.</b> .....	<b>42825</b>	<b>S.à r.l.</b> .....	<b>42864</b>
<b>Cynthia Infrastructures S.A.</b> .....	<b>42830</b>		

**AFTH S.C.Sp, Société en Commandite spéciale.**

Siège social: L-2165 Luxembourg, 26-28, Rives de Clausen.

R.C.S. Luxembourg B 194.799.

Dénomination ou raison sociale	AFTH S.C.Sp
Date de Constitution	23 Février 2015
Durée	illimitée
Indication de object social	Le business et l'objet social du Partenariat sera dans le Grand-Duché du Luxembourg et ailleurs (i) d'acquérir et de détenir des actions dans des Sociétés de Portefeuille avec la possibilité pour le commandité d'investir jusqu'à 25 % de la Contribution du Capital dans des acquisitions de participations et de structures avec demi-participations à intérêts en dehors des industries FINTECH et TECH sous réserve des dispositions du présent Accord de Partenariat. Le Partenariat peut chercher à rentabiliser son acquisition de Sociétés de Portefeuille en utilisant des dettes de tierces parties au niveau de la Société Portefeuille, (ii) d'investir dans des titres de créance de Sociétés de Portefeuille et d'acquérir des participations minoritaires dans des société faisant appel à l'épargne publique où l'intention est de prendre le contrôle des sociétés faisant appel à l'épargne publique et/ou comme une opportunité de trading et (iii) de prendre part à de telles activités qui sont liées ou accessoires à ce qui précède (l'«Affaire»). Le Partenariat a le pouvoir de procéder à toutes les transactions et faire tout le nécessaire, adapté ou approprié à l'accomplissement de ou dans la poursuite des objectifs énoncés, et de faire tout autre acte ou des actes accessoires ou découlant de ou en relation avec ces buts. Sans préjudice aux dispositions applicables pendant la Période de Montée en vertu de la clause 23 ci-dessous, le Partenariat mettra en oeuvre son Affaire dans le cadre de la Limite de Diversification.
Siège social	26-28 Rives de Clausen, L-2165 Luxembourg
Associé Commandité	FT Sàrl, une société à responsabilité limitée, ayant son siège social au 26-28 Rives de Clausen, L-2165 Luxembourg et pas encore, immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg
Gérant	FT Sàrl - Associé Commandité
Régime de signature statutaire	A l'égard de tiers la Société est liée par (i) la signature de l'Associé Commandité ou (i) la signature du mandataire auquel l'Associé Commandité à délégué un partie de ses pouvoirs

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015032945/38.

(150037207) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 février 2015.

**Goodman Cordovan Logistics (Lux) S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: EUR 7.126.359,00.**

Siège social: L-1160 Luxembourg, 28, boulevard d'Avranches.

R.C.S. Luxembourg B 191.025.

EXTRAIT

En date du 18 décembre 2014, Sugar Maple Logisitcs B.V. a transféré 7.126.358 parts sociales de la Société à GELF Fizinvest (Lux) S.à r.l. ayant son siège social au, 28, boulevard d'Avranches L-1160 Luxembourg et 1 part sociale de la Société à GELF FizPartner (Lux) S.à r.l. ayant son siège social au, 28, boulevard d'Avranches L-1160 Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

*Pour la Société*

Christina Mouradian

*Mandataire*

Référence de publication: 2015033113/16.

(150036728) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 février 2015.

**Akta S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-8080 Bertrange, 61, route de Longwy.  
R.C.S. Luxembourg B 161.076.

Il résulte d'une décision prise par le conseil d'administration de la Société en date du 2 février 2015 que:

TCA Domiciliation S.A R.L., une société à responsabilité limitée ayant son siège social à 61, route de Longwy, L-8080 Bertrange, enregistrée au Registre de commerce et des sociétés du Luxembourg sous le numéro B 149391

A été nommée en qualité d'agent dépositaire des actions et titres représentatifs d'actions au porteur émises par la Société, conformément à la loi luxembourgeoise du 28 juillet 2014, entrée en vigueur le 18 août 2014, relative à l'immobilisation des actions et parts au porteur.

À Bertrange, le 9 février 2015.

Référence de publication: 2015032948/14.

(150037011) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 février 2015.

**Albama S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-8080 Bertrange, 61, route de Longwy.  
R.C.S. Luxembourg B 150.979.

Il résulte d'une décision prise par le conseil d'administration de la Société en date du 2 février 2015 que:

TCA Domiciliation S.A R.L., une société à responsabilité limitée ayant son siège social à 61, route de Longwy, L-8080 Bertrange, enregistrée au Registre de commerce et des sociétés du Luxembourg sous le numéro B 149391

A été nommée en qualité d'agent dépositaire des actions et titres représentatifs d'actions au porteur émises par la Société, conformément à la loi luxembourgeoise du 28 juillet 2014, entrée en vigueur le 18 août 2014, relative à l'immobilisation des actions et parts au porteur.

À Bertrange, le 9 février 2015.

Référence de publication: 2015032949/14.

(150037043) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 février 2015.

**Albanel S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2134 Luxembourg, 50, rue Charles Martel.  
R.C.S. Luxembourg B 20.230.

Les comptes annuels au 31 Décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Extrait sincère et conforme

ALBANEL S.A.

Référence de publication: 2015032950/11.

(150036826) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 février 2015.

**Alma Lasers Belux S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-1724 Luxembourg, 9B, boulevard du Prince Henri.  
R.C.S. Luxembourg B 194.793.

**STATUTS**

L'an deux mille quinze, le vingt janvier

Par devant Maître Cosita DELVAUX, notaire de résidence à Luxembourg, soussignée.

A comparu:

La société MSplus S.A., ayant son siège social à L-1724 Luxembourg, 9b, boulevard Prince Henri, inscrite au Registre de Commerce et des sociétés sous le numéro B 172.396, constituée suivant acte reçu en date du 24 octobre 2012, ici représentée par Monsieur Fons MANGEN, Réviseur d'Entreprises, demeurant à Ettelbrück, en vertu d'une procuration sous seing privé lui délivrée.

Laquelle procuration, signée ne varietur par le mandataire et le notaire instrumentant, restera annexée au présent acte avec lequel elle sera enregistrée.

Laquelle comparante, représentée comme dit ci-avant, a requis le notaire instrumentant de dresser l'acte constitutif d'une société à responsabilité limitée qu'elle déclare constituer et dont elle a arrêté les statuts comme suit:

## **Titre I<sup>er</sup> . - Forme juridique - Objet - Dénomination - Siège social - Durée**

**Art. 1<sup>er</sup>.** Il est formé par les présentes une société à responsabilité limitée unipersonnelle qui sera régie par les lois en vigueur et notamment par celles du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, du 18 septembre 1933 sur les sociétés à responsabilité limitée et leurs lois modificatives en particulier celle du 28 décembre 1992 relative à la société à responsabilité limitée unipersonnelle, ainsi que par les présents statuts.

A tout moment, l'associé peut s'adjoindre un ou plusieurs coassociés et, de même, les futurs associés peuvent prendre les mesures appropriées tendant à rétablir le caractère unipersonnel de la Société.

**Art. 2.** La société prend la dénomination de «ALMA LASERS BELUX S. à r. l.».

**Art. 3.** Le siège social est fixé à Luxembourg. Il pourra être transféré en tout autre lieu du Grand-duché de Luxembourg par une décision de l'associé unique, ou en cas de pluralité des associés, par une résolution d'une assemblée générale des associés. La société peut avoir d'autres bureaux et succursales (que ce soient des établissements permanents ou non) à la fois au Luxembourg et à l'étranger.

**Art. 4.** La société a pour objet principal la vente ou la location de matériels et de dispositifs médicaux et chirurgicaux, la vente et la mise au point de produits destinés à la cosmétologie et la médecine esthétique et anti-âge ainsi que l'étude, la promotion, la formation et l'enseignement dans le domaine du bien-être, de la cosmétologie et de la médecine esthétique et anti-âge.

La société a également pour objet de prendre des participations, sous quelque forme que ce soit, dans toutes entreprises commerciales, industrielles, financières ou autres, luxembourgeoises ou étrangères, d'acquérir tous titres et droits par voie de participation, d'apport, de souscription, de prise ferme ou d'option d'achat, de négociation et de toute autre manière et notamment d'acquérir tous brevets et licences, les gérer et les mettre en valeur, d'octroyer aux entreprises dans laquelle la Société a un intérêt, tous concours, prêts, avances ou garanties, enfin de mener à bien toutes opérations généralement quelconques se rattachant directement ou indirectement à son objet.

La société peut réaliser toutes opérations commerciales, techniques et financières, en relation directe ou indirecte avec les secteurs pré-décrits et aux fins de faciliter l'accomplissement de son objet.

**Art. 5.** La société est constituée pour une durée illimitée.

La dissolution de la Société peut être demandée en justice pour justes motifs. Sauf dissolution judiciaire, la dissolution de la Société ne peut résulter que d'une décision prise par l'assemblée générale dans les formes prescrites pour les modifications des statuts.

## **Titre II. - Capital - Parts**

**Art. 6.** Le capital social est fixé à douze mille cinq cents euros (EUR 12.500.-), divisé en cent vingt-cinq (125) parts sociales d'une valeur nominale de cent euros (EUR 100.-) chacune, toutes les parts sociales étant intégralement souscrites et entièrement libérées.

Chaque part sociale donne droit à une fraction des avoirs et bénéfices de la Société en proportion directe au nombre des parts sociales existantes.

**Art. 7.** Toutes cessions entre vifs de parts sociales détenues par l'associé unique comme leur transmission par voie de succession ou en cas de liquidation de communauté de biens entre époux, sont libres.

En cas de pluralité d'associés, les parts sociales sont librement cessibles entre associés. Elles ne sont cessibles dans ce même cas à des non-associés qu'avec le consentement préalable des associés représentant au moins les trois quarts du capital social. Dans les limites légales, les parts sociales ne peuvent être dans le même cas transmises pour cause de mort à des non-associés que moyennant l'agrément des propriétaires de parts sociales représentant les trois quarts des droits appartenant aux survivants.

La société pourra acquérir ses propres parts sociales pourvu que la Société dispose à cette fin de réserves librement distribuables.

L'acquisition et la disposition par la Société de ses propres parts devront se faire par le biais d'une résolution d'une assemblée générale des associés et sous les conditions à fixer par une telle assemblée générale des associés.

## **Titre III. - Gérance**

**Art. 8.** La Société est gérée par un ou plusieurs gérants, associés ou non, nommés et révoqués par l'associé unique ou par les associés.

A l'égard des tiers, la Société sera engagée par la seule signature du gérant unique et en cas de pluralité de gérants, la société est, vis-à-vis des tiers, valablement engagée par les signatures conjointes de deux gérants.

Le ou les gérant(s) sont nommés pour une durée indéterminée et ils sont investis vis-à-vis des tiers des pouvoirs les plus étendus.

Des pouvoirs spéciaux et limités pourront être délégués pour des affaires déterminées à un ou plusieurs fondés de pouvoirs, associés ou non.

#### **Titre IV. - Décisions des associés - Décisions collectives d'associés**

**Art. 9.** Les associés exercent les pouvoirs dévolus à l'assemblée des associés par les dispositions de la section XII de la loi relative aux sociétés à responsabilité limitée.

Il s'ensuit que toutes décisions qui excèdent les pouvoirs reconnus aux gérants sont prises par l'associé unique.

En cas de pluralité d'associés, les décisions qui excèdent les pouvoirs reconnus aux gérants seront prises en assemblée.

Les résolutions aux assemblées des associés ne sont valablement prises que si elles sont adoptées par une majorité d'associés représentant plus de la moitié du capital social.

Cependant, les résolutions modifiant les statuts et celles pour dissoudre la Société ne pourront être prises que par une majorité en nombre d'associés possédant au moins trois quarts du capital social.

#### **Titre V. - Année sociale - Bilan - Répartitions**

**Art. 10.** L'année sociale commence le premier janvier et se termine le trente-et-un décembre de chaque année.

**Art. 11.** Chaque année au trente et un décembre, les livres sont clos et le gérant, ou en cas de pluralité de gérants, le Conseil de gérance, prépare le bilan et le compte de pertes et profits qui est présenté aux associés en assemblée. L'excédent favorable du compte de profits et pertes, après déduction des frais, charges, amortissements et provisions, constitue le bénéfice net de la Société.

Chaque année, cinq pour cent du bénéfice net annuel de la Société sera transféré à la réserve légale de la Société jusqu'à ce que cette réserve atteigne un dixième du capital souscrit. Si à un moment quelconque et pour n'importe quelle raison, la réserve légale représentait moins de un dixième du capital social, le prélèvement annuel de cinq pour cent reprendrait jusqu'à ce que cette proportion de un dixième soit retrouvée.

Le surplus du bénéfice net est attribué à l'associé unique ou, selon le cas, réparti entre les associés. Toutefois, l'associé unique, ou, selon le cas, l'assemblée des associés à la majorité fixée par les lois afférentes, pourra décider que le bénéfice, déduction faite de la réserve, pourra être reporté à nouveau ou être versé à un fonds de réserve extraordinaire.

#### **Titre VI. - Dissolution**

**Art. 12.** La Société n'est pas dissoute automatiquement par le décès, la faillite, l'interdiction ou la déconfiture d'un associé.

En cas de dissolution de la Société, la liquidation sera faite par le ou les gérant(s) en fonctions ou, à défaut, par un ou plusieurs liquidateurs nommé(s) par l'associé unique ou, selon le cas, par l'assemblée des associés. Le ou les liquidateurs auront les pouvoirs les plus étendus pour la réalisation de l'actif et le paiement du passif.

L'actif, après déduction du passif, sera attribué à l'associé unique ou, selon le cas, partagé entre les associés dans la proportion des parts dont ils seront alors propriétaires.

#### **Titre VII. - Dispositions générales**

**Art. 13.** Pour tous les points non expressément prévus aux présents statuts, le ou les associés s'en réfèrent à la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales.

##### *Disposition transitoire:*

Par dérogation, le premier exercice social commencera à la date de constitution de la Société et s'achèvera le trente-et-un décembre 2015.

##### *Souscription et libération:*

Toutes les parts sociales ont été souscrites et libérées comme suit:

MSplus S.A., pré-qualifiée, .....	<u>125 parts</u>
TOTAL: .....	125 parts

La libération intégrale du capital social a été faite par des versements en espèces, de sorte que la somme de douze mille cinq cents euros (EUR 12.500.-) se trouve à la libre disposition de la Société, ainsi qu'il en a été justifié au notaire soussigné par certificat bancaire, qui le constate expressément.

##### *Evaluation des frais*

Les parties ont évalué le montant des frais, dépenses, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société ou qui sont mis à sa charge en raison de sa constitution au montant de EUR 1.100,-.

##### *Résolutions de l'associé unique suite à la constitution*

Après que les statuts aient été rédigés, l'associé unique, représentant l'intégralité du capital social, a pris les résolutions suivantes

- 1.- Le nombre des gérants est fixé à un (1).
- 2.- Est nommé gérant de la Société pour une durée indéterminée:

Monsieur Mark LOGAN, gérant, né le 18 août 1964 à Hakney-London, demeurant à 30, avenue de Grande Bretagne, MC- 98000 Monaco.

3.- La société est engagée, en toutes circonstances, y compris pour toutes opérations bancaires, par la seule signature du gérant.

4.- L'adresse du siège social de la Société est fixée à L-1724 Luxembourg, 9b, boulevard Prince Henri, Grand Duché de Luxembourg.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, en l'étude.

Et après information par le notaire de la comparante que la constitution de la présente société ne dispense pas, le cas échéant, la société de l'obligation de demander une autorisation de commerce afin de pouvoir se livrer à l'exercice des activités décrites à l'article 4 des présents statuts, respectivement après lecture faite et interprétation donnée à la comparante, connue du notaire par ses nom, prénoms usuels, état et demeure, de tout ce qui précède, elle a signé le présent acte avec le notaire.

Signé: F. MANGEN, C. DELVAUX.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils 1, le 21 janvier 2015. Relation: 1LAC/2015/1749. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): I. THILL.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée aux fins de dépôt au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg et aux fins de publication au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 25 février 2015.

Me Cosita DELVAUX.

Référence de publication: 2015032951/144.

(150037209) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 février 2015.

---

#### **Argo Services & Consulting S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1471 Luxembourg, 278, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 98.250.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 24 février 2015.

Signature

*Un mandataire*

Référence de publication: 2015032955/12.

(150036817) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 février 2015.

---

#### **Business Development S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1660 Luxembourg, 1, Grand-rue.

R.C.S. Luxembourg B 74.712.

*Résolution de l'administrateur unique*

- L'administrateur unique décide de transférer le siège social de la société BUSINESS DEVELOPMENT SA de L-1661 Luxembourg, 47 Grand Rue à l'adresse L-1661 Luxembourg, 1 Grand Rue.

La présente résolution est une version corrigée qui remplace la première version déposée au RCS sous le numéro L150020149.

Luxembourg, le 28 janvier 2015.

Emmanuelle Favreau

*L'administrateur unique*

Référence de publication: 2015032988/15.

(150036883) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 février 2015.

---

**C. Prestige Investissements S.A., Société Anonyme.****Capital social: EUR 32.000,00.**

Siège social: L-2420 Luxembourg, 21-25, allée Scheffer.

R.C.S. Luxembourg B 173.694.

—

*Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale extraordinaire tenue en date du 15 janvier 2013*

Lors d'une Assemblée générale extraordinaire tenue en date du 15 janvier 2013 au siège social de la société C. PRESTIGE INVESTISSEMENTS S.A., société anonyme de droit luxembourgeois, à L-2520 Luxembourg, 21-25, allée Scheffer, l'actionnaire unique de la Société a pris les résolutions suivantes:

1. Révocation de Monsieur Jean-Marc WANT, précité, demeurant professionnellement à L-2520 Luxembourg, 21-25, allée Scheffer, de son poste d'administrateur de la Société à la date de la présente Assemblée.

2. Nomination de Madame Sylvia ROZE, précitée, demeurant professionnellement à L-2520 Luxembourg, 21-25, allée Scheffer, en qualité d'administrateur de la Société, en lieu et place de Monsieur Jean-Marc WANT à la date de la présente Assemblée.

3. Révocation de la société WANT BROTHERS ACCOUNTING S.A., en abrégée WBA S.A., société anonyme de droit luxembourgeois, inscrite au Registre du Commerce et des Sociétés sous le matricule B 146.193, dont le siège social est établi à L-1630 Luxembourg, 26, rue Glesener de sa qualité de commissaire aux comptes à la date de la présente Assemblée.

4. Nomination de la société COMPAGNIE FINANCIERE ET COMMERCIALE TAMINO S.A., société anonyme de droit luxembourgeois, inscrite au Registre du Commerce et des Sociétés sous le matricule B 167.894, dont le siège social est établi à L-2520 Luxembourg, 21-25, allée Scheffer en qualité de commissaire aux comptes à la date de la présente Assemblée.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

*Un mandataire*

Référence de publication: 2015032989/27.

(150036809) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 février 2015.

**C. Prestige Investissements S.A., Société Anonyme.****Capital social: EUR 32.000,00.**

Siège social: L-1724 Luxembourg, 33, boulevard Prince Henri.

R.C.S. Luxembourg B 173.694.

—

*Extrait du conseil d'administration de la Société en date du 26 août 2014*

Suivant les termes et conditions repris aux dispositions de l'article 2 des statuts de la Société, le Conseil d'Administration a pris à l'unanimité des voix des membres présents et représentés, la décision de procéder au transfert du siège social de la Société sur la commune de Luxembourg, de son adresse actuelle L-2520 Luxembourg, 21-25, allée Scheffer au L-1724 Luxembourg, 33, boulevard Prince Henri avec effet au 26 août 2014.

L'adresse professionnelle de Monsieur Fabrice Lallemand, administrateur de la Société, est transférée du L-2520 Luxembourg, 21-25, allée Scheffer au L-1724 Luxembourg, 33, boulevard Prince Henri, avec effet au 26 août 2014.

L'adresse professionnelle de Madame Sylvia Rozé, administrateur de la Société, est transférée du L-2520 Luxembourg, 21-25, allée Scheffer au L-1724 Luxembourg, 33, boulevard Prince Henri, avec effet au 26 août 2014.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015032990/18.

(150036809) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 février 2015.

**ChoriSky Solar Energy S.à r.l., Société à responsabilité limitée.****Capital social: EUR 30.011.800,00.**

Siège social: L-2449 Luxembourg, 25C, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 163.085.

—

Les comptes annuels consolidés au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.



Luxembourg, le 25 février 2015.  
Luxembourg Corporation Company SA  
Signatures  
Un Mandataire

Référence de publication: 2015033000/14.

(150037121) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 février 2015.

---

**Citruz Prop2 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-2449 Luxembourg, 26A, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 190.060.

—  
*Extrait des résolutions de l'Assemblée Générale Extraordinaire des Associés de la Société prises le 20 février 2015*

L'Assemblée Générale Extraordinaire de la Société a décidé:

- D'accepter la démission de M. Szymon Dec, M. Manish Desai et Mme. Figen Eren avec effet au 31 janvier 2015;
- De nommer M. Paul Lawrence, né le 25 mai 1970 à Rotherham, Royaume-Uni, ayant sa résidence professionnelle à 2-4 rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg et M. Mark Hulbert, né le 15 décembre 1964 à Plymouth, Royaume Uni, ayant sa résidence professionnelle à 27 Knightsbridge, London SW1 7LY, Royaume Uni comme gérants de la société avec effet au 31 janvier 2015 et pour une durée indéterminée.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Citruz Prop2 S.à r.l.

Référence de publication: 2015033001/16.

(150037236) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 février 2015.

---

**Classifieds Asia Extra S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-2324 Luxembourg, 7, avenue J.P. Pescatore.

R.C.S. Luxembourg B 181.092.

—  
Le bilan au 31 décembre 2013 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 24 février 2015.

*Pour la société*

*Un mandataire*

Référence de publication: 2015033002/12.

(150036848) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 février 2015.

---

**Compagnie Financière Européenne S.A. SPF, Société Anonyme.**

Siège social: L-1660 Luxembourg, 1, Grand-rue.

R.C.S. Luxembourg B 114.928.

—  
*Résolution du conseil d'administration*

- Il résulte d'une réunion du conseil d'administration que le siège social de la société Compagnie Financière Européenne S.A. SPF est transféré de L-1661 Luxembourg, 47 Grand Rue à l'adresse L-1661 Luxembourg, 1 Grand Rue.

La présente résolution est une version corrigée qui remplace la première version déposée au RCS sous le numéro L150020148.

Luxembourg, le 28 janvier 2015.

Philippe Leroy

*Administrateur*

Référence de publication: 2015033005/15.

(150036884) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 février 2015.

---



**Culligan Investments S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: EUR 17.500,00.**

Siège social: L-2540 Luxembourg, 15, rue Edward Steichen.

R.C.S. Luxembourg B 101.989.

—  
EXTRAIT

En date du 10 février 2015, l'associé unique de la Société a pris les résolutions suivantes:

- La démission de Erik Johan Cornelis Schoop, en tant que gérant de la Société, est acceptée avec effet de le 10 février 2015;

- Jean-Marc McLean, avec adresse professionnelle au 15, rue Edward Steichen, L-2540 Luxembourg, est élu nouveau gérant de la Société avec effet de le 10 février 2015 et ce, pour une durée indéterminée.

Pour extrait conforme.

Luxembourg, le 25 février 2015.

Référence de publication: 2015033011/16.

(150037203) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 février 2015.

**Caldwynn S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1140 Luxembourg, 45-47, route d'Arlon.

R.C.S. Luxembourg B 147.709.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2015033012/10.

(150036797) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 février 2015.

**EFR Services Luxembourg S.à r.l., Société à responsabilité limitée,  
(anc. Capellen Services Sàrl).**

Siège social: L-1141 Luxembourg, 103, Bei der Härewiss.

R.C.S. Luxembourg B 69.621.

In the year two thousand and fifteen, on the twenty-third February,

Before Maître Joëlle BADEN, notary, residing in Luxembourg,

There appeared

DELEK LUXEMBOURG S.à r.l., a société à responsabilité limitée, having its registered office at L-1141 Luxembourg, 103, Bei der Härewiss, registered with the Luxembourg Trade and Companies' Register under number B 4.427 (the Shareholder),

hereby represented by Mr Mathieu GIROTTO, lawyer, residing professionally in 2, Place Winston Churchill, L-1340 Luxembourg,

by virtue of a proxy given in Cergy (France) on 20<sup>th</sup> February 2015.

The proxy, after having been signed ne varietur by the proxyholder and the undersigned notary, shall remain attached to this deed in order to be registered therewith.

The appearing party is the sole shareholder of CAPELLEN SERVICES S.à r.l., a société à responsabilité limitée, having its registered office at L-1141 Luxembourg, 103, Bei der Härewiss, registered with the Luxembourg Trade and Companies' Register under number B 69.621 incorporated pursuant to a notarial deed dated 6<sup>th</sup> May 1999, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, number 529 of 10<sup>th</sup> July 1999 (hereafter the "Company").

The articles of incorporation have been amended by a notarial deed on 20<sup>th</sup> November 2014, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, number 3865 of 13<sup>th</sup> December 2014.

The appearing party, represented as stated above, representing the entire share capital then deliberates upon the following agenda:

*Agenda*

1. Modification of the denomination of the Company into EFR SERVICES LUXEMBOURG S.à r.l. and subsequent amendment of article 4 of the articles of incorporation of the Company in order to reflect the modification of the denomination;

2. Statement of the name change of the registered seat into “Bei der Härewiss”;
3. Modification of article 13 of the articles of incorporation;
4. Miscellaneous.

The appearing party, represented as stated above, requests the undersigned notary to record the following resolutions:

*First resolution:*

The general meeting resolves to change the denomination of the Company into “EFR SERVICES LUXEMBOURG S.à r.l.” and consequently to amend article 4 of the articles of incorporation of the Company, which will henceforth be read as follows:

“ **Art. 4.** The Company exists under the name of “EFR SERVICES LUXEMBOURG S.à r.l.”.”

*Second resolution:*

The general meeting states that the name of the street of the registered office of the Company has changed into “Bei der Härewiss”.

*Third resolution:*

The general meeting resolves to add a paragraph onto article 13 of the articles of incorporation of the Company, which will be read as follows:

“ **Art. 13. (addition of a paragraph).** Any manager may participate in any meeting of the board of managers by conference-call, video-conference or by other similar means of communication allowing all the persons taking part in the meeting to hear one another. The participation in a meeting by these means is equivalent to a participation in person at such meeting.”

There being no further business, the meeting is closed.

Whereof this deed is drawn up in Luxembourg, in the office of the undersigned notary, on the date stated at the beginning of this document.

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that upon request of the proxyholder of the appearing party, this deed is worded in English, followed by a French version; upon request of the same appearing proxyholder and in case of divergences between the English and the French text, the English version will be prevailing.

The document having been read to the proxyholder of the appearing party, said proxyholder signed together with the notary the present deed.

**Suit la traduction en français du texte qui précède:**

L’an deux mille quinze, le vingt-trois février,  
Par-devant Maître Joëlle BADEN, notaire de résidence à Luxembourg,

A comparu:

DELEK LUXEMBOURG S.à r.l., une société à responsabilité limitée, ayant son siège social à L-1141 Luxembourg, 103, Bei der Härewiss, inscrite auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 4.427, ici représentée par Monsieur Mathieu GIROTTO, avocat, résidant professionnellement à 2, Place Winston Churchill, L-1340 Luxembourg,

en vertu d’une procuration sous seing privé donnée à Cergy (France), le 20 février 2015.

La procuration signée ne varietur par le mandataire de la comparante et par le notaire soussigné restera annexée au présent acte pour être soumise avec lui aux formalités de l’enregistrement.

La comparante est l’associée unique de CAPELLEN SERVICES S.à r.l., une société à responsabilité limitée, ayant son siège social à L-1141 Luxembourg, 103, Bei der Härewiss inscrite auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 69.621 constituée suivant acte notarié en date du 6 mai 1999, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Association, numéro 529 du 10 juillet 1999 (ci-après la «Société»).

Les statuts ont été modifiés pour la dernière fois suivant acte notarié en date du 20 novembre 2014, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Association, numéro 3865 du 13 décembre 2014.

La comparante, représentée comme indiqué ci-dessus, représentant la totalité du capital social, délibère selon l’ordre du jour suivant:

*Ordre du jour*

- 1) Modification de la dénomination de la Société en EFR SERVICES LUXEMBOURG S.à r.l. et modification afférente de l’article premier des statuts de la Société afin de tenir compte du changement de dénomination;
- 2) Constatation du changement du nom de la rue du siège social en «Bei der Härewiss»;
- 3) Modification de l’article 13 des statuts de la Société
- 4) Divers.

L'associée unique, représentée comme indiqué ci-avant, a requis le notaire soussigné de prendre acte des résolutions suivantes:

*Première résolution:*

L'assemblée générale décide modifier la dénomination de la Société en «EFR SERVICES LUXEMBOURG S.à r.l.» et par conséquent de modifier l'article 4 des statuts de la Société pour lui donner désormais la teneur suivante:

« **Art. 4.** La société prend la dénomination de «EFR SERVICES LUXEMBOURG S.à r.l.» (la Société).»

*Deuxième résolution:*

L'assemblée générale constate que le nom de la rue du siège social de la Société a été changé en «Bei der Härewiss».

*Troisième résolution:*

L'assemblée générale décide d'ajouter un paragraphe à l'article 13 des statuts de la Société, qui aura la teneur suivante:

« **Art. 13. (ajout d'un paragraphe).** Tout gérant peut participer à une réunion du conseil de gérance par conférence téléphonique, visio-conférence ou d'autres moyens de communication similaires où toutes les personnes prenant part à cette réunion peuvent s'entendre les unes les autres. La participation à une réunion par ces moyens équivaut à une présence en personne à une telle réunion.»

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, en l'étude du notaire soussigné, date qu'en tête.

Le notaire soussigné qui comprend et parle l'anglais constate que sur demande du comparant, le présent acte est rédigé en langue anglaise suivi d'une version française et qu'en cas de divergences entre les versions anglaise et française, la version anglaise fait foi.

Et après lecture faite et interprétation donnée au mandataire de la comparante, ledit mandataire a signé avec le notaire le présent acte.

Signé: M. GIOTTO et J. BADEN.

Enregistré à Luxembourg A.C.1, le 24 février 2015. 1LAC/2015/5669. Reçu soixante-quinze euros € 75,-

Le Receveur (signé): THILL.

- POUR EXPEDITION CONFORME - délivrée à la Société sur demande.

Luxembourg, le 24 février 2015.

Référence de publication: 2015033014/107.

(150036702) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 février 2015.

---

**CCK Compta S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-8070 Bertrange, 31, rue du Puits Romain.

R.C.S. Luxembourg B 141.646.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 24 février 2015.

Référence de publication: 2015033015/10.

(150036772) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 février 2015.

---

**CMC Mathias Import/Export S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-8069 Bertrange, 19, rue de l'Industrie.

R.C.S. Luxembourg B 161.142.

*Procès-verbal de la réunion de l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires tenue le 12/02/2015*

*Résolutions*

L'Assemblée aborde l'ordre du jour et, après avoir délibéré, prend à l'unanimité les résolutions ci-dessous:

Madame Maria Albertina MENDES PRATES, demeurant à 132, Route d'Esch L-3922 Mondercange et Monsieur David VEIGA, demeurant à 132, Route d'Esch L-3922 Mondercange, démissionnent de leurs fonctions d'Administrateurs de la Société.

La société sera engagée par l'unique signature de l'Administrateur délégué.  
Bertrange, le 12 février 2015.

Référence de publication: 2015033022/15.

(150037056) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 février 2015.

**Coiffure de Lux S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-2628 Luxembourg, 47, rue des Trévières.

R.C.S. Luxembourg B 160.193.

La société constate la rectification du nom d'un associé et la cession de parts sociales sur base d'un contrat de cession sous seing privé en date du 03 février 2015 que ci-après:

- Le nom de l'associé Maria DE FATIMA SANTOS est Maria de Fatima SANTOS

- Monsieur Daniel LOPES, demeurant à L-4082 Esch-sur-Alzette, 107, rue Dicks, cède 25 parts sociales de la société:  
à

\* Madame Maria de Fatima SANTOS, demeurant à L-7450 Lintgen, 74, route Principale, qui accepte les 8 parts sociales.

\* Madame Claudia Sofia MENDEZ VAZ, demeurant à D-66693 Orscholz, 50, zur Grosswies, qui accepte les 8 parts sociales.

\* Monsieur Lino Alberto SEMEDO VARELA, demeurant à L-4430 Belvaux, 43A, rue Grand-Duchesse, qui accepte les 9 parts sociales.

Luxembourg, le 03 février 2015.

SANTOS Maria De Fatima

Gérant technique

Référence de publication: 2015033023/20.

(150036902) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 février 2015.

**Colony Sardegna S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: EUR 1.482.100,00.**

Siège social: L-2132 Luxembourg, 2-4, avenue Marie-Thérèse.

R.C.S. Luxembourg B 94.362.

EXTRAIT

Il est à noter que le siège social de Colony Luxembourg S.à r.l., l'un des gérants de Colony Sardegna S.à r.l. a été transféré du 2-4 avenue Marie-Thérèse L-2132 Luxembourg, au 121 avenue de la Faïencerie L-1511 Luxembourg, avec effet au 1<sup>er</sup> août 2014.

Et il est à noter également, qu'il résulte de la lettre de démission en date du 17 juin 2014, que Mr Claude Baer a démissionné de ses fonctions de gérant de la société avec effet au 1<sup>er</sup> juillet 2014.

Par suite, le conseil de gérance se compose comme suit:

- Colony Luxembourg S.à r.l. sis au 121 avenue de la Faïencerie L-1511 Luxembourg, Luxembourg

- Mr. Jonathan Grunzweig domicilié 2450 Broadway, 6<sup>th</sup> Floor CA-90404 Santa Monica, USA

- Mr. David James Monahan domicilié 3000 Paradise Road, NV-89109 Las Vegas, USA

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Véronique Réveilliez

Responsable Juridique / Habilitée par la gérance

Référence de publication: 2015033024/21.

(150037099) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 février 2015.

**Crédit Suisse (Luxembourg) S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2180 Luxembourg, 5, rue Jean Monnet.

R.C.S. Luxembourg B 11.756.

In the year two thousand and fifteen, on the thirtieth day of January

Before Us, Maître Paul BETTINGEN, notary residing in Niederanven, Grand Duchy of Luxembourg.

Was held

an Extraordinary General Meeting of the shareholders of CREDIT SUISSE (LUXEMBOURG) S.A., a company limited by shares (société anonyme), having its registered office in L - 2180 Luxembourg, 5, rue Jean Monnet, registered with the

Luxembourg Trade and Companies Register (RCS) under number B 11756, incorporated by deed of the notary Me Carlo FUNCK, then residing in Luxembourg, on the 28<sup>th</sup> of January 1974, published in the Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations C of 15<sup>th</sup> February 1974 number 30 and amended several times and at the latest by deed of the undersigned notary on the 30 January 2015, not yet published in the Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations C (the "Company"),

The meeting was opened at 3 pm, with Mr. Yves Maas, professionally residing in Luxembourg, in the chair, who appointed as secretary Dr. Marion Rinke, with professional residence in Luxembourg.

The meeting elected as scrutineer Mr. Michael Relke, with professional residence in Luxembourg.

The board of the meeting having thus been constituted, the chairman declared and requested the notary to state:

I.- That the agenda of the meeting is the following:

Amendment of Article 16 of the articles of incorporation of the Company with the following content: "The remuneration of the members of the Board of Directors is determined by the general meeting of shareholders."

II.- That the sole shareholder represented, the proxy of the represented sole shareholder and the number of its shares are shown on an attendance list; this attendance list, after having been signed by the proxyholder of the represented sole shareholder, has been controlled and signed by the board of the meeting.

The proxy of the represented sole shareholder, if any, initialled "ne varietur" by the appearing parties and the undersigned notary, will remain annexed to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities.

III. That the entire share capital being represented at the present Extraordinary General Meeting and the represented sole shareholder declaring that it had due notice and got knowledge of the agenda prior to this extraordinary general meeting, no convening notices were necessary.

IV. That the present Extraordinary General Meeting, representing the entire share capital, is regularly constituted and may validly deliberate on all the items of the agenda.

Then the general meeting, after deliberation, takes unanimously the following sole resolution:

#### *Sole resolution*

The general meeting unanimously resolves to amend Article 16 of the articles of incorporation of the Company which will have the following content:

" **Art. 16.** The remuneration of the members of the Board of Directors is determined by the general meeting of shareholders."

There being no further business, the meeting is closed at 3.15 pm.

#### *Expenses*

The amount of the expenses, remunerations and charges, in any form whatsoever, to be borne by the Company as a result of the present deed are estimated at about EUR 1,200.

#### *Powers*

The appearing parties, acting in the same interest, do hereby grant power to any clerk and / or employee of the firm of the undersigned notary, acting individually, in order to document and sign any deed of amendment (typing error(s)) to the present deed.

Whereof, the present deed is drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The undersigned notary who speaks and understands English states herewith that the present deed is worded in English followed by a German version; on request of the appearing persons and in case of divergences between the English and the German text, the English version will be prevailing.

The document having been read to the persons appearing, all known to the notary by their names, first names, civil status and residences, the members of the board of the meeting signed together with the notary the present deed.

### **Folgt die Deutsche Übersetzung Vorgehenden Textes**

Im Jahre zweitausendfünfzehn, den dreißigsten Januar.

Vor dem unterzeichneten Notar Paul BETTINGEN, mit dem Amtswohnsitze zu Niederanven, Großherzogtum Luxemburg.

Versammelten sich zu einer außerordentlichen Generalversammlung die Aktionäre der Gesellschaft CREDIT SUISSE (LUXEMBOURG) S.A., eine Aktiengesellschaft (société anonyme), mit Sitz in L - 2180 Luxembourg, 5, rue Jean Monnet, eingetragen im Handels- und Gesellschaftsregister Luxemburg unter der Nummer B 11756, gegründet gemäß Urkunde, aufgenommen durch den Notar Henri FUNCK, vormalig mit Amtswohnsitz in Luxembourg, am 28. Januar 1974, veröffentlicht im Mémorial Recueil des Sociétés et Associations C vom 15. Februar 1974, Nummer 30, zuletzt abgeändert gemäß Urkunde, aufgenommen durch den unterzeichnenden Notar am 30. Januar 2015, noch nicht veröffentlicht im Mémorial C, Recueil Spécial des Sociétés et Associations (die „Gesellschaft“).

Die Versammlung wurde um 15 Uhr mit Herrn Yves Maas, geschäftsansässig in Luxembourg, als Vorsitzendem eröffnet. Der Vorsitzende beruft zur Schriftführerin Frau Dr. Marion Rinke, mit beruflicher Adresse in Luxembourg.

Die Versammlung wählt einstimmig zum Stimmzähler Herrn Michael Relke, mit beruflicher Adresse in Luxemburg.

Da somit das Versammlungsbüro zusammengesetzt wurde, ersucht der Vorsitzende den unterzeichnenden Notar folgendes zu beurkunden:

I.- Dass die Tagesordnung folgenden Wortlaut hat:

Änderung von Artikel 16 der Satzung der Gesellschaft mit folgendem Wortlaut: "Die Vergütung der Verwaltungsratsmitglieder wird durch die Gesellschafterversammlung bestimmt."

II.- Dass der vertretene alleinige Aktionär, die Vollmacht des vertretenen alleinigen Aktionärs und die Stückzahl seiner Aktien auf einer Anwesenheitsliste eingetragen sind; diese Anwesenheitsliste, nachdem sie durch den Bevollmächtigten des alleinigen Aktionärs unterschrieben wurde, wird durch das Versammlungsbüro geprüft und unterschrieben.

Die Vollmacht des vertretenen alleinigen Aktionärs, wird, nach gehöriger „ne varietur“ Unterzeichnung durch die Parteien und den instrumentierenden Notar, gegenwärtigem Protokolle, mit welchem sie einregistriert wird, als Anlage beigegeben.

III.- Dass das gesamte Aktienkapital bei gegenwärtiger außerordentlicher Generalversammlung vertreten ist and und der vertretene alleinige Aktionär erklärte, dass er ordnungsgemäße Mitteilung und Kenntnis der Tagesordnung vor dieser außerordentlichen Generalversammlung erlangt hatte, so dass kein Einberufungsschreiben notwendig war.

IV.- Dass in gegenwärtiger außerordentlicher Generalversammlung das gesamte Aktienkapital vertreten ist, dass somit die Versammlung ordnungsgemäß zusammengetreten und befugt ist, über alle auf der Tagesordnung stehenden Punkte zu beraten.

Sodann hat die Versammlung, nach Beratung, einstimmig folgenden einzigen Beschluss gefasst:

*Einzigter Beschluss*

Die Generalversammlung beschließt einstimmig Artikel 16 der Satzung der Gesellschaft abzuändern, welcher folgenden Wortlaut haben wird:

“ **Art. 16.** Die Vergütung der Verwaltungsratsmitglieder wird durch die Gesellschafterversammlung bestimmt.”

Da somit die Tagesordnung erschöpft ist, wird die Versammlung durch den Vorsitzenden geschlossen um 15 Uhr 15.

*Kosten*

Die Kosten und Gebühren jeglicher Art, welche der Gesellschaft wegen der gegenwärtigen Beurkundung obliegen, werden auf ungefähr EUR 1.200 veranschlagt.

*Bevollmächtigung*

Die Erschienenen, handelnd in gemeinsamem Interesse, erteilen hiermit einem jeden Angestellten des unterzeichneten Notars Spezialvollmacht, in ihrem Namen jegliche etwaige Berichtigungsurkunde (bezüglich Tippfehlern) gegenwärtiger Urkunde aufzunehmen.

Worüber am eingangs erwähnten Datum zu Luxemburg Urkunde aufgenommen wurde.

Der unterzeichnete Notar, welcher die englische Sprache versteht und spricht, hat vorliegende Urkunde auf Wunsch der vorbenannten Erschienenen in Englisch verfasst, gefolgt von einer deutschen Übersetzung. Im Falle von Unterschieden zwischen dem englischen und dem deutschen Text soll, laut den Erschienenen, der englische Text maßgebend sein.

Und nach Verlesung alles Vorstehenden an die Erschienenen, alle dem Notar nach Namen, gebräuchlichen Vornamen, Familienstand und Wohnort bekannt, haben dieselben gegenwärtige Urkunde gemeinsam mit dem Notar unterschrieben.

Gezeichnet: Yves Maas, Marion Rinke, Michael Relke, Paul Bettingen.

Enregistré à Luxembourg, A.C.1, le 1LAC / 2015 / 3002 Reçu 75.-€.

Le Receveur (signé): Irène Thill.

- Für gleichlautende Kopie - Ausgestellt zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Senningerberg, den 9. Februar 2015.

Référence de publication: 2015033032/108.

(150036787) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 février 2015.

**Cynthia Infrastructures S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 193.418.

*Extrait des résolutions prises par le conseil d'administration en date du 11 février 2015*

Il ressort des résolutions prises par le Conseil d'administration de la Société en date du 11 février 2015 que:

- Monsieur Christian MOGNOL, né le 15.01.1962 à Esch-sur-Alzette, demeurant professionnellement au 412F, route d'Esch, L - 2086 Luxembourg, est nommé Président du Conseil d'Administration. Ce dernier assumera cette fonction jusqu'à l'assemblée statutaire de 2020.



Certifié sincère et conforme

POUR LA SOCIÉTÉ

Signatures

Référence de publication: 2015033033/15.

(150037074) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 février 2015.

**Cypress Capital Investments Luxembourg S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-2633 Senningerberg, 6A, route de Trèves.

R.C.S. Luxembourg B 144.300.

*Extrait des résolutions de l'associé unique prises en date du 6 novembre 2013 and 4 février 2015*

Les résolutions suivantes ont été adoptées par l'associé unique en date du 6 novembre 2013 et 4 février 2015:

1- M. Ely-Michel Ruimy, né le 31 décembre 1964, à Casablanca, Maroc, ayant son adresse au 49, Grosvenor Street, W1K 3HP Londres, Royaume-Uni, a été nommé gérant de la Société au 6 novembre 2013 pour une durée indéterminée.

2- La démission de Monsieur Ely-Michel Ruimy et de Monsieur Adrian Braimer-Jones de leur mandats de gérant de la Société est acceptée avec effet au 4 février 2015.

2- Ensof Services S.à r.l., une société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois, ayant son siège social au 6A, route de Trèves, L- 2633 Senningerberg, Grand-Duché de Luxembourg, immatriculée auprès du Registre du Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 184.865, a été nommée gérant de la Société, avec effet au 4 février 2015, pour une durée indéterminée.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour extrait conforme

Luxembourg, le 20 février 2015.

Référence de publication: 2015033034/21.

(150037179) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 février 2015.

**Danube SCA SICAR, Société en Commandite par Actions sous la forme d'une Société d'Investissement en Capital à Risque.**

Siège social: L-1246 Luxembourg, 2A, rue Albert Borschette.

R.C.S. Luxembourg B 149.983.

In the year two thousand and fifteen, on the eighth day of January

Before Maître Carlo Wersandt, notary, residing in Luxembourg, acting in replacement of Maître Henri Hellinckx, notary residing in Luxembourg, who will be the depositary of the present deed,

THERE APPEARED

Mrs Arlette Siebenaler, private employee, with professional address in Luxembourg,

acting by virtue of circular resolutions taken by the board of managers of Danube Management S.à r.l. acting in its capacity as manager (gérant) of "Danube S.C.A., SICAR" (the "Manager") on 8 December 2014, copy of said circular resolutions, after having been signed *ne varietur* by the appearing person and the undersigned notary will be annexed to this document to be filed with the registration authorities,

Who declared and required the notary to record that:

I. - The company "Danube S.C.A., SICAR", an investment company in risk capital (société d'investissement en capital à risque) ("SICAR") under the form of a SCA (société en commandite par actions), having its registered office at Garden Floor Forte F1, 2a, rue Albert Borschette, L-1246 Luxembourg, registered with the Luxembourg Register of Commerce and Companies under number B 149983 was incorporated by a notarial deed on 9 December 2009 (the "Company") published in the Mémorial C under number 74 of 12 January 2010 and as amended by a notarial deed on 2 February 2010 published in the Mémorial C on 30 March 2010 under number 669, amended again by a notarial deed on 31 March 2010, published in the Mémorial C on 4 June 2010 under number 1171, amended again by a notarial deed on 17 June 2010, published in the Mémorial C on 5 October 2010 under number 2082, amended by a notarial deed on 10 January 2011, published in the Mémorial C on 17 May 2011 under number 1030, amended again by a notarial deed on 25 January 2011 published in the Mémorial C on 17 May 2011 under number 1110, and amended again by a notarial deed on 6 May 2011, published in the Mémorial C on 14 July 2011 under number 1571, and amended again by a notarial deed on 8 June 2011, published in the Mémorial C on 6 September 2011 under number 2068, amended again by a notarial deed on 7 December 2011, published in the Mémorial C on 31 January 2012 under number 257, amended again by a notarial deed on 13 January 2012, published in the Mémorial C on 17 March 2012 under number 718, amended again by a notarial deed on 21 June 2012, published in the Mémorial C on 3 August 2012 under number 1931, amended again by a notarial deed on 22



November 2012, published in the Memorial C on 3 January 2013 under number 18, amended again by a notarial deed on 14 January 2013, published in the Memorial C on 10 April 2013 under number 846, amended again by a notarial deed on 20 June 2013, published in the Memorial C on 20 August 2013 under number 2018, amended again by a notarial deed on 8 October 2013, published in the Memorial C on 3 December 2013 under number 3052, amended again by a notarial deed on 10 January 2014, published in the Memorial C on 11 April 2014 under number 939, amended again by a notarial deed on 6 June 2014, published in the Memorial C on 21 August 2014 under number 2225.

II. - According to article 5 of the articles of association of the Company (the "Articles"), the Company has an issued capital of FIFTEEN MILLION ONE HUNDRED AND EIGHTY ONE THOUSAND SEVEN HUNDRED AND SIXTY THREE UNITED STATES DOLLARS AND TWENTY SIX CENTS (15,181,763.26-USD) divided into:

- i) EIGHT HUNDRED AND NINETY ONE THOUSAND FOUR HUNDRED AND FIFTY NINE POINT THREE HUNDRED AND TWENTY SEVEN (891,459.327) Class A Ordinary Shares (each a "Class A Ordinary Share");
- ii) ONE (1) Class B Ordinary Share (each a "Class B Ordinary Share");
- iii) SIX HUNDRED AND TWENTY SIX THOUSAND SEVEN HUNDRED AND FOURTEEN POINT NINE HUNDRED AND NINETY NINE (626,714.999) Class C Ordinary Shares (each a "Class C Ordinary Share"); and
- iv) ONE (1) Management Share (each a "Management Share").

The Company has an authorised share capital of ONE HUNDRED MILLION UNITED STATES DOLLARS (100,000,000.-USD) divided into TEN MILLION (10,000,000) Shares, comprising:

- i) NINE MILLION NINE HUNDRED AND NINETY NINE THOUSAND NINE HUNDRED AND NINETY NINE (9,999,999) Ordinary Shares; and
- ii) ONE (1) Management Share.

The Manager is authorised by article 5 of the Articles to cause the Company to issue further Ordinary Shares and Management Shares so as to bring the total capital of the Company up to the total authorised share capital from time to time as it, in its discretion, may determine and to accept subscriptions for such Shares within a period of five (5) years as from the date of incorporation of the Company such as determined by article 32 (5) of the law of 10 August 1915 on commercial companies, as amended.

The Manager is further authorised by article 5 of the Articles to determine the conditions attaching to any subscription for Ordinary Shares and Management Shares from time to time (including the payment of any share premium or subscription surplus).

The Manager is further authorised to issue such Ordinary Shares and Management Shares under and during the period referred to above without the Shareholders having any preferential subscription rights.

When the Manager effects an increase in capital pursuant to the provisions referred to above, it is obliged under article 5 of the Articles to take steps to amend article 5 of the Articles in order to record the change and the Manager is further authorised to take or to authorise the steps required for the execution and publication of such amendment in accordance with Luxembourg law.

III. - Pursuant to this authorisation, the Manager has decided on 8 December 2014 to increase the share capital of the Company by issuing further Class A Ordinary Shares (the "New Class A Ordinary Shares") and further Class C Ordinary Shares (the "New Class C Ordinary Shares") by an amount of TWO HUNDRED AND SEVENTY SIX THOUSAND THREE HUNDRED AND TWENTY ONE UNITED STATES DOLLARS AND FIFTY CENTS (276,321.50 USD) so as to bring the total capital of the Company from its present amount of FIFTEEN MILLION ONE HUNDRED AND EIGHTY ONE THOUSAND SEVEN HUNDRED AND SIXTY THREE UNITED STATES DOLLARS AND TWENTY SIX CENTS (15,181,763.26-USD) to FIFTEEN MILLION FOUR HUNDRED AND FIFTY EIGHT THOUSAND AND EIGHTY FOUR UNITED STATES DOLLARS AND SEVENTY SIX CENTS (15,458,084.76-USD) by the issue of SIXTEEN THOUSAND FOUR HUNDRED AND THREE POINT FIVE HUNDRED (16,403.500) New Class A Ordinary Shares and ELEVEN THOUSAND TWO HUNDRED TWENTY EIGHT POINT SIX HUNDRED AND FIFTY (11,228.650) New Class C Ordinary Shares.

The Manager further resolved on 8 December 2014 to suppress the preferential rights of existing shareholders in relation to the aforementioned increase of the share capital of the Company.

The new shares have been subscribed as follows:

(i) SIXTEEN THOUSAND FOUR HUNDRED AND THREE POINT FIVE HUNDRED (16,403.500) New Class A Ordinary Shares have been subscribed by Danube Fund LP with registered office at c/o Walker SPV Limited, Walker House, 87 Mary Street, George Town, Grand Cayman KY1-9002, Cayman Islands.

(ii) the New Class C Ordinary Shares have been subscribed as follows:

Nbr	Name of Shareholders	No. of C Shares
1	OTP Voluntary Pension Fund	2,500
2	László Wolf	625
3	Peter Holtzer	193.750
4	Specton Investments Limited	625

5	Valean Investments Limited	625
6	Karoly Radzik	127.5
7	Zsolt Kovács	125
8	Miklós Zsoldos	157.4
9	György Zolnai	-
10	MHS European Holdings S.à r.l.	6,250
	TOTAL	

The total subscription amount of TWO HUNDRED AND SEVENTY SIX THOUSAND THREE HUNDRED AND TWENTY ONE UNITED STATES DOLLARS AND FIFTY CENTS (276,321.50 USD) has been fully paid up by the abovementioned shareholders and evidence of the aforementioned payment has been given to the undersigned notary who acknowledges this expressly.

Following the realisation of the increase of capital, the sixth paragraph of article 5 of the Articles is amended to be worded as follows:

**English version:**

“The Company has a subscribed share capital of fifteen million four hundred and fifty eight thousand and eighty four united states dollars and seventy six cents (15,458,084.76-.USD) divided into:

(1) Nine hundred and seven thousand eight hundred and sixty two point eight hundred and twenty seven (907,862.827) Class A Ordinary Shares issued to Danube Fund LP, a Cayman Islands exempted limited partnership, having its registered office in the Cayman Islands c/o Walker SPV Limited, Walker House, 87 Mary Street, George Town, Grand Cayman KY1-9002, Cayman Islands (the “Partnership”). The Class A Ordinary Shares are neither obliged to fund any portion of the Management Fee nor subject to Carried Interest, as further described article 29.3.c below;

(2) One (1) Class B Ordinary Share, issued with respect to the interests of the Carried Interest Shareholder (as defined below) which is not obliged to fund any portion of the Management Fee and which is entitled to receive Carried Interest as further described in article 29.3.c. below;

(3) Six hundred and thirty seven thousand nine hundred and forty three point six hundred and forty nine (637,943.649) Class C Ordinary Shares, issued with respect to direct Investors each of whom has not been designated to be an affiliate by the Manager. The Class C Ordinary Shares will receive a Preferred Return (as defined below), are subject to Carried Interest and will be obliged to pay a share of the Management Fee, as further described in article 29.3.c. below; and

(4) One (1) Management Share, issued with respect to the interest of the Unlimited Shareholder, which is not obliged to fund any portion of the Management Fee.”

**French version:**

«La Société dispose d'un capital social souscrit de quinze millions quatre cent cinquante-huit mille quatre-vingt-quatre dollars américains et soixante-seize centimes (15.458.084,76-.USD), répartis en:

(1) neuf cent sept mille huit cent soixante-deux virgule huit cent vingtsept (907.862,827) Actions Ordinaires de Catégorie A émises pour Danube Fund LP, une société en commandite exonérée d'impôts de droit des îles Cayman, ayant son siège aux îles Cayman chez Walker SPV Limited, Walker House, 87 Mary Street, George Town, Grand Cayman KY1-9002, Cayman Islands, (l'«Entreprise»). Les Actions Ordinaires de Catégorie A ne financent pas obligatoirement une partie des Frais de Gestion, et ne sont pas soumises au Carried Interest, tel que décrit ultérieurement dans l'article 29.3.c ci-dessous;

(2) Une (1) Action Ordinaire de Catégorie B, émis en faveur du Carried Interest Shareholder (tel que défini ci-dessous) qui n'est pas tenu de financer une partie des Frais de Gestion et qui est en droit de percevoir un Carried Interest tel que décrit ultérieurement dans l'article 29.3.c ci-dessous;

(3) six cent trente-sept mille neuf cent quarante-trois virgule six cent quarante-neuf (637.943,649) Actions Ordinaires de Catégorie C, émises en faveur des investisseurs directs qui n'ont pas été nommés comme affiliés par le Gérant. Les Actions Ordinaires de Catégorie C recevront un Rendement Préférentiel (tel que décrit cidessous), sont soumises au Carried Interest et entraîneront obligatoirement le paiement d'une partie des Frais de Gestion, tel que décrit ultérieurement dans l'article 29.3.c ci-dessous; et

(4) Une (1) Action de Gestion, émise en faveur de l'Actionnaire Gérant Commandité, qui n'est pas obligé de financer une partie des Frais de Gestion.»

*Expenses*

The costs, expenses, remuneration or charges in any form whatsoever incumbent to the corporation and charged to it by reason of the present deed are assessed at EUR 2,200.-.

There being no further business before the meeting, the same was thereupon adjourned.

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that upon request of the above appearing persons, this deed is worded in English only.

WHEREOF the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the appearing persons, all of whom are known to the notary by their names, surnames, civil status and residences, the said persons appearing signed together with the notary, the present deed.

Signé: A. SIEBENALER et C. WERSANDT.

Enregistré à Luxembourg A.C.1, le 15 janvier 2015. Relation: 1LAC/2015/1166. Reçu soixante-quinze euros (75.- EUR).

Le Receveur ff. (signé): C. FRISING.

- POUR EXPEDITION CONFORME - délivrée à la société sur demande.

Luxembourg, le 25 février 2015.

Référence de publication: 2015033035/155.

(150036912) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 février 2015.

---

**Dengold Overseas S.A., SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.**

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 76.796.

*Extrait des résolutions prises par le conseil d'administration en date du 11 février 2015*

SGG S.A., Société Anonyme luxembourgeoise, ayant son siège au 412F, route d'Esch à L-2086 Luxembourg est nommée Agent Dépositaire au sens de l'article 2 de la loi du 24 juillet 2014 relative à l'immobilisation des actions et parts au porteur.

Référence de publication: 2015033046/11.

(150037330) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 février 2015.

---

**Dewdrop Holdings S.A., Société Anonyme.**

R.C.S. Luxembourg B 146.064.

HRT FIDALUX S.A., ayant son siège social au 163, rue du Kiem, L-8030 Strassen (anciennement 23, Val Fleuri, L-1526 Luxembourg), immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés sous le numéro B 41.178, agent domiciliataire de la société DEWDROP HOLDINGS S.A., une Société Anonyme, ayant son siège social au 23 Val Fleuri, L-1526 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés sous le numéro B 146.064 (la «Société»), a décidé de dénoncer le siège de la Société avec effet au 24 février 2015.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Strassen, le 24 février 2015.

Référence de publication: 2015033047/13.

(150036819) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 février 2015.

---

**DGM&C Invest S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-4123 Esch-sur-Alzette, 4, rue du Fossé.

R.C.S. Luxembourg B 172.372.

Les comptes annuels au 31/12/2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2015033048/10.

(150037064) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 février 2015.

---

**DRS Consulting & Services S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-6947 Niederanven, 44, rue Gabriel Lippman.

R.C.S. Luxembourg B 74.810.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015033049/9.

(150036703) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 février 2015.

---

**E.N.A. Consulting S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-8399 Windhof (Koerich), 11, rue des Trois Cantons.  
R.C.S. Luxembourg B 82.241.

Le Bilan au 31 décembre 2013 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2015033050/10.

(150037219) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 février 2015.

**E.N.A. Consulting S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-8399 Windhof (Koerich), 11, rue des Trois Cantons.  
R.C.S. Luxembourg B 82.241.

*Extrait des résolutions prises lors de l'Assemblée Générale Ordinaire du 2 février 2015*

L'assemblée décide d'informer le Registre de Commerce et des Sociétés Luxembourg du changement d'adresse du Commissaire aux Comptes de la Société, comme suit:

Tax Consult S.A., 6 Place de Nancy, L-2212 Luxembourg

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

E.N.A. CONSULTING S.A.

Signature

Référence de publication: 2015033051/14.

(150037272) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 février 2015.

**E-Media S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2530 Luxembourg, 10A, rue Henri M. Schnadt.  
R.C.S. Luxembourg B 64.150.

Les comptes annuels au 31 décembre 2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

FIDUO

Référence de publication: 2015033052/10.

(150037259) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 février 2015.

**E-Media S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2530 Luxembourg, 10A, rue Henri M. Schnadt.  
R.C.S. Luxembourg B 64.150.

Les comptes annuels au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

FIDUO

Référence de publication: 2015033053/10.

(150037260) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 février 2015.

**Emuto Global Capital S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-5365 Munsbach, 6B, rue Gabriel Lippmann.  
R.C.S. Luxembourg B 130.172.

Im Jahre zwei tausend fünfzehn, den dreissigsten Januar.

Vor dem unterzeichneten Notar Danielle KOLBACH, mit dem Amtssitz in Redange-sur-Attert, (Großherzogtum Luxemburg), handelnd in Vertretung ihres verhinderten Kollegen Notar Jean SECKLER, mit dem Amtssitz in Junglinster, (Großherzogtum Luxemburg), welcher letzter genannter Depositar der Urkunde bleibt.

IST ERSCHIENEN:

STICHTING EMUTO, eine nach niederländischem Recht eingetragene Gesellschaft, mit Sitz in Hemonystratt 11, NL-1074BK Amsterdam, Niederlande, hier vertreten durch Herrn Marco BREHM, Angestellter, berufsansässig in Muns-

bach, 6B, rue Gabriel Lippmann, auf Grund einer ihm ausgestellten Vollmacht, welche nach «ne varietur» Signatur, gegenwärtiger Urkunde beigebogen bleibt.

Welche Komparentin den amtierenden Notar, durch ihren Bevollmächtigten, ersucht folgendes zu beurkunden:

- Dass die Gesellschaft mit beschränkter Haftung "Emuto Global Capital S.à r.l.", mit Sitz in L-2180 Luxembourg, 3, rue Jean Monnet, eingetragen im Handels- und Gesellschaftsregister von Luxemburg, Sektion B, unter der Nummer 130.172, gegründet wurde gemäss Urkunde, aufgenommen durch Notar Henri HELLINCKX, mit Amtswohnsitz in Luxemburg, am 13. Juni 2007, veröffentlicht im Mémorial C Nummer 2268 vom 11. Oktober 2007, deren Satzung abgeändert wurde auf Grund einer Urkunde aufgenommen durch Notar Henri HELLINCKX, mit Amtswohnsitz in Luxemburg, am 6. September 2007, veröffentlicht im Mémorial C Nummer 2359 vom 19. Oktober 2007.

- Dass das Gesellschaftskapital AUD 19.786,25 (neunzehntausend siebenhundert sechsundachtzig Australische Dollar und fünfundzwanzig Cents) eingeteilt in 1.250 (eintausend zweihundertfünfzig) Anteile ohne Nennwert.

- Dass der Komparent erklärt der einzige Gesellschafter der Gesellschaft mit beschränkter Haftung "Emuto Global Capital S.à r.l." zu sein und dass er den amtierenden Notar ersucht, die von ihm in ausserordentlicher Generalversammlung gefassten Beschluss zu dokumentieren wie folgt:

#### *Beschluss*

Die Generalversammlung beschliesst den Sitz der Gesellschaft, mit Wirkung zum 1. Januar 2015 nach L-5365 Munsbach, 6B, rue Gabriel Lippmann zu verlegen und dementsprechend Artikel vier (4) der Satzungen abzuändern wie folgt:

" **Art. 4.** Die Gesellschaft hat ihren eingetragenen Sitz in der Gemeinde Schuttrange, Großherzogtum Luxemburg.

Der Sitz kann zu einem beliebig anderen Ort im Großherzogtum Luxemburg verlegt werden aufgrund eines Beschlusses im Rahmen einer außerordentlichen Hauptversammlung der Gesellschafter, in der für die Änderung der Satzung vorgeschriebenen Art und Weise.

Eine Verlegung der Adresse des Firmensitzes innerhalb der Gemeinde kann durch Beschluss der Geschäftsleitung erfolgen.

Die Gesellschaft kann Niederlassungen und Filialen in Luxemburg und anderswo haben.

Sollten nach Erachten der Geschäftsführung außerordentliche politische, wirtschaftliche oder soziale Ereignisse eintreten oder bevorstehen, die die normalen Aktivitäten der Gesellschaft an deren Sitz oder die Kommunikation zwischen den Niederlassungen am Firmensitz und den Personen außerhalb des Firmensitzes negativ beeinträchtigen würden, kann der Firmensitz auch vorübergehend - bis zur vollständigen Beendigung dieser Umstände - ins Ausland verlegt werden. Diese provisorischen Maßnahmen werden die Staatsangehörigkeit der Gesellschaft keineswegs beeinträchtigen. Diese bleibt, trotz der zeitweiligen Verlegung des Gesellschaftssitzes luxemburgischer Staatsangehörigkeit.

Derartige vorübergehende Maßnahmen werden von der Geschäftsleitung der Gesellschaft getroffen und interessierten Gesellschaften mitgeteilt."

#### **Die englische Version wird wie folgt abgeändert:**

**Art. 4.** The Company has its registered office in the municipality of Schuttrange, Grand Duchy of Luxembourg.

It may be transferred to any other place in the Grand Duchy of Luxembourg by means of a resolution of an extraordinary general meeting of its shareholders deliberating in the manner provided for amendments to the Articles.

The address of the registered office may be transferred within the municipality by decision of the board of managers.

The Company may have offices and branches, both in Luxembourg and abroad.

In the event that the management should determine that extraordinary political, economic or social developments have occurred or are imminent that would interfere with the normal activities of the Company at its registered office, or with the ease of communication between such office and persons abroad, the registered office may be temporarily transferred abroad until the complete cessation of these abnormal circumstances; such temporary measures shall have no effect on the nationality of the Company which, notwithstanding the temporary transfer of its registered office, will remain a Luxembourg company. Such temporary measures will be taken and notified to any interested parties by the management of the Company.

#### *Kosten*

Die der Gesellschaft aus Anlass dieser Urkunde anfallenden Kosten, Honorare und Auslagen werden auf ungefähr acht hundert fünfzig Euro abgeschätzt.

WORÜBER URKUNDE Aufgenommen in Munsbach, Am Datum wie eingangs erwähnt.

Und nach Vorlesung und Erklärung alles Vorstehenden an die Komparenten, dem instrumentierenden Notar nach Namen, gebräuchlichem Vornamen, Stand und Wohnort bekannt, haben dieselben zusammen mit Uns dem Notar gegenwärtige Urkunde unterschrieben.

Gezeichnet: Marco BREHM, Danielle KOLBACH.

Enregistré à Grevenmacher Actes Civils, le 12 février 2015. Relation GAC/2015/1200. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): G. SCHLINK.

Référence de publication: 2015033054/70.

(150036924) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 février 2015.

---

**Emuto Global Capital S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-5365 Munsbach, 6B, rue Gabriel Lippmann.

R.C.S. Luxembourg B 130.172.

---

Koordinierte Satzung hinterlegt beim Handels- und Gesellschaftsregister Luxemburg.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Junglinster, den 25. Februar 2015.

*Für die Gesellschaft*

Jean SECKLER

*Der Notar*

Référence de publication: 2015033055/13.

(150037199) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 février 2015.

---

**EAE Négoce S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-4123 Esch-sur-Alzette, 4, rue du Fossé.

R.C.S. Luxembourg B 87.492.

---

Les comptes annuels au 31/12/2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2015033058/10.

(150037088) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 février 2015.

---

**Erbil Hotel Partners GP S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-2540 Luxembourg, 15, rue Edward Steichen.

R.C.S. Luxembourg B 181.319.

---

Les comptes annuels au 31.12.2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015033063/9.

(150036994) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 février 2015.

---

**Bidibul Productions S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2730 Luxembourg, 67, rue Michel Welter.

R.C.S. Luxembourg B 139.621.

---

L'an deux mille quinze, le six février.

Par devant Maître Jean SECKLER, notaire de résidence à Junglinster, (Grand-Duché de Luxembourg),

S'est réunie

l'assemblée générale rectificative des actionnaires de la société anonyme «BIDIBUL PRODUCTIONS S.A.», (ci-après dénommée la «Société»), avec siège social à L-2730 Luxembourg, 67, rue Michel Welter, inscrite auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg, section B, numéro 139.621,

L'assemblée est présidée par Monsieur Max MAYER, employé, demeurant professionnellement à Junglinster.

Le Président désigne comme secrétaire et l'assemblée choisit comme scrutatrice Monsieur Henri DA CRUZ, employé, demeurant professionnellement à Junglinster.

Le bureau ayant ainsi été constitué, le Président expose et prie le notaire instrumentaire d'acter ce qui suit:

A) Que la présente assemblée générale est uniquement tenue pour rectifier une erreur matérielle survenue dans l'assemblée générale extraordinaire, ayant eu comme ordre de jour de rectifier l'objet social, tenue par devant le notaire instrumentant, en date du 27 février 2014, enregistré à Grevenmacher, le 4 mars 2014, Relation GRE/2014/859, déposé au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg, en date du 7 mars 2014, sous la référence 140040397 et publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 1128 du 5 mai 2014, ayant eu comme ordre de jour de



modifier l'objet social, tenue par devant Maître Joseph ELVINGER, notaire de résidence à Luxembourg, agissant en remplacement du notaire instrumentant en date du 8 avril 2010, enregistré à Grevenmacher, le 15 avril 2010. Relation GRE/2010/1311, déposé au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg, en date du 29 avril 2010, sous la référence 100059578 et publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 1171 du 4 juin 2010

B) Que les actionnaires représentés, le mandataire des actionnaires représentés, ainsi que le nombre d'actions qu'ils détiennent sont indiqués sur une liste de présence. Cette liste de présence, après avoir été contrôlée et signée par le mandataire des actionnaires représentés ainsi que par les membres du bureau et le notaire instrumentant, sera conservée à l'étude de celui-ci.

Les procurations des actionnaires représentés, après avoir été signées ne varietur par les comparants et le notaire instrumentant, resteront annexées au présent acte pour être enregistrées ensemble avec lui.

C) Qu'il résulte de cette liste de présence que la présente assemblée réunit l'intégralité du capital social et est donc régulièrement constituée et peut délibérer valablement, telle qu'elle est constituée, sur les points portés à l'ordre du jour.

Ensuite l'assemblée générale, après délibération, a pris à l'unanimité la résolution suivante:

#### *Unique résolution*

L'assemblée générale décide de rectifier l'objet social ainsi que l'article 3 des statuts de l'assemblée générale extraordinaire tenue par devant Maître Joseph ELVINGER, notaire de résidence à Luxembourg, agissant en remplacement du notaire instrumentant en date du 8 avril 2010, et rectifié suivant acte reçu par le notaire instrumentant le 27 février 2014 et donner à l'article 3 la teneur suivante:

« **Art. 3.** La Société a pour objet tant au Luxembourg qu'à l'étranger, directement ou indirectement:

- la réalisation en qualité de producteur d'oeuvres cinématographiques ou audiovisuelles,
- les prestations dans la fabrication de dessins animés et multimédia; la production de dessins animés et multimédia,
- l'aide au développement de tous projets cinématographiques ou audiovisuels en vue d'assurer la meilleure qualité finale et accroître ainsi les chances de réussite du film tant par la mise en place de conseils pendant la préparation de l'oeuvre que pendant le montage et la réalisation
- la vente, l'échange, la distribution, l'importation, l'exportation, l'édition sous toutes formes de ces productions et de leurs dérivés;
- l'édition musicale;
- la gestion des droits d'édition musicale;
- tous travaux sonores se rapportant à l'audiovisuel et au cinéma, création, achat, vente et traitements des sons;
- toutes activités à caractère artistique;
- toutes prestations de services, promotion, organisation, assistance et conseils en matière de spectacles artistiques;
- le négoce et la location de tout produit en relation avec les métiers de l'audiovisuel;
- la gestion de droits intellectuels, l'informatique: développement de Software;
- l'achat, la vente et la gestion de son propre patrimoine immobilier;
- toute activité commerciale;
- la prise de participation dans toutes sociétés
- le conseil et la formation en direction d'entreprises ainsi que l'assistance et l'exécution de toutes prestations dans le domaine financier, administratif, informatique, technique, commercial, de marketing ou de gestion;
- l'acquisition, la propriété, l'administration, la gestion et la vente d'un portefeuille de valeurs mobilières;
- la prise de tous intérêts et participations de quelques façons qu'elles puissent se concevoir dans toutes les opérations susceptibles de favoriser les affaires sociales sous quelque forme que ce soit, acquisition, création, location soit comme preneur, soit comme bailleur de tous fonds de commerce, établissements commerciaux et succursales répondant à l'objet social, création de sociétés nouvelles, apports, souscription, achats de titres et de droits sociaux, fusion;
- la location comme preneur ou bailleur de tous locaux avec ou sans promesse de vente, l'édification de toute construction nouvelle, l'acquisition de tous immeubles pouvant servir directement ou indirectement à tous objets de nature à favoriser le commerce de la société; la cession desdits immeubles.

Dans le cadre de son activité, la Société pourra accorder hypothèque, emprunter avec ou sans garantie ou se porter caution pour d'autres personnes morales et physiques, sous réserve des dispositions légales afférentes.

La Société peut s'intéresser par toutes voies de droit dans toutes affaires, entreprises ou sociétés, ayant un objet identique, analogue ou connexe, ou qui serait de nature à favoriser le développement de son entreprise.

Cette énumération est énonciative et non limitative et doit être interprétée dans son acception la plus large.

La Société peut accomplir toutes opérations généralement quelconques, commerciales, industrielles, financières, mobilières ou immobilières, se rapportant directement ou indirectement, à son objet social.»

DONT ACTE, fait et passé à Junglinster, date qu'en tête des présentes.



Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, connus du notaire par noms, prénoms usuels, états et demeures, ils ont signé avec Nous notaire le présent acte.

Signé: Max MAYER, DA CRUZ, Jean SECKLER.

Enregistré à Grevenmacher Actes Civils, le 11 février 2015. Relation GAC/2015/1120. Reçu douze euros 12,00 €.

Le Receveur (signé): G. SCHLINK.

Référence de publication: 2015032981/81.

(150036936) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 février 2015.

**Digital Services XXVI S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: EUR 25.000,00.**

Siège social: L-1736 Luxembourg, 5, Heienhaff.

R.C.S. Luxembourg B 188.487.

In the year two thousand and fifteen, on the thirteenth day of January.

Before us, Maître Cosita Delvaux, notary residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg

THERE APPEARED:

1. Asia Internet Holding S.à r.l., a société à responsabilité limitée, incorporated and existing under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies' Register under number B 177.038, having its registered office at 7, avenue Jean-Pierre Pescatore, L-2324 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg,

being the holder of six thousand seventy-one (6,071) shares and becoming the holder of six thousand seventy-one (6,071) Series A1 Shares,

here represented by Ms Xiaoshu Tang, LL.M., residing in Luxembourg, by virtue of a proxy, given in Berlin, Germany, on 12<sup>th</sup> January 2015, and in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, on 5 January 2015,

2. MKC Brillant Services GmbH, a limited liability company incorporated and existing under the laws of Germany, registered with the commercial register at the local court of Charlottenburg, Germany, under no. HRB 139778 B, having its registered office at Johannisstraße 20, 10117 Berlin, Germany,

being the holder of one thousand eight hundred seventy-five (1,875) shares and becoming the holder of one thousand eight hundred seventy-five (1,875) Series A2 Shares,

here represented by Ms Xiaoshu Tang, LL.M., residing in Luxembourg, by virtue of a proxy, given in Berlin, Germany, on 12<sup>th</sup> January 2015,

3. Aismare Lux Holdings S.à r.l., a société à responsabilité limitée, incorporated and existing under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies' Register under number B 176.544, having its registered office at 6C, rue Gabriel Lippmann, L-5365 Munsbach, Grand Duchy of Luxembourg, and having a share capital of forty-three thousand euros (EUR 43,000),

being the holder of one thousand five hundred eighteen (1,518) shares and becoming the holder of one thousand five hundred eighteen (1,518) Series A3 Shares,

here represented by Ms Xiaoshu Tang, LL.M., residing in Luxembourg, by virtue of a proxy, given in London, the United Kingdom, on 7 January 2015,

4. TEC Global Invest VIII GmbH, a limited liability company incorporated and existing under the laws of Germany, registered with Handelsregister B des Amtsgerichts Duisburg under number HRB 26060, having its registered office at Wissollstrasse 5-43, 45478 Mülheim an der Ruhr, Germany,

being the holder of one thousand five hundred eighteen (1,518) shares and becoming the holder of one thousand five hundred eighteen (1,518) Series A3 Shares,

here represented by Ms Xiaoshu Tang, LL.M., residing in Luxembourg, by virtue of a proxy, given in Mülheim an der Ruhr, Germany, on 5 January 2015, and

5. SHCO 57 S.à r.l., a société à responsabilité limitée incorporated and existing under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies' Register under number B183425, having its registered office at 13-15, avenue de la Liberté, L-1931 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg,

being the holder of one thousand five hundred eighteen (1,518) shares and becoming the holder of one thousand five hundred eighteen (1,518) Series A3 Shares,

here represented by Ms Xiaoshu Tang, LL.M., residing in Luxembourg, by virtue of a proxy, given in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, on 5 January 2015.

The said proxies, initialled ne varietur by the proxyholder of the appearing parties and the notary, shall remain annexed to this deed to be filed at the same time with the registration authorities.

Such appearing parties are all of the shareholders, representing the entire share capital of Digital Services XXVI S.à r.l. (hereinafter the "Company"), a société à responsabilité limitée, having its registered office at 5, Heienhaff, L-1736

Senningerberg, Grand Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies' Register under number B 188487, incorporated pursuant to a deed of notary Carlo Wersandt on 18 June 2014, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations n° 2516 on 17 September 2014. The articles of incorporation have not been amended since.

The appearing parties representing the entire share capital having waived any notice requirement, the general meeting of shareholders is regularly constituted and may validly deliberate on all the items of the following agenda:

#### *Agenda*

1. Decision to create four (4) classes of shares, referred to as the common shares (hereinafter the "Common Shares"), the series A1 shares (hereinafter the "Series A1 Shares"), the series A2 shares (hereinafter the "Series A2 Shares"), the series A3 shares (hereinafter the "Series A3 Shares") and to convert the existing twelve thousand five hundred (12,500) shares, having a nominal value of one euro (EUR 1) each, into twelve thousand five hundred (12,500) Common Shares, without cancellation of shares.

2. Increase of the share capital of the Company from its current amount of twelve thousand five hundred euros (EUR 12,500) up to twenty-five thousand euros (EUR 25,000) through the issuance of six thousand seventy-one (6,071) Series A1 Shares, one thousand eight hundred seventy-five (1,875) Series A2 Shares, four thousand five hundred fifty-four (4,554) Series A3 Shares, with a nominal value of one euro (EUR 1) each.

3. Subsequent amendment of article five (5) of the articles of association of the Company, so that it shall henceforth read as follows:

**" Art. 5. Share Capital.**

5.1 The Company's share capital is set at twenty-five thousand euro (EUR 25,000), represented by

5.1.1 twelve thousand five hundred (12,500) Common Shares with a nominal value of one Euro (EUR 1.00) each (hereinafter "Common Shares"),

5.1.2 six thousand seventy-one (6,071) Series A1 Shares with a nominal value of one Euro (EUR 1.00) each (hereinafter "Series A1 Shares"),

5.1.3 one thousand eight hundred seventy-five (1,875) Series A2 Shares with a nominal value of one Euro (EUR 1.00) each (hereinafter "Series A2 Shares"),

5.1.4 four thousand five hundred fifty-four (4,554) Series A3 Shares with a nominal value of one Euro (EUR 1.00) each (hereinafter "Series A3 Shares", Series A1 Shares, Series A2 Shares and Series A3 Shares collectively "Series A Shares").

The rights and obligations attached to the shares in the Company (the "Shares") shall be identical except to the extent otherwise provided by these articles of association or by the Law.

5.2 The Company's share capital may be increased or reduced by a resolution of the general meeting of shareholders adopted in the manner required for an amendment of these articles of association.

5.3 Each of (i) Asia Internet Holding S.à r.l. ("AIH"), (ii) MKC Brillant Services GmbH ("LIH") (iii) Aismare Lux Holdings S.à r.l. ("Aismare"), (iv) TEC Global Invest VIII GmbH ("TEC") and (v) SHCO 57 S.à r.l. ("SHCO"; AIH, LIH, Aismare, TEC and SHCO jointly the "Investors" and each an "Investor") shall be entitled to subscribe for such amount of further Shares to be issued in the course of a capital increase implementing an investment offer of a third party (being neither a shareholder nor a company affiliated to a shareholder within the meaning of sections 15 et seqq. German Stock Corporation Act (AktG) (a "Third Party Investor")) and which has been approved by the Advisory Board (a "Third Party Investment") - irrespective whether made by the Third Party Investor or one or more matching shareholders - required to maintain up to its percentage ownership in the Company prior to such capital increase under the same terms and conditions on which the Third Party Investment is based on. Each of (i) AIH, (ii) LIH, (iii) Aismare, (iv) TEC and (v) SHCO shall inform the Company by binding declaration within three (3) weeks after it has been notified by the Company regarding the Third Party Investment if (i) AIH, (ii) LIH, (iii) Aismare, (iv) TEC and (v) SHCO intend/s to exercise its/their respective right/s pursuant to the foregoing sentence of this Article 5.3. This Article 5.3 shall apply mutatis mutandis in case any of the Investors subscribes for further Shares."

4. Full restatement of the articles of association of the Company so that they shall henceforth read as follows:

#### **"A. Name - Purpose - Duration - Registered office**

**Art. 1. Name.** There exists a private limited company (société à responsabilité limitée) under the name Digital Services XXVI S.à r.l. (hereinafter the "Company") which shall be governed by the law of 10 August 1915 concerning commercial companies, as amended (the "Law"), as well as by the present articles of association.

**Art. 2. Purpose.**

2.1 The purpose of the Company is the holding of participations in any form whatsoever in Luxembourg and foreign companies and in any other form of investment, the acquisition by purchase, subscription or in any other manner as well as the transfer by sale, exchange or otherwise of securities of any kind and the administration, management, control and development of its portfolio in view of its realisation by sale, exchange or otherwise.

2.2 The Company may further guarantee, grant security, grant loans or otherwise assist the companies in which it holds a direct or indirect participation or right of any kind or which form part of the same group of companies as the Company.

2.3 The Company may, except by way of public offering, raise funds especially through borrowing in any form or by issuing any kind of notes, securities or debt instruments, bonds and debentures and generally issue securities of any type.

2.4 The purpose of the Company is also (i) the acquisition by purchase, registration or in any other manner as well as the transfer by sale, exchange or otherwise of intellectual and industrial property rights, (ii) the granting of license on such intellectual and industrial property rights, and (iii) the holding and the management of intellectual and industrial property rights.

2.5 The Company may carry out any commercial, industrial, financial, real estate or intellectual property activities which it considers useful for the accomplishment of these purposes.

### **Art. 3. Duration.**

3.1 The Company is incorporated for an unlimited period of time.

3.2 It may be dissolved at any time and with or without cause by a resolution of the general meeting of shareholders adopted in the manner required for an amendment of these articles of association.

### **Art. 4. Registered Office.**

4.1 The registered office of the Company is established in Senningerberg, Grand Duchy of Luxembourg.

4.2 Within the same municipality, the registered office may be transferred by decision of the board of managers. It may be transferred to any other municipality in the Grand Duchy of Luxembourg by resolution of the shareholders, adopted in the manner required for an amendment of these articles of association.

4.3 Branches or other offices may be established either in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad by resolution of the board of managers.

4.4 In the event that the board of managers determines that extraordinary political, economic or social circumstances or natural disasters have occurred or are imminent that would interfere with the normal activities of the Company at its registered office, the registered office may be temporarily transferred abroad until the complete cessation of these extraordinary circumstances; such temporary measures shall not affect the nationality of the Company which, notwithstanding the temporary transfer of its registered office, shall remain a Luxembourg company.

## **B. Share capital - Shares**

### **Art. 5. Share Capital.**

5.1 The Company's share capital is set at twenty-five thousand euro (EUR 25,000), represented by

5.1.1 twelve thousand five hundred (12,500) Common Shares with a nominal value of one Euro (EUR 1.00) each (hereinafter "Common Shares"),

5.1.2 six thousand seventy-one (6,071) Series A1 Shares with a nominal value of one Euro (EUR 1.00) each (hereinafter "Series A1 Shares"),

5.1.3 one thousand eight hundred seventy-five (1,875) Series A2 Shares with a nominal value of one Euro (EUR 1.00) each (hereinafter "Series A2 Shares"),

5.1.4 four thousand five hundred fifty-four (4,554) Series A3 Shares with a nominal value of one Euro (EUR 1.00) each (hereinafter "Series A3 Shares", Series A1 Shares, Series A2 Shares and Series A3 Shares collectively "Series A Shares").

The rights and obligations attached to the shares in the Company (the "Shares") shall be identical except to the extent otherwise provided by these articles of association or by the Law.

5.2 The Company's share capital may be increased or reduced by a resolution of the general meeting of shareholders adopted in the manner required for an amendment of these articles of association.

5.3 Each of (i) Asia Internet Holding S.à r.l. ("AIH"), (ii) MKC Brillant Services GmbH ("LIH") (iii) Aismare Lux Holdings S.à r.l. ("Aismare"), (iv) TEC Global Invest VIII GmbH ("TEC") and (v) SHCO 57 S.à r.l. ("SHCO"; AIH, LIH, Aismare, TEC and SHCO jointly the "Investors" and each an "Investor") shall be entitled to subscribe for such amount of further Shares to be issued in the course of a capital increase implementing an investment offer of a third party (being neither a shareholder nor a company affiliated to a shareholder within the meaning of sections 15 et seqq. German Stock Corporation Act (AktG) (a "Third Party Investor")) and which has been approved by the Advisory Board (a "Third Party Investment") - irrespective whether made by the Third Party Investor or one or more matching shareholders - required to maintain up to its percentage ownership in the Company prior to such capital increase under the same terms and conditions on which the Third Party Investment is based on. Each of (i) AIH, (ii) LIH, (iii) Aismare, (iv) TEC and (v) SHCO shall inform the Company by binding declaration within three (3) weeks after it has been notified by the Company regarding the Third Party Investment if (i) AIH, (ii) LIH, (iii) Aismare, (iv) TEC and (v) SHCO intend/s to exercise its/their respective right/s pursuant to the foregoing sentence of this Article 5.3. This Article 5.3 shall apply mutatis mutandis in case any of the Investors subscribes for further Shares.

## **Art. 6. Shares.**

6.1 The Company's share capital is divided into Shares, each of them having the same nominal value.

6.2 The Shares of the Company are in registered form.

6.3 The Company may have one or several shareholders, with a maximum of forty (40) shareholders.

6.4 Death, suspension of civil rights, dissolution, bankruptcy or insolvency or any other similar event regarding any of the shareholders shall not cause the dissolution of the Company.

6.5 The Company may accept contributions without issuing Shares or other securities in consideration and may allocate such contributions to one or more distributable reserves. Decisions as to the use of any such distributable reserves are to be taken by the shareholder(s) or the manager(s) as the case may be, subject to the Law and these articles of association.

## **Art. 7. Register of Shares - Transfer of Shares.**

7.1 A register of Shares shall be kept at the registered office of the Company, where it shall be available for inspection by any shareholder. This register shall contain all the information required by the Law. Certificates of such registration may be issued upon request and at the expense of the relevant shareholder.

7.2 The Company will recognise only one holder per share. In case a share is owned by several persons, they shall appoint a single representative who shall represent them towards the Company. The Company has the right to suspend the exercise of all rights attached to that share until such representative has been appointed.

7.3 The Shares are freely transferable among shareholders.

7.4 Inter vivos, the Shares may only be transferred to new shareholders subject to the approval of such transfer given by shareholders holding at least three quarters of the share capital (a "Super Majority") and subject to the provisions of any shareholders' agreement between the shareholders, if any, in particular, any rights of first refusal, rights of preemption or tag-along rights or drag-along rights contained in any shareholders agreement between the shareholders. To the extent that such approval has been granted, an additional consent to the transfer of Shares is not required:

7.4.1 in any case of a transfer, assignment or any other disposal of Shares by an Investor to a company affiliated to such Investor within the meaning of sections 15 et seqq. German Stock Corporation Act (AktG) (each an "Affiliate");

7.4.2 in case of the transfer, sale, assignment or any other disposal of Shares of one Investor to a company or entity (x) which is directly or indirectly Controlling, Controlled by or under common Control with (i) this Investor or (ii) by one or more direct or indirect shareholders of the respective Investor (each a "Controlled Company"), whereas "Control" or "Controlled" or "Controlling" shall mean the direct or indirect domination of the company or entity by way of (a) managing the company or entity as managing shareholder, (b) holding the majority of Shares or (c) holding the majority of voting rights by means of a contractual voting pool, or (y) in which the respective Investor or one or more shareholders of such Investor has a direct or indirect majority shareholding;

7.4.3 in case of a transfer, sale, assignment or any other disposal of Shares by a shareholder to the Company and/or any of the Investors pursuant to a call-option under a vesting scheme;

7.5 To the extent a sale, transfer, assignment or any other disposal of Shares requires no additional consent of the shareholders' meeting pursuant to Article 7.4.1 through Article 7.4.3 above, neither duties to offer for sale, nor any rights of first refusal, nor rights of pre-emption, nor tag-along rights, nor drag-along rights apply in favour of other Shareholders.

7.6 Any sale, transfer, assignment or other disposal of Shares shall become effective towards the Company and third parties through the notification thereof to, or upon the acceptance thereof by the Company in accordance with Article 1690 of the Civil Code.

7.7 In the event of death, the Shares of the deceased shareholder may only be transferred to new shareholders subject to the approval of such transfer given by a Super Majority (which, for these purposes, shall exclude the Shares of the deceased shareholder). Such approval is, however, not required in case the Shares are transferred either to parents, descendants or the surviving spouse or any other legal heir of the deceased shareholder.

## **Art. 8. Liquidation and Sale Preferences.**

8.1 In case (i) of any sale of at least 50% of all Shares in the Company, or a swap or a take-over of the Company in an economically comparable way in a single or more related transactions or in close time proximity to one another, or (ii) of the liquidation of the Company or (iii) of any sale or transfer of Shares in the Company either to third parties or other shareholders that would result in either more than 50% of the share capital or more than 50 % of the voting rights being owned by the acquiring party/parties (change of control) as a result of one or more related acquisitions (each of the events described in (i), (ii) and (iii) is hereinafter referred to as a "Liquidity Event"), the proceeds ("Exit Proceeds") - subject to Article 8.2 below - will be distributed in accordance with Article 8.2 to the Shareholders pro rata to their participation in the Liquidity Event.

8.2 On a first level ("First Level") the holders of Series A1 Shares, Series A2 Shares and Series A3 Shares shall receive per Share of the respective Share class an amount stipulated next to the relevant share class being subject to the Liquidity Event in the following table:

Share Class	Amount per Share in Euro
Series A1 .....	2.06
Series A2 .....	553.25
Series A3 .....	1,646.90

8.3 After the payments on the First Level have been made, the remaining Exit Proceeds shall be allocated on a second level ("Second Level") to all selling Shareholders pro rata to their participation in the Liquidity Event. Any amounts received by any Investor on the First Level shall reduce the amount to be allocated to such Investor on this Second Level provided that no Investor shall be obliged to repay any amount received on the First Level. Irrespective of whether or not the sale of Shares is made in one Liquidity Event or after the Liquidity Event in one transaction or more transactions, no shareholder shall receive for the sale of all of its Shares (and shall repay any exceeding amount to the other shareholders) an amount exceeding the higher of (i) its share in the total Exit Proceeds or proceeds pro rata to the Shares sold on a common equivalent basis or (ii) the amount allocated to such shareholder on the First Level and/or Second Level from a subsequent sale. All rights related to the liquidity preference stipulated herein can only be exercised once.

8.4 The preferred allocation of Exit Proceeds on the First Level applies for the benefit of the respective Investor so long as the respective Investor has not yet received the full amount that is to be allocated to such Investor according to the First Level.

#### **Art. 9. Redemption of Shares.**

9.1 The Company may redeem its own Shares. The voting rights of any of its Shares held by the Company are suspended, for as long as they are held by the Company.

9.2 Shares of a shareholder may be redeemed without such shareholder's consent, if:

9.2.1 insolvency proceedings are opened over the assets of the shareholder or the opening of insolvency proceedings is rejected for lack of assets;

9.2.2 the Share of a shareholder is seized or enforcement proceedings are otherwise initiated against such Share and such enforcement proceedings are not finally closed within two (2) months.

Upon receipt by such shareholder of the declaration of redemption sent by the board of managers, the Shares shall automatically be redeemed without any further action being required. The present articles of association together with the declaration of redemption constitute together a valid instrument in writing for the purposes of Article 190 of the Law and the Company hereby acknowledges and accepts the transfer of the Shares in such case and undertakes to register the transfer in its share register and to proceed with the relevant filings required by law.

9.3 If the share is held by several persons, it is sufficient that the ground for redemption exists with respect to one person; independently of this, several jointly entitled persons can only exercise the shareholders' rights in a uniform way through one jointly entitled person to be appointed for this purpose without undue delay after the joint entitlement arises.

9.4 The board of managers may declare a redemption. The redemption declaration takes effect upon receipt of the declaration by the shareholder concerned and if a respective shareholders' resolution is adopted (except in case of Article 9.2 of these articles of association, in which no declaration by the shareholder concerned and no respective shareholders' resolution is required).

#### **Art. 10. Compensation for Redemption.**

10.1 Redemption is made against compensation.

10.2 The compensation consists of a total amount equal to the market value of the redeemed Shares. The effective date is the date before the redemption resolution.

10.3 The compensation for redemption shall be due and payable immediately upon redemption of the Shares.

10.4 The withdrawing shareholder shall not be entitled to request the Company to provide security for outstanding amounts including interest.

10.5 In the event of dispute regarding the amount of the payable redemption compensation this is to determine by an auditor as expert arbitrator who shall jointly be appointed by the shareholders. If no agreement is reached the expert arbitrator shall be selected by the President of the Tribunal d'Arrondissement upon request of a shareholder or of the Company. The decision of the expert arbitrator shall be binding. The costs of the expert opinion shall be borne by the Company and the requesting shareholder in equal parts, the part allocated to such shareholder shall be set off with the redemption price and the redemption price shall be reduced accordingly. The shareholder shall bear the remaining costs in case the redemption price does not cover the costs allocated to the shareholder for the expert opinion.

#### **Art. 11. Request of Assignment in lieu of Redemption.**

11.1 The Company may decide that, in lieu of redemption, the shareholder concerned shall transfer the Shares to a person named by the Company (including another shareholder of the Company), including also partial redemption or partial assignment of the share to the Company or to a person named by the Company.



11.2 This Article 11 applies with the proviso that the compensation, as provided for in Article 10 of these articles of association, for the Shares to be assigned is owed by the person acquiring the Shares and that the Company shall be liable like a guarantor.

### **C. Decisions of the shareholders**

#### **Art. 12. Collective Decisions of the Shareholders.**

12.1 The general meeting of shareholders is vested with the powers expressly reserved to it by law and by these articles of association.

12.2 Each shareholder may participate in collective decisions irrespective of the number of Shares which he owns.

12.3 In case and as long as the Company has not more than twenty-five (25) shareholders, collective decisions otherwise conferred on the general meeting of shareholders may be validly taken by means of written resolutions. In such case, each shareholder shall receive the text of the resolutions or decisions to be taken expressly worded and shall cast his vote in writing.

12.4 The shareholders' resolutions are passed in meetings. Unless mandatory law prescribes another form, they can also be passed outside meetings in writing (including e-mail or fax) or telephone voting if such procedure is requested by a shareholder and no other shareholder declares its dissent with the procedure within two (2) weeks towards the board of managers of the Company in written form. If no dissent is declared within the two (2) weeks pursuant to the foregoing sentence the votes of the shareholders which are not participating in the voting shall be deemed to be abstention from voting. Written resolutions must be signed by each shareholder and the written record must be sent to each shareholder without undue delay. Resolutions not passed in writing must be confirmed in writing. Such confirmation only has declaratory significance.

12.5 Unless a notarial record is made of shareholders' resolutions, a written record must be made of every resolution passed at shareholders' meetings (for purposes of proof, not as a precondition of validity) without undue delay, which must state the date and form of the resolution passed, the content of the resolution and the votes cast. The written record must be sent to each shareholder in writing without undue delay.

12.6 In the case of a sole shareholder, such shareholder shall exercise the powers granted to the general meeting of shareholders under the provisions of section XII of the Law and by these articles of association. In such case, any reference made herein to the "general meeting of shareholders" shall be construed as a reference to the sole shareholder, depending on the context and as applicable, and powers conferred upon the general meeting of shareholders shall be exercised by the sole shareholder.

#### **Art. 13. General Meetings of Shareholders.**

13.1 Meetings of shareholders may be held at the registered office of the Company or at such place and time as may be specified in the respective convening notices of meeting.

13.2 The shareholders' meeting is called by registered letter (registered personal delivery, registered delivery or registered letter with confirmation of receipt) to each shareholder, stating the place, date, time and agenda, with a period of notice of at least four (4) weeks for ordinary shareholders' meetings and at least two (2) weeks for extraordinary shareholders' meetings. The period of notice begins to run on the day following postage. The day of the shareholders' meeting is not counted in the calculation of the period of notice.

13.3 If all shareholders are present or represented at a general meeting of shareholders and have waived convening requirements, the meeting may be held without prior notice.

13.4 Each shareholder is entitled to be accompanied or represented at the shareholders' meeting by another shareholder authorised by a written power of attorney or by a lawyer, tax advisor or auditor under a professional duty of confidentiality.

13.5 Unless a notarial record is made of the negotiations of the shareholders' meeting, a written record must be made concerning the course of the meeting (for purposes of proof, not as a precondition of validity), which must state the place and date of the meeting, the participants, the items on the agenda, the main content of the negotiations and the shareholders' resolutions. The written record must be signed by all shareholders present or represented in the shareholders' meeting (for purposes of proof, not as a precondition of validity). Each shareholder must be sent a copy of the written record.

#### **Art. 14. Quorum and Vote.**

14.1 Each shareholder is entitled to as many votes as he holds Shares.

14.2 A shareholders' meeting only constitutes a quorum if at least 50% of the share capital is represented. Save for a higher majority provided in these articles of association or by Law, collective decisions of the Company's shareholders are only validly taken in so far as they are adopted by shareholders holding more than half of the share capital. If there is no quorum, a new shareholders' meeting with the same agenda must be called without undue delay in compliance with Article 13.2. This shareholders' meeting then shall constitute a quorum regardless of the share capital represented, if this was pointed out in the notice calling the meeting and the decisions shall be taken at the majority of the votes cast.

**Art. 15. Change of Nationality.** The shareholders may change the nationality of the Company only by unanimous consent.

**Art. 16. Amendments of Articles of Association.** Any amendment of these articles of association requires the approval of (i) a majority in number of shareholders (ii) who are also a Super Majority.

**Art. 17. Shareholders' Resolutions Requiring Specific Majority.**

17.1 Shareholders' resolutions regarding the following subjects must be taken by a Super Majority and also require the consent of the Advisory Board:

17.1.1 disposition of all Company's assets or of a significant part of the Company's assets including the resolution with respect to the liquidation of the Company;

17.1.2 amendment of these articles of association including the resolution with respect to the merger, separation and transformation of the Company;

17.1.3 appropriation of the annual results; payments of profits to capital reserves or the carrying forward of such profits to new accounts; increase or reduction of reserves as well as capital increase from company funds;

17.1.4 conclusion of intra-group agreements (Unternehmensverträge within the meaning of sections 291 et seqq. German Stock Corporation Act (AktG));

17.1.5 conclusion of company participations (for the avoidance of doubt, other than by way of disposal of existing shares or issuance of new shares) of any kind including silent partnerships and all agreements by which the other contractual party is granted a participation in the Company's profit or any payment that is dependent on the amount of the Company's profit; this does not include agreements with shareholders or employees of the Company, including agreements concluded in light of a prospective status as shareholder or employee, as well as agreements with third parties within the ordinary course of business, e.g. agreements between the Company and advertising partners.

17.2 Resolutions regarding the following subjects must be taken by a Super Majority and also requires the consent of the Investors.

17.2.1 exclusion of subscription rights in case of capital increases;

17.2.2 acquisition of the Company's own Shares, with the exception of acquisitions in accordance with Article 9.2 and transfers in accordance with Article 11.1 of these articles of association.

17.3 Whenever the capital of the Company is divided into different classes of Shares the special rights and obligations attached to any class may be varied or abrogated with the unanimous consent in writing of the shareholders' who hold all the issued Shares of that class.

**D. Board of managers - Advisory board**

**Art. 18. Powers of the Sole Manager - Composition and Powers of the Board of Managers.**

18.1 The Company shall be managed by one or several managers. If the Company has several managers, the managers form a board of managers.

18.2 If the Company is managed by one manager, to the extent applicable and where the term "sole manager" is not expressly mentioned in these articles of association, a reference to the "board of managers" used in these articles of association is to be construed as a reference to the "sole manager".

18.3 The board of managers is vested with the broadest powers to act in the name of the Company and to take any actions necessary or useful to fulfil the Company's corporate purpose, with the exception of the powers reserved by the Law or by these articles of association to the general meeting of shareholders.

**Art. 19. Election, Removal and Term of Office of Managers.**

19.1 The manager(s) shall be elected by the general meeting of shareholders which shall determine their remuneration and term of office.

19.2 The managers shall be elected and may be removed from office at any time, with or without cause.

19.3 The general meeting of shareholders may decide to appoint managers of two (2) different classes, being class A managers and class B managers. Any such classification of managers shall be duly recorded in the minutes of the relevant shareholders resolutions and the managers be identified with respect to the class they belong.

**Art. 20. Vacancy in the Office of a Manager.**

20.1 In the event of a vacancy in the office of a manager because of death, legal incapacity, bankruptcy, resignation or otherwise, this vacancy may be filled on a temporary basis and for a period of time not exceeding the initial mandate of the replaced manager by the remaining managers until the next meeting of shareholders which shall resolve on the permanent appointment, in compliance with the applicable legal provisions.

20.2 In case the vacancy occurs in the office of the Company's sole manager, such vacancy must be filled without undue delay by the general meeting of shareholders.



**Art. 21. Convening Meetings of the Board of Managers.**

21.1 The board of managers shall meet upon call by any manager. The meetings of the board of managers shall be held at the registered office of the Company unless otherwise indicated in the notice of meeting.

21.2 Written notice of any meeting of the board of managers must be given to managers at least twenty-four (24) hours in advance of the time scheduled for the meeting, except in case of emergency, in which case the nature and the reasons of such emergency must be mentioned in the notice. Such notice may be omitted in case of assent of each manager in writing, by facsimile, electronic mail or any other similar means of communication, a copy of such document being sufficient proof thereof. No prior notice shall be required for a board meeting to be held at a time and location determined in a prior resolution adopted by the board of managers which has been communicated to all managers.

21.3 No prior notice shall be required in case all managers are present or represented at a board meeting and waive any convening requirement or in the case of resolutions in writing approved and signed by all members of the board of managers.

**Art. 22. Management.**

22.1 The board of managers may elect among its members a chairman. It may also choose a secretary, who does not need to be a manager and who shall be responsible for keeping the minutes of the meetings of the board of managers.

22.2 The chairman, if any, shall chair all meetings of the board of managers. In his absence, the board of managers may appoint another manager as chairman pro tempore by vote of the majority of managers present or represented at any such meeting.

22.3 Any manager may act at any meeting of the board of managers by appointing another manager as his proxy either in writing, or by facsimile, electronic mail or any other similar means of communication, a copy of the appointment being sufficient proof thereof. A manager may represent one or more but not all of the other managers.

22.4 Meetings of the board of managers may also be held by conference-call or video conference or by any other means of communication, allowing all persons participating at such meeting to hear one another on a continuous basis and allowing an effective participation in the meeting. The participation in a meeting by these means is equivalent to a participation in person at such meeting and the meeting is deemed to be held at the registered office of the Company.

22.5 The board of managers may deliberate or act validly only if at least a majority of the managers are present or represented at a meeting of the board of managers.

22.6 Decisions shall be taken by a majority vote of the managers present or represented at such meeting. The chairman, if any, shall not have a casting vote. In the event however the general meeting of shareholders has appointed different classes of managers (namely class A managers and class B managers) any resolutions of the board of managers may only be validly taken if approved by the majority of managers including at least one class A and one class B manager (which may be represented).

22.7 The board of managers may unanimously pass resolutions by circular means when expressing its approval in writing, by facsimile, electronic mail or any other similar means of communication. Each manager may express his consent separately, the entirety of the consents evidencing the adoption of the resolutions. The date of such resolutions shall be the date of the last signature.

22.8 The managers shall require the consent of the advisory board (the "Advisory Board") for the legal transactions and measures specified below. No consent is required if such legal transactions and measures have been precisely defined and have in advance been approved by an adopted budget with the consent of the Advisory Board:

22.8.1 acquisition, sale and encumbrance of real estate and similar rights or rights in real estate;

22.8.2 assumption of sureties, guarantees or similar liabilities in excess of an amount of five hundred thousand Euros (EUR 500,000.00) in aggregate;

22.8.3 granting of loans in excess of two hundred thousand Euros (EUR 200,000.00) in the individual case, excluding, however, such loans between the Company and direct and indirect subsidiaries of the Company;

22.8.4 conclusion and termination of credit and loan agreements and other financial agreements in excess of two hundred thousand Euros (EUR 200,000.00) in the individual case and amendments to the credit framework, excluding, however, such agreements between the Company and direct and indirect subsidiaries of the Company;

22.8.5 futures transactions concerning currencies, securities and exchange-traded goods and rights as well as other transactions with derivative financial instruments;

22.8.6 granting, introduction and amendment of pension commitments of any kind;

22.8.7 conclusion, amendment or termination of Company collective agreements, works agreements (of substantial importance) and of general guidelines regarding the Company pension scheme;

22.8.8 institution and termination of legal disputes, in particular, arbitration proceedings involving a judicial amount in controversy of more than five hundred thousand Euros (EUR 500,000.00) in the individual case;

22.8.9 passing on of industrial property rights or know-how by the Company to a third party outside the ordinary course of business;

22.8.10 transactions of the Company and its investment companies with affiliated legal entities and individuals as set forth in any shareholders' agreement between the shareholders;

22.8.11 amendment and termination of intra-group agreements (Unternehmensverträge within the meaning of sections 291 et seqq. German Stock Corporation Act (AktG)); and

22.8.12 granting, setting up or amending any employee incentive scheme (including the grant of any share options) other than the establishment of any simplified employee participation agreed upon between the shareholders of the Company in a shareholders' agreement, if any.

22.9 If the consent is required as aforesaid for the acquisition, sale or encumbrance of objects, the consent is also required for the contractual obligation relating thereto. The shareholders' meeting may by resolution determine further transactions and measures requiring the consent of the Advisory Board. The Advisory Board may give its consent also in advance for certain groups and kinds of transactions and measures.

22.10 The shareholders may by shareholders' resolution adopt rules of procedure for the managers.

22.11 The management shall ensure that, as far as legally possible, the regulations in this Article 22 apply in the same manner to all related companies in which the Company holds a majority interest, directly or indirectly, at present or in the future.

### **Art. 23. Minutes of the Meeting of the Board of Managers; Minutes of the Decisions of the Sole Manager.**

23.1 The minutes of any meeting of the board of managers shall be signed by the chairman, if any or in his absence by the chairman pro tempore, and the secretary (if any), or by any two (2) managers. In the event the general meeting of shareholders has appointed different classes of managers (namely class A managers and class B managers) such minutes shall be signed by one (1) class A manager and one (1) class B manager (including by way of representation). Copies or excerpts of such minutes, which may be produced in judicial proceedings or otherwise, shall be signed by the chairman, if any, or by any two (2) managers. In the event the general meeting of shareholders has appointed different classes of managers (namely class A managers and class B managers) such minutes shall be signed by one (1) class A manager and one (1) class B manager (including by way of representation).

23.2 Decisions of the sole manager shall be recorded in minutes which shall be signed by the sole manager. Copies or excerpts of such minutes, which may be produced in judicial proceedings or otherwise, shall be signed by the sole manager.

**Art. 24. Dealing with Third Parties.** The Company shall be bound towards third parties in all circumstances (i) by the signature of the sole manager, or, if the Company has several managers, by the joint signature of any two (2) managers; in the event the general meeting of shareholders has appointed different classes of managers (namely class A manager and class B manager), the Company will only be validly bound by the joint signature of at least one (1) class A manager and one (1) class B manager (including by way of representation) or (ii) by the joint signatures or the sole signature of any person(s) to whom such signatory power may have been delegated by the board of managers within the limits of such delegation.

### **Art. 25. Advisory Board.**

25.1 The Company shall have an Advisory Board. It shall consist of five (5) voting members. The shareholders may by way of unanimous shareholders' consent increase or decrease the number of voting members of the Advisory Board.

25.2 The shareholders' meeting shall only set and/or amend rules of procedure for the Advisory Board by way of a unanimous shareholders' resolution.

25.3 The voting members of the Advisory Board shall be nominated, withdrawn or replaced by each member's respective appointing shareholder by written notification towards the Company as follows:

25.3.1 One (1) voting member of the Advisory Board, having five (5) votes, shall be nominated by the shareholder AIH in its sole discretion;

25.3.2 One (1) voting member of the Advisory Board, having two (2) votes, shall be nominated by the shareholder LIH in its sole discretion;

25.3.3 One (1) voting member of the Advisory Board, having one (1) vote, shall be nominated by the shareholder Aismare in its sole discretion;

25.3.4 One (1) voting member of the Advisory Board, having one (1) vote, shall be nominated by the shareholder TEC in its sole discretion; and

25.3.5 One (1) voting member of the Advisory Board, having one (1) vote, shall be nominated by the shareholder SHCO in its sole discretion.

25.4 The Advisory Board shall have a chairman and a deputy chairman. A voting member nominated by AIH shall be the chairman of the Advisory Board. The rules of procedure of the Advisory Board may provide for further provisions in particular on the self organization of the Advisory Board. The Advisory Board shall adopt resolutions with the simple majority of votes cast.

25.5 The objective and responsibility of the Advisory Board shall be the granting of consents to specific transactions of the management of the Company which pursuant to (i) any shareholders' agreement relating to the Company, (ii) these articles of association, (iii) the rules of procedure for the managers, (iv) the rules of procedure for the Advisory Board or (v) respective shareholders' resolutions require the consent of the Advisory Board. Further powers and responsibilities may be conferred on the Advisory Board by shareholders' resolution. In addition to those consent requirements, the Advisory Board has a consultative function and will not interfere in the management of the Company.

25.6 The Advisory Board is not a supervisory board within the meaning of article 60bis-11 et seq. of the Law.

### **E. Audit and Supervision**

#### **Art. 26. Auditor(s).**

26.1 In case and as long as the Company has more than twenty-five (25) shareholders, the operations of the Company shall be supervised by one or several internal auditors (commissaire(s)). The general meeting of shareholders shall appoint the internal auditor(s) and shall determine their term of office.

26.2 An internal auditor may be removed at any time, without notice and with or without cause by the general meeting of shareholders.

26.3 The internal auditor has an unlimited right of permanent supervision and control of all operations of the Company.

26.4 If the shareholders of the Company appoint one or more independent auditors (réviseur(s) d'entreprises agréé (s)) in accordance with article 69 of the law of 19 December 2002 regarding the trade and companies' register and the accounting and annual accounts of undertakings, as amended, the institution of internal auditor(s) is suppressed.

26.5 An independent auditor may only be removed by the general meeting of shareholders with cause or with its approval.

### **F. Financial year - Annual accounts - Allocation of profits - Interim dividends**

**Art. 27. Financial Year.** The financial year of the Company shall begin on the first of January of each year and shall end on the thirty-first of December of the same year.

#### **Art. 28. Annual Accounts and Allocation of Profits.**

28.1 At the end of each financial year, the accounts are closed and the board of managers draws up an inventory of the Company's assets and liabilities, the balance sheet and the profit and loss accounts in accordance with the law.

28.2 From the annual net profits of the Company, five per cent (5%) at least shall be allocated to the legal reserve. This allocation shall cease to be mandatory as soon and as long as the aggregate amount of such reserve amounts to ten per cent (10%) of the share capital of the Company.

28.3 Sums contributed to a reserve of the Company by a shareholder may also be allocated to the legal reserve if the contributing shareholder agrees with such allocation.

28.4 In case of a share capital reduction, the Company's legal reserve may be reduced in proportion so that it does not exceed ten per cent (10%) of the share capital.

28.5 Upon recommendation of the board of managers, the general meeting of shareholders shall determine how the remainder of the Company's annual net profits shall be used in accordance with the Law and these articles of association.

28.6 Subject to Article 8, distributions shall be made to the shareholders in proportion to the number of Shares they hold in the Company.

#### **Art. 29. Interim Dividends - Share Premium and Assimilated Premiums.**

29.1 The board of managers may decide to pay interim dividends on the basis of interim financial statements prepared by the board of managers showing that sufficient funds are available for distribution. The amount to be distributed shall be allocated where applicable in accordance with the provisions of Article 8 and may not exceed realized profits since the end of the last financial year, increased by profits carried forward and distributable reserves, but decreased by losses carried forward and sums to be allocated to a reserve which the Law or these articles of association do not allow to be distributed.

29.2 Any share premium, assimilated premium or other distributable reserve may be freely distributed to the shareholders subject to the provisions of the Law and these articles of association.

### **G. Liquidation**

**Art. 30. Liquidation.** In the event of dissolution of the Company in accordance with Article 3.2 of these articles of association, the liquidation shall be carried out by one or several liquidators who are appointed by the general meeting of shareholders deciding such dissolution and which shall determine their powers and their compensation. Unless otherwise provided, the liquidators shall have the most extensive powers for the realization of the assets and payment of the liabilities of the Company.

### **H. Final clause - Governing law**

#### **Art. 31. Governing Law.**

31.1 All matters not governed by these articles of association shall be determined in accordance with the Law and any shareholders' agreement which may be entered into from time to time between the shareholders and the Company, and which may supplement certain provisions of these articles. Where any matter contained in these articles conflicts with the provisions of any shareholders' agreement, such shareholders' agreement shall prevail inter partes and to the extent permitted by Luxembourg law.

31.2 These articles are worded in English followed by a German translation; in case of divergence between the English and the German text, the English version shall prevail.”

5. Subsequently, decision to appoint any manager of the Company, regardless of his category, as well as Mr. Julien De Mayer and Mr. Rüdiger Trox each acting individually and with full power of substitution, to sign solely, the shareholders register of the Company.

6. Miscellaneous.

Having duly considered each item on the agenda, the general meeting of shareholders unanimously takes, and requires the undersigned notary to enact, the following resolutions:

#### *First Resolution*

The general meeting of shareholders decides to create four (4) classes of shares, referred to as the common shares (hereinafter the “Common Shares”), the series A1 shares (hereinafter the “Series A1 Shares”), the series A2 shares (hereinafter the “Series A2 Shares”), the series A3 shares (hereinafter the “Series A3 Shares”) and to convert the existing twelve thousand five hundred (12,500) shares, having a nominal value of one euro (EUR 1) each, into twelve thousand five hundred (12,500) Common Shares, without cancellation of shares.

#### *Second Resolution*

The general meeting of shareholders decides to increase the Company’s share capital by an amount of twelve thousand five hundred euros (EUR 12,500) so as to raise it from the amount of twelve thousand five hundred euros (EUR 12,500) up to twenty-five thousand euros (EUR 25,000) through the issuance of six thousand seventy-one (6,071) Series A1 Shares, one thousand eight hundred seventy-five (1,875) Series A2 Shares, four thousand five hundred fifty-four (4,554) Series A3 Shares, with a nominal value of one euro (EUR 1) each.

#### *Subscription*

The new Series A1 Shares, Series A2 Shares and Series A3 Shares have been subscribed as follows:

1. six thousand seventy-one (6,071) Series A1 Shares have been subscribed by Asia Internet Holding S.à r.l., aforementioned, for the subscription price of eighteen thousand five hundred seventy-one euros (EUR 18,571); and
2. one thousand eight hundred seventy-five (1,875) Series A2 Shares have been subscribed by MKC Brillant Services GmbH, aforementioned, for the subscription price of nine thousand nine hundred forty-four euros and sixty-three cents (EUR 9,944.63); and
3. one thousand five hundred eighteen (1,518) Series A3 Shares have been subscribed by Aismare Lux Holdings S.à r.l., aforementioned, for the subscription price of four thousand six hundred forty-three euros (EUR 4,643); and
4. one thousand five hundred eighteen (1,518) Series A3 Shares have been subscribed by TEC Global Invest VIII GmbH, aforementioned, for the subscription price of four thousand six hundred forty-three euros (EUR 4,643); and
5. one thousand five hundred eighteen (1,518) Series A3 Shares have been subscribed by SHCO 57 S.à r.l., aforementioned, for the subscription price of four thousand six hundred forty-three euros (EUR 4,643).

#### *Payment*

1. The six thousand seventy-one (6,071) Series A1 Shares have been subscribed for a total subscription price of eighteen thousand five hundred seventy-one euros (EUR 18,571) by Asia Internet Holding S.à r.l., aforementioned, and have been fully paid-up through (i) a contribution in cash in the amount of six thousand seventy-one euros (EUR 6,071) and (ii) a contribution in kind consisting of twelve thousand five hundred (12,500) common shares, having a nominal value of one euro (EUR 1) each, of Car Classifieds Asia S.à r.l., a société à responsabilité limitée, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register (Registre de Commerce et des Sociétés) under no. B 180.458, having its registered office at 5, Heienhaff, L-1736 Senningerberg, Grand Duchy of Luxembourg, having an aggregate value of at least twelve thousand five hundred euros (EUR 12,500);
2. The one thousand eight hundred seventy-five (1,875) Series A2 Shares have been subscribed for a total subscription price of nine thousand nine hundred forty-four euros and sixty-three cents (EUR 9,944.63) by MKC Brillant Services GmbH, aforementioned, and have been fully paid-up through (i) a contribution in cash in the amount of one thousand eight hundred seventy-five euros (EUR 1,875) and (ii) a contribution in kind consisting of a limited partnership interest of eight thousand sixty-nine euros and sixty-three cents (EUR 8,069.63) in LIH Subholding Nr. 3 UG (haftungsbeschränkt) & Co. KG, a limited partnership under the laws of Germany with its statutory seat in Berlin, Germany, registered with the commercial register at the local court of Charlottenburg, Germany, under no. HRA 46940 B, having an aggregate value of at least eight thousand sixty-nine euros and sixty-three cents (EUR 8,069.63);
3. One thousand five hundred eighteen (1,518) Series A3 Shares have been subscribed for a total subscription price of four thousand six hundred forty-three euros (EUR 4,643) by Aismare Lux Holdings S.à r.l., aforementioned, and have been fully paid-up through (i) a contribution in cash in the amount of one thousand five hundred eighteen euros (EUR 1,518) and (ii) a contribution in kind consisting of three thousand one hundred twenty-five (3,125) series A1 shares, having a nominal value of one euro (EUR 1) each, of Car Classifieds Asia S.à r.l., aforementioned, having an aggregate value of at least three thousand one hundred twenty-five euros (EUR 3,125);

4. One thousand five hundred eighteen (1,518) Series A3 Shares have been subscribed for a total subscription price of four thousand six hundred forty-three euros (EUR 4,643) by TEC Global Invest VIII GmbH, aforementioned, and have been fully paid-up through (i) a contribution in cash in the amount of one thousand five hundred eighteen euros (EUR 1,518) and (ii) a contribution in kind consisting of three thousand one hundred twenty-five (3,125) series A2 shares, having a nominal value of one euro (EUR 1) each, of Car Classifieds Asia S.à r.l., aforementioned, having an aggregate value of at least three thousand one hundred twenty-five euros (EUR 3,125);

5. One thousand five hundred eighteen (1,518) Series A3 Shares have been subscribed for a total subscription price of four thousand six hundred forty-three euros (EUR 4,643) by SHCO 57 S.à r.l., aforementioned, and have been fully paid-up through (i) a contribution in cash in the amount of one thousand five hundred eighteen euros (EUR 1,518) and (ii) a contribution in kind consisting of three thousand one hundred twenty-five (3,125) series A3 shares, having a nominal value of one euro (EUR 1) each, of Car Classifieds Asia S.à r.l., aforementioned, having an aggregate value of at least three thousand one hundred twenty-five euros (EUR 3,125).

Proof of the existence and the value of the above-mentioned contribution has been produced to the undersigned notary.

The total contribution, in the amount of forty-two thousand four hundred forty-four euros and sixty-three cents (EUR 42,444.63), consists of twelve thousand five hundred euros (EUR 12,500) allocated to the share capital and twenty-nine thousand nine hundred forty-four euros and sixty-three cents (EUR 29,944.63) allocated to the share premium of the Company.

#### *Third Resolution*

As a consequence of the preceding resolution, the general meeting of shareholders decides to amend article 5 of the articles of association of the Company which shall henceforth read as follows:

##### **" Art. 5. Share Capital.**

5.1 The Company's share capital is set at twenty-five thousand euro (EUR 25,000), represented by

5.1.1 twelve thousand five hundred (12,500) Common Shares with a nominal value of one Euro (EUR 1.00) each (hereinafter "Common Shares"),

5.1.2 six thousand seventy-one (6,071) Series A1 Shares with a nominal value of one Euro (EUR 1.00) each (hereinafter "Series A1 Shares"),

5.1.3 one thousand eight hundred seventy-five (1,875) Series A2 Shares with a nominal value of one Euro (EUR 1.00) each (hereinafter "Series A2 Shares"),

5.1.4 four thousand five hundred fifty-four (4,554) Series A3 Shares with a nominal value of one Euro (EUR 1.00) each (hereinafter "Series A3 Shares", Series A1 Shares, Series A2 Shares and Series A3 Shares collectively "Series A Shares").

The rights and obligations attached to the shares in the Company (the "Shares") shall be identical except to the extent otherwise provided by these articles of association or by the Law.

5.2 The Company's share capital may be increased or reduced by a resolution of the general meeting of shareholders adopted in the manner required for an amendment of these articles of association.

5.3 Each of (i) Asia Internet Holding S.à r.l. ("AIH"), (ii) MKC Brillant Services GmbH ("LIH") (iii) Aismare Lux Holdings S.à r.l. ("Aismare"), (iv) TEC Global Invest VIII GmbH ("TEC") and (v) SHCO 57 S.à r.l. ("SHCO"; AIH, LIH, Aismare, TEC and SHCO jointly the "Investors" and each an "Investor") shall be entitled to subscribe for such amount of further Shares to be issued in the course of a capital increase implementing an investment offer of a third party (being neither a shareholder nor a company affiliated to a shareholder within the meaning of sections 15 et seqq. German Stock Corporation Act (AktG) (a "Third Party Investor")) and which has been approved by the Advisory Board (a "Third Party Investment") - irrespective whether made by the Third Party Investor or one or more matching shareholders - required to maintain up to its percentage ownership in the Company prior to such capital increase under the same terms and conditions on which the Third Party Investment is based on. Each of (i) AIH, (ii) LIH, (iii) Aismare, (iv) TEC and (v) SHCO shall inform the Company by binding declaration within three (3) weeks after it has been notified by the Company regarding the Third Party Investment if (i) AIH, (ii) LIH, (iii) Aismare, (iv) TEC and (v) SHCO intend/s to exercise its/their respective right/s pursuant to the foregoing sentence of this Article 5.3. This Article 5.3 shall apply mutatis mutandis in case any of the Investors subscribes for further Shares."

#### *Fourth Resolution*

Inter alia as a result of the foregoing, the general meeting of shareholders unanimously resolves to fully restate the articles of association of the Company which shall henceforth read as set out in the agenda of the present deed.

#### *Fifth Resolution*

The general meeting of shareholders hereby appoints any manager of the Company, regardless of his category, as well as Mr. Julien De Mayer and Mr. Rüdiger Trox, each acting individually and with full power of substitution, to sign solely, the shareholders register of the Company.



### Costs and Expenses

The costs, expenses, fees and charges of any kind which shall be borne by the Company as a result of this deed are estimated at EUR 2,400.-.

Whereof, the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day specified at the beginning of this document.

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the appearing parties, this deed is worded in English followed by a French translation; on the request of the same appearing parties and in case of discrepancy between the English and the German text, the English version shall prevail.

The document having been read to the proxyholder of the appearing parties, known to the notary by name, first name and residence, the said proxyholder of the appearing parties signed together with the notary the present deed.

### **Es folgt die deutsche Übersetzung des vorangehenden Textes:**

Im Jahre zweitausendfünfzehn, am dreizehnten Januar,  
vor uns, dem unterzeichnenden Notar Maître Cosita Delvaux, mit Amtssitz in Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg,

#### SIND ERSCHIENEN:

1. Asia Internet Holding S.à r.l., eine Gesellschaft mit beschränkter Haftung (société à responsabilité limitée) gegründet und bestehend unter dem Recht des Großherzogtums Luxemburg, eingetragen im Luxemburger Handelsund Gesellschaftsregister unter der Nummer B 177.038, mit Sitz in 7, avenue Jean-Pierre Pescatore, L-2324 Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg,

Inhaber von sechstausendeinundsiebzig (6.071) Anteilen und zukünftiger Inhaber von sechstausendeinundsiebzig (6.071) Anteilen der Serie A1,

hier vertreten durch Frau Xiaoshu Tang, LL.M., wohnhaft in Luxemburg, gemäß einer Vollmacht ausgestellt in Berlin, Deutschland, am 12. Januar 2015 und in Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg, am 5. Januar 2015,

2. MKC Brillant Services GmbH, eine Gesellschaft mit beschränkter Haftung gegründet und bestehend unter deutschem Recht, eingetragen im Handelsregister des Amtsgerichts Charlottenburg, Deutschland, unter der Nummer HRB 139778 B, mit Sitz in Johannisstraße 20, 10117 Berlin, Deutschland,

Inhaber von eintausendachthundertfünfundsiebzig (1.875) Anteilen und zukünftiger Inhaber von eintausendachthundertfünfundsiebzig (1.875) Anteilen der Serie A2,

hier vertreten durch Frau Xiaoshu Tang, LL.M., wohnhaft in Luxemburg, gemäß einer Vollmacht vom 12. Januar 2015, ausgestellt in Berlin, Deutschland,

3. Aismare Lux Holdings S.à r.l., eine Gesellschaft mit beschränkter Haftung (société à responsabilité limitée) gegründet und bestehend unter dem Recht des Großherzogtums Luxemburg, eingetragen im Luxemburger Handelsund Gesellschaftsregister unter der Nummer B 176.544, mit Sitz in 6C, rue Gabriel Lippmann, L-5365 Munsbach, Großherzogtum Luxemburg, mit einem Gesellschaftskapital in Höhe von dreiundvierzigtausend Euro (EUR 43.000),

Inhaber von eintausendfünfhundertachtzehn (1.518) Anteilen und zukünftiger Inhaber von eintausendfünfhundertachtzehn (1.518) Anteilen der Serie A3,

hier vertreten durch Frau Xiaoshu Tang, LL.M., wohnhaft in Luxemburg, gemäß einer Vollmacht vom 7. Januar 2015, ausgestellt in London, Vereinigtes Königreich,

4. TEC Global Invest VIII GmbH, eine Gesellschaft mit beschränkter Haftung gegründet und bestehend unter deutschem Recht, eingetragen im Handelsregister B des Amtsgerichts Duisburg unter der Nummer HRB 26060, mit Sitz in Wissollstraße 5-43, 45478 Mülheim an der Ruhr, Deutschland,

Inhaber von eintausendfünfhundertachtzehn (1.518) Anteilen und zukünftiger Inhaber von eintausendfünfhundertachtzehn (1.518) Anteilen der Serie A3,

hier vertreten durch Frau Xiaoshu Tang, LL.M., wohnhaft in Luxemburg, gemäß einer Vollmacht vom 5. Januar 2015, ausgestellt in Mülheim an der Ruhr, Deutschland, und

5. SHCO 57 S.à r.l., eine Gesellschaft mit beschränkter Haftung (société à responsabilité limitée) gegründet und bestehend unter dem Recht des Großherzogtums Luxemburg, eingetragen im Luxemburger Handels- und Gesellschaftsregister unter der Nummer B183425, mit Sitz in 13-15, avenue de la Liberté, L-1931 Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg,

Inhaber von eintausendfünfhundertachtzehn (1.518) Anteilen und zukünftiger Inhaber von eintausendfünfhundertachtzehn (1.518) Anteilen der Serie A3,

hier vertreten durch Frau Xiaoshu Tang, LL.M., wohnhaft in Luxemburg, gemäß einer Vollmacht vom 5. Januar 2015, ausgestellt in Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg.

Besagte Vollmachten, welche von der Bevollmächtigten der erschienenen Parteien und dem Notar ne varietur paraphiert wurden, werden der vorliegenden Urkunde beigelegt, um mit ihr zusammen hinterlegt zu werden.

Die besagten erschienenen Parteien sind alle Gesellschafter und vertreten das gesamte Gesellschaftskapital der Digital Services XXVI S.à r.l. (die „Gesellschaft“), einer Gesellschaft mit beschränkter Haftung (société à responsabilité limitée), mit Sitz in 5, Heienhaff, L-1736 Senningerberg, Großherzogtum Luxemburg, eingetragen im Luxemburger Handels- und Gesellschaftsregister unter der Nummer B 188487, gegründet am 18. Juni 2014 gemäß einer Urkunde des Notars Carlo Wersandt, welche am 17. September 2014 im Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, Nummer 2516 veröffentlicht wurde. Die Satzung der Gesellschaft wurde seitdem nicht geändert.

Da die erschienenen Parteien das gesamte Gesellschaftskapital vertreten und auf jegliche Ladungsformalitäten verzichtet haben, ist die Gesellschafterversammlung ordnungsgemäß zusammengekommen und kann wirksam über alle Punkte der folgenden Tagesordnung verhandeln:

#### *Tagesordnung*

1. Beschluss bezüglich der Schaffung von vier (4) Anteilklassen, welche als Stammanteile (die „Stammanteile“), Anteile der Serie A1 (die „Anteile der Serie A1“), Anteile der Serie A2 (die „Anteile der Serie A2“), Anteile der Serie A3 (die „Anteile der Serie A3“) bezeichnet werden und bezüglich der Umwandlung ohne Einziehung von Anteilen der bestehenden zwölftausendfünfhundert (12.500) Anteile mit einem Nominalwert von je einem Euro (EUR 1) in zwölftausendfünfhundert (12.500) Stammanteile.

2. Erhöhung des Gesellschaftskapitals der Gesellschaft von seinem derzeitigen Betrag von zwölftausendfünfhundert Euro (EUR 12.500) auf einen Betrag von fünfundzwanzigtausend Euro (EUR 25.000) durch die Ausgabe von sechstausendeinundsiebzig (6.071) Anteilen der Serie A1, eintausendachthundertfünfsiebzig (1.875) Anteilen der Serie A2, viertausendfünfhundertvierundfünfzig (4.554) Anteilen der Serie A3 mit einem Nominalwert von je einem Euro (EUR 1).

3. Dementsprechende Änderung des Artikels fünf (5) der Satzung der Gesellschaft, welcher nunmehr wie folgt lautet:

#### „ Art. 5. Gesellschaftskapital.

5.1 Das Gesellschaftskapital der Gesellschaft beträgt fünfundzwanzigtausend Euro (EUR 25.000), bestehend aus

5.1.1 zwölftausendfünfhundert (12.500) Stammanteilen mit einem Nominalwert von je einem Euro (EUR 1,00) (die „Stammanteile“),

5.1.2 sechstausendeinundsiebzig (6.071) Anteilen der Serie A1 mit einem Nominalwert von je einem Euro (EUR 1,00) (die „Anteile der Serie A1“),

5.1.3 eintausendachthundertfünfsiebzig (1.875) Anteilen der Serie A2 mit einem Nominalwert von je einem Euro (EUR 1,00) (die „Anteile der Serie A2“),

5.1.4 viertausendfünfhundertvierundfünfzig (4.554) Anteilen der Serie A3 mit einem Nominalwert von je einem Euro (EUR 1,00) (die „Anteile der Serie A3“, wobei die Anteile der Serie A1, Anteile der Serie A2 und Anteile der Serie A3 gemeinsam als „Anteile der Serie A“ bezeichnet werden).

Die mit den Anteilen der Gesellschaft (die „Anteile“) verbundenen Rechte und Pflichten sind identisch, es sei denn, es wird in dieser Satzung oder durch das Gesetz von 1915 etwas Gegenteiliges bestimmt.

5.2 Das Gesellschaftskapital kann durch einen Beschluss der Gesellschafterversammlung, welcher in der für eine Satzungsänderung erforderlichen Art und Weise gefasst wird, erhöht oder herabgesetzt werden.

5.3 Jede der Gesellschaften (i) Asia Internet Holding S.à r.l. („AIH“), (ii) MKC Brilliant Services GmbH („LIH“), (iii) Aismare Lux Holdings S.à r.l. („Aismare“), (iv) TEC Global Invest VIII GmbH („TEC“) und (v) SHCO 57 S.à r.l. („SHCO“) AIH, LIH, Aismare, TEC und SHCO gemeinschaftlich die „Investoren“ und jeweils ein „Investor“) ist zur Zeichnung einer Anzahl weiterer bei einer Kapitalerhöhung ausgegebener Anteile berechtigt, wodurch ein Investmentangebot eines Dritten umgesetzt wird (bei dem es sich weder um einen Gesellschafter, noch um eine mit einem Gesellschafter verbundene Gesellschaft im Sinne der §§ 15 ff. des deutschen Aktiengesetzes (AktG) (ein „Drittinvestor“) handelt), der vom Beirat zugestimmt wurde (eine „Investition eines Dritten“) - unabhängig davon, ob diese vom Drittinvestor oder von einem oder mehreren vergleichbaren Gesellschaftern erfolgte - und die zur Erhaltung der Beteiligungsquote an der Gesellschaft vor einer solchen Kapitalerhöhung erforderlich ist, und dies zu denselben Bedingungen, wie bei einer Investition eines Dritten. Jede der Gesellschaften (i) AIH, (ii) LIH, (iii) Aismare, (iv) TEC und (v) SHCO hat die Gesellschaft durch eine verbindliche Erklärung innerhalb von drei (3) Wochen nach Ankündigung der Investition eines Dritten durch die Gesellschaft darüber zu unterrichten, ob (i) AIH, (ii) LIH, (iii) Aismare, (iv) TEC und (v) SHCO ihr(e) jeweilige(s)/(n) Recht(e) gemäß des vorstehenden Satzes dieses Artikels 5.3 ausüben möchte. Dieser Artikel 5.3 ist für den Fall, dass einer der Investoren weitere Anteile zeichnet, entsprechend anwendbar.“

4. Gänzliche Neufassung der Satzung der Gesellschaft, welche nunmehr wie folgt lautet:

#### **„A. Name - Zweck - Dauer - Sitz**

**Art. 1. Name.** Es besteht eine Gesellschaft mit beschränkter Haftung (société à responsabilité limitée) mit dem Namen Digital Services XXVI S.à r.l. (die „Gesellschaft“), welche den Bestimmungen des Gesetzes vom 10. August 1915 über Handelsgesellschaften in seiner aktuellen Fassung (das „Gesetz von 1915“) und dieser Satzung unterliegt.

#### **Art. 2. Zweck der Gesellschaft.**

2.1 Zweck der Gesellschaft ist das Halten von Beteiligungen jeglicher Art an luxemburgischen und ausländischen Gesellschaften sowie jede andere Form der Investition, der Erwerb von Wertpapieren jeder Art durch Kauf, Zeichnung oder



auf andere Weise, sowie deren Übertragung durch Verkauf, Tausch oder in anderer Form und die Verwaltung, Kontrolle und Entwicklung ihrer Beteiligungen, im Hinblick auf deren Verwertung durch Verkauf, Tausch oder auf sonstige Art.

2.2 Die Gesellschaft kann des Weiteren für Gesellschaften, in welchen sie eine direkte oder indirekte Beteiligung oder Rechte jeglicher Art hält oder welche der gleichen Unternehmensgruppe wie sie selbst angehören, Garantien geben, Sicherheiten einräumen, Kredite gewähren oder diese auf jede andere Weise unterstützen.

2.3 Die Gesellschaft kann, außer im Wege eines öffentlichen Angebotes, in jeder Form Gelder aufbringen, insbesondere durch Aufnahme von Darlehen in jeglicher Form oder mittels Ausgabe aller Arten von Anleihen, Wertpapieren oder Schuldtiteln, Schuldverschreibungen und Obligationen und generell jeglicher Form von Schuldscheinen bzw. Wertpapieren.

2.4 Der Zweck der Gesellschaft ist auch (i) der Erwerb durch Kauf, Eintragung oder in jeder anderen Form, sowie die Übertragung durch Verkauf, Tausch oder auf sonstige Art von geistigem Eigentum und gewerblichen Schutzrechten, (ii) die Erteilung von Lizenzen bezüglich solchem geistigem Eigentum und solcher gewerblicher Schutzrechte, und (iii) das Innehaben und die Verwaltung von geistigem Eigentum und gewerblichen Schutzrechten.

2.5 Die Gesellschaft kann alle Tätigkeiten kaufmännischer, gewerblicher, industrieller und finanzieller Natur sowie solche, welche geistiges Eigentum oder Grundeigentum betreffen, vornehmen, die ihr zur Erreichung dieser Zwecke förderlich erscheinen.

### **Art. 3. Dauer.**

3.1 Die Gesellschaft wird für unbegrenzte Dauer gegründet.

3.2 Sie kann jederzeit und ohne Begründung durch einen Beschluss der Gesellschafterversammlung aufgelöst werden, welcher in der für eine Satzungsänderung erforderlichen Art und Weise gefasst wird.

### **Art. 4. Sitz.**

4.1 Der Sitz der Gesellschaft ist in Senningerberg, Großherzogtum Luxemburg.

4.2 Innerhalb derselben Gemeinde kann der Gesellschaftssitz durch einen Beschluss des Rates der Geschäftsführer verlegt werden. Durch einen Gesellschafterbeschluss, welcher in der für eine Satzungsänderung erforderlichen Art und Weise gefasst wird, kann er in jede andere Gemeinde des Großherzogtums Luxemburg verlegt werden.

4.3 Zweigniederlassungen oder andere Geschäftsstellen können durch Beschluss des Rates der Geschäftsführer im Großherzogtum Luxemburg oder im Ausland errichtet werden.

4.4 Sollte der Rat der Geschäftsführer entscheiden, dass außergewöhnliche politische, wirtschaftliche oder soziale Entwicklungen aufgetreten sind oder unmittelbar bevorstehen, welche die gewöhnlichen Aktivitäten der Gesellschaft an ihrem Gesellschaftssitz beeinträchtigen könnten, so kann der Gesellschaftssitz bis zur endgültigen Beendigung dieser außergewöhnlichen Umstände vorübergehend ins Ausland verlegt werden; solche vorübergehenden Maßnahmen haben keine Auswirkungen auf die Nationalität der Gesellschaft, die trotz vorübergehender Verlegung des Gesellschaftssitzes eine luxemburgische Gesellschaft bleibt.

## **B. Gesellschaftskapital - Anteile**

### **Art. 5. Gesellschaftskapital.**

5.1 Das Gesellschaftskapital der Gesellschaft beträgt fünfundzwanzigtausend Euro (EUR 25.000), bestehend aus

5.1.1 zwölftausendfünfhundert (12.500) Stammanteilen mit einem Nominalwert von je einem Euro (EUR 1,00) (die „Stammanteile“),

5.1.2 sechstausendeinundsiebzig (6.071) Anteilen der Serie A1 mit einem Nominalwert von je einem Euro (EUR 1,00) (die „Anteile der Serie A1“),

5.1.3 eintausendachthundertfünfsiebzig (1.875) Anteilen der Serie A2 mit einem Nominalwert von je einem Euro (EUR 1,00) (die „Anteile der Serie A2“),

5.1.4 viertausendfünfhundertvierundfünfzig (4.554) Anteilen der Serie A3 mit einem Nominalwert von je einem Euro (EUR 1,00) (die „Anteile der Serie A3“, wobei die Anteile der Serie A1, Anteile der Serie A2 und Anteile der Serie A3 gemeinsam als „Anteile der Serie A“ bezeichnet werden).

Die mit den Anteilen der Gesellschaft (die „Anteile“) verbundenen Rechte und Pflichten sind identisch, es sei denn, es wird in dieser Satzung oder durch das Gesetz von 1915 etwas Gegenteiliges bestimmt.

5.2 Das Gesellschaftskapital kann durch einen Beschluss der Gesellschafterversammlung, welcher in der für eine Satzungsänderung erforderlichen Art und Weise gefasst wird, erhöht oder herabgesetzt werden.

5.3 Jede der Gesellschaften (i) Asia Internet Holding S.à r.l. („AIH“), (ii) MKC Brillant Services GmbH („LIH“), (iii) Aismare Lux Holdings S.à r.l. („Aismare“), (iv) TEC Global Invest VIII GmbH („TEC“) und (v) SHCO 57 S.à r.l. („SHCO“; AIH, LIH, Aismare, TEC und SHCO gemeinschaftlich die „Investoren“ und jeweils ein „Investor“) ist zur Zeichnung einer Anzahl weiterer bei einer Kapitalerhöhung ausgegebener Anteile berechtigt, wodurch ein Investmentangebot eines Dritten umgesetzt wird (bei dem es sich weder um einen Gesellschafter, noch um eine mit einem Gesellschafter verbundene Gesellschaft im Sinne der §§ 15 ff. des deutschen Aktiengesetzes (AktG) (ein „Drittinvestor“) handelt), der vom Beirat zugestimmt wurde (eine „Investition eines Dritten“) - unabhängig davon, ob diese vom Drittinvestor oder von einem oder mehreren vergleichbaren Gesellschaftern erfolgte - und die zur Erhaltung der Beteiligungsquote an der Gesellschaft

vor einer solchen Kapitalerhöhung erforderlich ist, und dies zu denselben Bedingungen, wie bei einer Investition eines Dritten. Jede der Gesellschaften (i) AIH, (ii) LIH, (iii) Aismare, (iv) TEC und (v) SHCO hat die Gesellschaft durch eine verbindliche Erklärung innerhalb von drei (3) Wochen nach Ankündigung der Investition eines Dritten durch die Gesellschaft darüber zu unterrichten, ob (i) AIH, (ii) LIH, (iii) Aismare, (iv) TEC und (v) SHCO ihr(e) jeweilige(s)/(n) Recht(e) gemäß des vorstehenden Satzes dieses Artikels 5.3 ausüben möchte. Dieser Artikel 5.3 ist für den Fall, dass einer der Investoren weitere Anteile zeichnet, entsprechend anwendbar.

#### **Art. 6. Anteile.**

6.1 Das Gesellschaftskapital der Gesellschaft ist in Anteile mit jeweils dem gleichen Nominalwert aufgeteilt.

6.2 Die Anteile der Gesellschaft sind Namensanteile.

6.3 Die Gesellschaft kann einen oder mehrere Gesellschafter haben, wobei deren Anzahl vierzig (40) nicht überschreiten darf.

6.4 Die Gesellschaft wird weder durch den Tod, die Geschäftsunfähigkeit, die Auflösung, den Konkurs oder die Insolvenz oder ein vergleichbares, einen Gesellschafter betreffendes Ereignis, aufgelöst.

6.5 Die Gesellschaft kann Einlagen ohne Ausgabe von Anteilen oder anderen Sicherheiten als Gegenleistung annehmen und diese einer oder mehreren ausschüttbaren Rücklagen zuführen. Entscheidungen bezüglich der Verwendung solcher ausschüttbarer Rücklagen werden gegebenenfalls von dem(den) Gesellschafter(n) oder Geschäftsführer(n) unter Berücksichtigung des Gesetzes von 1915 und dieser Satzung getroffen.

#### **Art. 7. Anteilsregister - Übertragung von Anteilen.**

7.1 Am Sitz der Gesellschaft wird ein Anteilsregister geführt, welches von jedem Gesellschafter eingesehen werden kann. Dieses Anteilsregister enthält alle vom Gesetz von 1915 vorgeschriebenen Informationen. Auf Ersuchen und auf Kosten des betreffenden Gesellschafters kann die Gesellschaft Zertifikate über die Eintragung ausgeben.

7.2 Die Gesellschaft erkennt lediglich einen Inhaber pro Anteil an. Sofern ein Anteil von mehreren Personen gehalten wird, müssen diese eine einzelne Person benennen, welche sie im Verhältnis zur Gesellschaft vertritt. Die Gesellschaft ist berechtigt, die Ausübung aller Rechte im Zusammenhang mit einem derartigen Anteil auszusetzen, bis eine Person als Vertreter der Inhaber gegenüber der Gesellschaft bezeichnet worden ist.

7.3 Die Anteile sind zwischen den Gesellschaftern frei übertragbar.

7.4 Inter vivos dürfen die Anteile neuen Gesellschaftern nur vorbehaltlich der Zustimmung von Gesellschaftern, die mindestens drei Viertel des Gesellschaftskapitals (eine „Qualifizierte Mehrheit“) halten und vorbehaltlich der Bestimmungen von Gesellschaftervereinbarungen zwischen den Gesellschaftern, sofern vorhanden, insbesondere vorbehaltlich Vorkaufsrechten, Bezugsrechten oder Mitverkaufsrechten- oder Pflichten aus Gesellschaftervereinbarungen zwischen den Gesellschaftern übertragen werden. Sofern eine solche Zustimmung erteilt wurde, ist eine weitere Einwilligung zur Übertragung von Anteilen nicht erforderlich:

7.4.1 bei einer Übertragung, einer Abtretung oder einer anderen Veräußerung von Anteilen durch einen Investor an eine mit dem betreffenden Investor verbundene Gesellschaft im Sinne der §§ 15 ff. des deutschen Aktiengesetzes (AktG) (jeweils eine „Verbundene Gesellschaft“);

7.4.2 bei einer Übertragung, einem Verkauf, einer Abtretung oder einer anderen Veräußerung von Anteilen eines Investors an eine Gesellschaft oder ein Unternehmen, (x) welche/s direkt oder indirekt (i) diesen Investor oder (ii) einen oder mehrere direkte oder indirekte Gesellschafter des betreffenden Investors (jeweils eine „Kontrollierte Gesellschaft“) Kontrolliert, von diesem Kontrolliert Wird, oder unter der gemeinsamen Kontrolle von diesem steht, wobei die Worte „Kontrolle“ oder „Kontrolliert Wird“ oder „Kontrolliert“ die direkte oder indirekte Beherrschung der Gesellschaft oder des Unternehmens bezeichnen, durch (a) die Leitung der Gesellschaft oder des Unternehmens als geschäftsführender Gesellschafter, (b) das Halten der Mehrheit der Anteile oder (c) das Halten der Mehrheit der Stimmrechte durch eine vertragliche Stimmvereinbarung, oder (y) in welcher/m der betreffende Investor oder ein oder mehrere Gesellschafter dieses Investors eine direkte oder indirekte Mehrheitsbeteiligung haben;

7.4.3 bei einer Übertragung, einem Verkauf, einer Abtretung oder einer anderen Veräußerung von Anteilen durch einen Gesellschafter an die Gesellschaft und/oder einen beliebigen Investor gemäß einer Call-Option im Zusammenhang mit einer Vesting-Regelung.

7.5 Sofern ein Verkauf, eine Übertragung, eine Abtretung oder eine andere Veräußerung von Anteilen keiner weiteren Zustimmung als der der Gesellschafterversammlung gemäß Artikel 7.4.1 bis 7.4.3 bedarf, gelten weder Verpflichtungen zu Verkaufsangeboten, noch Vorkaufsrechte, Bezugsrechte, Mitverkaufsrechte- oder Pflichten zugunsten anderer Gesellschafter.

7.6 Ein Verkauf, eine Übertragung, eine Abtretung oder eine andere Veräußerung von Anteilen wird gegenüber der Gesellschaft und Dritten gemäß Artikel 1690 des Code Civil wirksam, nachdem die Gesellschaft darüber in Kenntnis gesetzt wurde oder diesem/dieser zugestimmt hat.

7.7 Im Todesfall dürfen die Anteile des verstorbenen Gesellschafters nur an neue Gesellschafter übertragen werden, wenn eine Qualifizierte Mehrheit einer solchen Übertragung zugestimmt hat (wobei die Anteile des verstorbenen Gesellschafters für diese Zwecke nicht berücksichtigt werden). Eine derartige Zustimmung ist jedoch nicht erforderlich,

wenn die Anteile an Eltern, Nachkommen oder den/die überlebende/n Ehepartner/in oder jeden anderen gesetzlichen Erben des verstorbenen Gesellschafters übertragen werden.

#### **Art. 8. Liquidations- und Verkaufspräferenzen.**

8.1 Im Falle (i) eines Verkaufs von mindestens 50% aller Anteile an der Gesellschaft oder eines Tausches oder einer Übernahme der Gesellschaft in wirtschaftlich vergleichbarer Weise in einer oder mehreren Transaktionen oder in zeitlicher Nähe zueinander, oder (ii) der Liquidation der Gesellschaft oder (iii) des Verkaufs oder der Übertragung von Anteilen an der Gesellschaft entweder an Dritte oder an andere Gesellschafter, was dazu führen würde, dass entweder mehr als 50% des Gesellschaftskapitals oder mehr als 50% der Stimmrechte im Besitz der erwerbenden Partei bzw. Parteien wären (change of control), als Ergebnis eines oder mehrerer verbundener Akquisitionen, (wobei jeder der unter (i), (ii) und (iii) beschriebenen Fälle im Folgenden als „Liquiditätsereignis“ bezeichnet wird), werden die Erlöse („Exiterlöse“) - vorbehaltlich des Artikel 8.2 - im Einklang mit Artikel 8.2 auf einer pro rata-Basis entsprechend ihrer Beteiligung am Liquiditätsereignis an die Gesellschafter verteilt.

8.2 Auf einer ersten Ebene („Erste Ebene“) erhalten die Inhaber von Anteilen der Serie A1, Anteilen der Serie A2 und Anteilen der Serie A3 pro Anteil der jeweiligen Anteilsklasse einen in der folgenden Tabelle neben der entsprechenden vom Liquiditätsereignis betroffenen Anteilsklasse festgelegten Betrag:

Anteilsklasse	Betrag pro Anteil in Euro
Series A1 .....	2,06
Series A2 .....	553,25
Series A3 .....	1.646,90

8.3 Nachdem die Zahlungen auf der Ersten Ebene geleistet wurden, werden die übrigen Exiterlöse auf einer zweiten Ebene („Zweite Ebene“) an alle verkaufenden Gesellschafter auf einer pro rata-Basis entsprechend ihrer Beteiligung am Liquiditätsereignis verteilt. Sämtliche von einem Investor auf der Ersten Ebene erhaltenen Beträge mindern den von diesem Investor zu erhaltenden Betrag auf dieser Zweiten Ebene, mit der Maßgabe, dass kein Investor zur Rückzahlung eines auf der Ersten Ebene erhaltenen Betrags verpflichtet ist. Unabhängig davon, ob der Verkauf von Anteilen während eines Liquiditätsereignisses oder danach in einer oder mehreren Transaktionen erfolgt oder nicht, hat kein Gesellschafter für den Verkauf all seiner Anteile einen Betrag zu erhalten (und übersteigende Beträge an die anderen Gesellschafter zurückzuzahlen), der höher ist, (i) als sein Anteil an der Gesamtheit der Exiterlöse oder Erlöse auf einer pro rata-Basis zu den Anteilen, die auf einer gemeinsamen und gleichwertigen Basis verkauft wurden oder (ii) als der Betrag, der diesem Gesellschafter auf der Ersten Ebene und/oder Zweiten Ebene aus einem späteren Verkauf zugeteilt wurde. Sämtliche mit der hierin festgelegten Liquiditätspräferenz verbundenen Rechte können nur einmal ausgeübt werden.

8.4 Die bevorzugte Zuteilung der Exiterlöse auf der Ersten Ebene gilt zugunsten des jeweiligen Investors solange, wie dieser den Gesamtbetrag, welcher diesem Investor gemäß der Ersten Ebene zuzuteilen ist, noch nicht erhalten hat.

#### **Art. 9. Rückkauf von Anteilen.**

9.1 Die Gesellschaft kann ihre eigenen Anteile zurückkaufen. Die Stimmrechte der von der Gesellschaft gehaltenen Anteile werden so lange ausgesetzt, wie die Anteile von der Gesellschaft gehalten werden.

9.2 Anteile eines Gesellschafters können ohne Zustimmung eines solchen zurückgekauft werden, wenn:

9.2.1 ein Insolvenzverfahren über das Vermögen des Gesellschafters eröffnet wird oder die Eröffnung eines Insolvenzverfahrens mangels Masse abgelehnt wird;

9.2.2 der Anteil des Gesellschafters gepfändet wurde oder Vollstreckungsverfahren anderweitig gegen diesen Anteil eingeleitet wurden und diese Verfahren nicht innerhalb von zwei (2) Monaten vollständig eingestellt sind.

Mit Erhalt durch den Gesellschafter der vom Rat der Geschäftsführer gesendeten Rückkaufserklärung sind die Anteile automatisch zurückgekauft, ohne dass es einer weiteren Handlung bedarf. Die vorliegende Satzung stellt gemeinsam mit der Rückkaufserklärung ein gültiges Dokument im Sinne des Artikels 190 des Gesetzes von 1915 dar und die Gesellschaft bestätigt hiermit die Kenntnisaufnahme der Übertragung der Anteile, akzeptiert diese und verpflichtet sich zur Eintragung dieser Übertragung in ihrem Anteilsregister und zur entsprechenden gesetzlich geforderten Hinterlegung für diesen Fall.

9.3 Wird der Anteil von mehreren Personen gehalten, ist das Vorliegen eines Grundes zum Rückkauf in Bezug auf eine Person ausreichend; unabhängig davon können mehrere gemeinschaftlich berechnigte Personen die Gesellschafterrechte nur dann und einheitlich ausüben, wenn eine der gemeinschaftlich berechtigten Personen unverzüglich nach Eintritt der gemeinschaftlichen Berechnigung zu diesem Zwecke ernannt wird.

9.4 Ein Rückkauf kann durch den Rat der Geschäftsführer erklärt werden. Die Rückkaufserklärung wird wirksam, sobald der betreffende Gesellschafter die Erklärung erhält und ein entsprechender Gesellschafterbeschluss gefasst wird (außer im Falle von Artikel 9.2 dieser Satzung, in welchem keine Erklärung des Gesellschafters und kein entsprechender Gesellschafterbeschluss erforderlich sind).

#### **Art. 10. Ausgleichszahlung für den Rückkauf.**

10.1 Der Rückkauf erfolgt gegen eine Ausgleichszahlung.

10.2 Die Ausgleichszahlung besteht aus einem Gesamtbetrag, welcher dem Marktwert der zurückgekauften Anteile entspricht. Als Stichtag gilt der Tag vor dem Rückkaufsbeschluss.

10.3 Die Ausgleichszahlung für den Rückkauf ist unmittelbar mit dem Rückkauf der Anteile fällig und zahlbar.

10.4 Der ausscheidende Gesellschafter ist nicht dazu befugt, von der Gesellschaft Sicherheiten für ausstehende Beträge zuzüglich Zinsen zu verlangen.

10.5 Bei Streitigkeiten hinsichtlich des Betrags der zu zahlenden Ausgleichszahlung ist dieser Betrag von einem Wirtschaftsprüfer in der Eigenschaft als Schiedsgutachter, der von den Gesellschaftern gemeinschaftlich ernannt wird, festzulegen. Wird über die Ernennung des Schiedsgutachters keine Einigung erzielt, so wird dieser auf Ersuchen eines Gesellschafters oder der Gesellschaft vom Vorsitzenden des Bezirksgerichts (Tribunal d'Arrondissement) bestimmt. Die Entscheidung des Schiedsgutachters ist bindend. Die Kosten für das Gutachten werden von der Gesellschaft und dem betreffenden Gesellschafter zu gleichen Teilen getragen, wobei der vom Gesellschafter zu tragende Teil mit dem Rückkaufspreis verrechnet und der Rückkaufspreis dementsprechend herabgesetzt wird. Der Gesellschafter hat die übrigen Kosten zu tragen, sofern der Rückkaufspreis die dem Gesellschafter zugewiesenen Kosten für das Gutachten nicht deckt.

#### **Art. 11. Abtretung anstelle von Rückkauf.**

11.1 Die Gesellschaft kann entscheiden, dass der betreffende Gesellschafter anstelle des Rückkaufs die Anteile an eine von der Gesellschaft benannte Person (einschließlich eines anderen Gesellschafters) zu übertragen hat, auch im Falle eines Teilrückkaufs oder einer Teilabtretung der Anteile an die Gesellschaft oder an eine von der Gesellschaft benannte Person.

11.2 Der vorliegende Artikel 11 gilt mit der Maßgabe, dass, wie in Artikel 10 dieser Satzung vorgesehen, die Ausgleichszahlung für die abzutretenden Anteile durch die die Anteile erwerbende Person geschuldet ist und dass die Gesellschaft als Garant haftet.

### **C. Entscheidungen der Gesellschafter**

#### **Art. 12. Gemeinsame Entscheidungen der Gesellschafter.**

12.1 Die Gesellschafterversammlung ist mit allen Rechten ausgestattet, welche ihr durch das Gesetz und diese Satzung ausdrücklich vorbehalten sind.

12.2 Jeder Gesellschafter darf unabhängig von der Anzahl seiner Anteile an gemeinsamen Entscheidungen teilnehmen.

12.3 Falls und solange die Gesellschaft nicht mehr als fünfundzwanzig (25) Gesellschafter hat, dürfen gemeinsame Entscheidungen, welche ansonsten der Gesellschafterversammlung vorbehalten wären, schriftlich gefasst werden. In diesem Fall erhält jeder Gesellschafter den Text der zu fassenden Beschlüsse oder Entscheidungen in ausformulierter Form und übt sein Stimmrecht schriftlich aus.

12.4 Gesellschafterbeschlüsse werden in Versammlungen gefasst. Sofern nicht zwingende gesetzliche Vorschriften eine andere Form vorschreiben, können sie auch außerhalb von Versammlungen in schriftlicher Form (einschließlich E-Mail oder Fax) oder durch telefonische Abstimmung gefasst werden, sofern ein solches Verfahren von einem Gesellschafter ersucht wird und kein anderer Gesellschafter innerhalb von zwei (2) Wochen in schriftlicher Form Widerspruch gegen dieses Verfahren gegenüber dem Rat der Geschäftsführer der Gesellschaft einlegt. Wird innerhalb von zwei (2) Wochen kein Widerspruch gemäß des vorstehenden Satzes eingelegt, so werden die Stimmen der nicht an der Abstimmung teilnehmenden Gesellschafter als Enthaltungen gewertet. Schriftliche Beschlüsse sind von jedem Gesellschafter zu unterzeichnen und die Niederschrift ist jedem Gesellschafter unverzüglich zuzusenden. Beschlüsse, welche nicht in schriftlicher Form gefasst werden, sind schriftlich zu bestätigen. Eine solche Bestätigung hat ausschließlich feststellende Bedeutung.

12.5 Von jedem Beschluss, der in Gesellschafterversammlungen gefasst wurde, ist unverzüglich eine Niederschrift anzufertigen (als Nachweis, nicht als Voraussetzung für die Wirksamkeit), die das Datum und die Form des gefassten Beschlusses, den Inhalt des Beschlusses und die abgegebenen Stimmen zu enthalten hat, es sei denn, die Gesellschafterbeschlüsse wurden notariell beurkundet. Die Niederschrift muss jedem Gesellschafter unverzüglich in schriftlicher Form zugesendet werden.

12.6 Im Falle eines Alleingesellschafters übt dieser die Befugnisse der Gesellschafterversammlung nach den Vorschriften des Abschnitts XII des Gesetzes von 1915 und dieser Satzung aus. In diesem Fall ist jede Bezugnahme auf die „Gesellschafterversammlung“ in der vorliegenden Satzung als Bezugnahme auf den Alleingesellschafter, je nach Zusammenhang und soweit anwendbar, zu verstehen und die Befugnisse der Gesellschafterversammlung werden vom Alleingesellschafter ausgeübt.

#### **Art. 13. Gesellschafterversammlung.**

13.1 Gesellschafterversammlungen finden am Sitz der Gesellschaft oder an einem Ort und zu einer Zeit statt, welche in der entsprechenden Einladung genauer bestimmt werden.

13.2 Die Gesellschafterversammlung wird mittels Einschreiben (Zustellung zu eigenen Händen, Einschreiben oder Einschreiben mit Rückschein) an jeden Gesellschafter einberufen und beinhaltet den Ort, das Datum, die Uhrzeit und die Tagesordnung, wobei bei ordentlichen Gesellschafterversammlungen eine Ankündigungsfrist von mindestens vier (4) Wochen und bei außerordentlichen Gesellschafterversammlungen eine Ankündigungsfrist von mindestens zwei (2) Wochen einzuhalten ist. Die Ankündigungsfrist beginnt am Tag nach dem Versand. Der Tag der Gesellschafterversammlung wird bei der Berechnung der Ankündigungsfrist nicht berücksichtigt.

13.3 Falls alle Gesellschafter in einer Gesellschafterversammlung anwesend oder vertreten sind und auf Einladungsformalitäten verzichtet haben, kann die Versammlung auch ohne vorherige Ankündigung abgehalten werden.

13.4 Jeder Gesellschafter ist dazu berechtigt, bei der Gesellschafterversammlung von einem anderen durch eine schriftliche Vollmacht dazu berechtigten Gesellschafter oder von einem Anwalt, Steuerberater oder Wirtschaftsprüfer unter der Berufsverschwiegenheitspflicht begleitet oder vertreten zu werden.

13.5 Eine Niederschrift hinsichtlich des Ablaufs der Versammlung ist (als Nachweis, nicht als Voraussetzung für die Wirksamkeit) anzufertigen und hat den Ort und das Datum der Versammlung, die Teilnehmer, die Tagesordnungspunkte, den Hauptinhalt der Verhandlungen und die Gesellschafterbeschlüsse zu beinhalten, es sei denn, die Verhandlungen der Gesellschafterversammlung wurden notariell beurkundet. Die Niederschrift ist von allen bei der Gesellschafterversammlung anwesenden oder vertretenen Gesellschaftern zu unterzeichnen (als Nachweis, nicht als Voraussetzung für die Wirksamkeit). Jedem Gesellschafter ist eine Kopie der Niederschrift zuzusenden.

#### **Art. 14. Quorum und Abstimmung.**

14.1 Jeder Gesellschafter hat so viele Stimmen, wie er Anteile hält.

14.2 Eine Gesellschafterversammlung ist nur dann beschlussfähig, wenn mindestens 50% des Gesellschaftskapitals vertreten sind. Vorbehaltlich anderer Regelungen dieser Satzung oder des Gesetzes von 1915, die ein höheres Mehrheitsverhältnis vorsehen, bedürfen gemeinsame Entscheidungen der Gesellschafter der Zustimmung von Gesellschaftern, die mehr als die Hälfte des Gesellschaftskapitals innehaben. Bei Beschlussunfähigkeit ist unverzüglich im Einklang mit Artikel 13.2 eine neue Gesellschafterversammlung mit derselben Tagesordnung einzuberufen. Diese Gesellschafterversammlung ist dann unabhängig von dem vertretenen Gesellschaftskapital beschlussfähig, sofern darauf in der die Versammlung einberufenden Ladung hingewiesen wurde und Beschlüsse werden mit der Mehrheit der abgegebenen Stimmen gefasst.

**Art. 15. Änderung der Nationalität.** Die Gesellschafter können die Nationalität der Gesellschaft nur einstimmig ändern.

**Art. 16. Änderung der Satzung.** Eine Änderung dieser Satzung erfordert die Zustimmung (i) einer zahlenmäßigen Mehrheit der Gesellschafter, (ii) die gleichzeitig eine Qualifizierte Mehrheit darstellen.

#### **Art. 17. Gesellschafterbeschlüsse, die eine spezifische Mehrheit erfordern.**

17.1 Gesellschafterbeschlüsse hinsichtlich der folgenden Angelegenheiten erfordern eine Qualifizierte Mehrheit und zudem die Zustimmung des Beirats:

17.1.1 Veräußerung des Gesellschaftsvermögens oder eines beträchtlichen Anteils des Gesellschaftsvermögens, einschließlich des Beschlusses hinsichtlich der Liquidation der Gesellschaft;

17.1.2 Änderung dieser Satzung, einschließlich des Beschlusses hinsichtlich der Verschmelzung, Ausgliederung und Umwandlung der Gesellschaft;

17.1.3 Verwendung des Jahresergebnisses; Zahlungen von Gewinnen in Kapitalreserven oder der Gewinnvortrag solcher Gewinne auf neue Rechnung; Erhöhung oder Herabsetzung von Reserven, sowie Kapitalerhöhung aus Gesellschaftsmitteln;

17.1.4 Abschluss von Unternehmensverträgen (im Sinne der §§ 291 ff. des deutschen Aktiengesetzes (AktG));

17.1.5 Abschluss von Unternehmensbeteiligungen (zur Klarstellung, nicht durch die Veräußerung bestehender oder die Ausgabe neuer Anteile) jeglicher Art einschließlich stiller Beteiligungen und sämtlicher Verträge, durch welche die andere Vertragspartei eine Beteiligung am Gewinn der Gesellschaft erhält oder jede Zahlung, welche vom Gewinnbetrag der Gesellschaft abhängig ist; dies umfasst nicht Verträge mit Gesellschaftern oder Angestellten der Gesellschaft, einschließlich Verträge, welche im Hinblick auf einen voraussichtlichen Status als Gesellschafter oder Angestellter abgeschlossen wurden, sowie Verträge mit Dritten innerhalb des gewöhnlichen Geschäftsgangs, z.B. Verträge zwischen der Gesellschaft und Werbepartnern.

17.2 Beschlüsse hinsichtlich der folgenden Angelegenheiten erfordern eine Qualifizierte Mehrheit und zudem die Zustimmung der Investoren:

17.2.1 Ausschluss von Bezugsrechten im Falle von Kapitalerhöhungen;

17.2.2 Erwerb eigener Anteile der Gesellschaft, mit Ausnahme der Erwerbe gemäß Artikel 9.2 und Übertragungen gemäß Artikel 11.1 dieser Satzung.

17.3 Ist das Gesellschaftskapital in verschiedene Anteilklassen unterteilt, so können die spezifischen Rechte und Pflichten im Zusammenhang mit einer Anteilsklasse mit der einstimmigen und schriftlichen Zustimmung der Gesellschafter, die alle ausgegebenen Anteile dieser Anteilsklasse halten, verändert oder aufgehoben werden.

### **D. Rat der Geschäftsführer - Beirat**

#### **Art. 18. Befugnisse des alleinigen Geschäftsführers - Zusammensetzung und Befugnisse des Rates der Geschäftsführer.**

18.1 Die Gesellschaft wird durch einen oder mehrere Geschäftsführer geleitet. Falls die Gesellschaft mehrere Geschäftsführer hat, bilden diese einen Rat der Geschäftsführer.

18.2 Falls die Gesellschaft von einem einzelnen Geschäftsführer geleitet wird und soweit der Begriff „alleiniger Geschäftsführer“ nicht ausdrücklich in dieser Satzung verwendet wird, ist jeder Verweis in dieser Satzung auf den „Rat der Geschäftsführer“ als Verweis auf den „alleinigen Geschäftsführer“ auszulegen.



18.3 Der Rat der Geschäftsführer verfügt über die weitestgehenden Befugnisse, im Namen der Gesellschaft zu handeln und alle Handlungen vorzunehmen, die zur Erfüllung des Gesellschaftszwecks notwendig oder nützlich sind, mit Ausnahme der durch das Gesetz von 1915 oder durch diese Satzung der Gesellschafterversammlung vorbehaltenen Befugnisse.

#### **Art. 19. Ernennung, Abberufung und Amtszeit von Geschäftsführern.**

19.1 Der bzw. die Geschäftsführer werden durch die Gesellschafterversammlung ernannt, welche ihre Bezüge und ihre Amtszeit festlegt.

19.2 Die Geschäftsführer können jederzeit und ohne Grund ernannt oder abberufen werden.

19.3 Die Gesellschafterversammlung kann die Ernennung von Geschäftsführern zwei (2) unterschiedlicher Kategorien beschließen, nämlich Geschäftsführer der Kategorie A und Geschäftsführer der Kategorie B. Eine solche Klassifizierung der Geschäftsführer muss ordnungsgemäß in der Niederschrift des betreffenden Gesellschafterbeschlusses festgehalten und die Geschäftsführer der Kategorie, der sie angehören, zugeordnet werden.

#### **Art. 20. Vakanz einer Geschäftsführerstelle.**

20.1 Scheidet ein Geschäftsführer durch Tod, Geschäftsunfähigkeit, Insolvenz, Rücktritt oder aus einem anderem Grund aus seinem Amt aus, so kann die unbesetzte Stelle durch die übrigen Geschäftsführer vorübergehend für einen die ursprüngliche Amtszeit des ersetzten Geschäftsführers nicht überschreitenden Zeitraum bis zur nächsten Gesellschafterversammlung ausgefüllt werden, welche im Einklang mit den anwendbaren gesetzlichen Vorschriften über die endgültige Ernennung entscheidet.

20.2 Für den Fall, dass der alleinige Geschäftsführer aus seinem Amt ausscheidet, muss die frei gewordene Stelle unverzüglich durch die Gesellschafterversammlung neu besetzt werden.

#### **Art. 21. Einladung zu Sitzungen des Rates der Geschäftsführer.**

21.1 Der Rat der Geschäftsführer versammelt sich auf Einberufung durch einen Geschäftsführer. Die Sitzungen des Rates der Geschäftsführer finden, soweit in der Einladung nichts anderes bestimmt ist, am Sitz der Gesellschaft statt.

21.2 Die Geschäftsführer werden mindestens vierundzwanzig (24) Stunden vor dem für die Sitzung anberaumten Zeitpunkt zu jeder Sitzung des Rates der Geschäftsführer schriftlich geladen, außer in dringenden Fällen, wobei die Gründe der Dringlichkeit in der Einladung zu bezeichnen sind. Eine solche Einladung kann unterbleiben, falls alle Geschäftsführer per Post, Fax, E-Mail oder mittels eines vergleichbaren Kommunikationsmittels ihre Zustimmung abgegeben haben, wobei eine Kopie eines solchen Dokuments ein hinreichender Nachweis ist. Eine Einladung zu Sitzungen des Rates der Geschäftsführer ist nicht erforderlich, wenn Zeit und Ort in einem vorausgehenden Beschluss des Rates der Geschäftsführer bestimmt worden sind, welcher allen Geschäftsführern übermittelt wurde.

21.3 Eine Einladung ist nicht erforderlich, wenn alle Geschäftsführer anwesend oder vertreten sind und diese alle Einladungsvoraussetzungen abbedingen oder im Fall von schriftlichen Umlaufbeschlüssen, wenn alle Mitglieder des Rates der Geschäftsführer diesen zustimmen und diese unterzeichnen.

#### **Art. 22. Geschäftsführung.**

22.1 Der Rat der Geschäftsführer kann unter seinen Mitgliedern einen Vorsitzenden auswählen. Der Rat der Geschäftsführer kann auch einen Schriftführer ernennen, der nicht notwendigerweise selbst ein Geschäftsführer sein muss und der für die Protokollführung der Sitzungen des Rates der Geschäftsführer verantwortlich ist.

22.2 Sitzungen des Rates der Geschäftsführer werden, falls vorhanden, durch den Vorsitzenden des Rates der Geschäftsführer geleitet. In dessen Abwesenheit kann der Rat der Geschäftsführer einen anderen Geschäftsführer durch einen Mehrheitsbeschluss der anwesenden oder vertretenen Mitglieder als Vorsitzenden pro tempore ernennen.

22.3 Jeder Geschäftsführer kann an einer Sitzung des Rates der Geschäftsführer teilnehmen, indem er einen anderen Geschäftsführer schriftlich oder durch Faxeschreiben, per E-Mail oder durch ein anderes vergleichbares Kommunikationsmittel bevollmächtigt, wobei eine Kopie der Bevollmächtigung als hinreichender Nachweis dient. Ein Geschäftsführer kann einen oder mehrere, aber nicht alle anderen Geschäftsführer vertreten.

22.4 Eine Sitzung des Rates der Geschäftsführer kann auch mittels Telefonkonferenz, Videokonferenz oder durch ein anderes Kommunikationsmittel abgehalten werden, welches es allen Teilnehmern ermöglicht, einander durchgängig zu hören und tatsächlich an der Sitzung teilzunehmen. Eine Teilnahme an einer Sitzung durch solche Kommunikationsmittel ist gleichbedeutend mit einer persönlichen Teilnahme an einer solchen Sitzung und die Sitzung gilt als am Sitz der Gesellschaft abgehalten.

22.5 Der Rat der Geschäftsführer kann nur dann wirksam handeln und abstimmen, wenn zumindest eine Mehrheit der Geschäftsführer in einer Sitzung anwesend oder vertreten ist.

22.6 Beschlüsse werden mit der Mehrheit der abgegebenen Stimmen der an der Sitzung des Rates der Geschäftsführer teilnehmenden oder vertretenen Geschäftsführer gefasst. Der Vorsitzende des Rates der Geschäftsführer, falls vorhanden, hat im Falle von Stimmgleichheit nicht die entscheidende Stimme. Sofern die Gesellschafterversammlung allerdings unterschiedliche Kategorien von Geschäftsführern ernannt hat (nämlich Geschäftsführer der Kategorie A und Geschäftsführer der Kategorie B), werden Beschlüsse des Rates der Geschäftsführer nur dann wirksam gefasst, wenn sie von der Mehrheit der Geschäftsführer einschließlich mindestens eines Geschäftsführers der Kategorie A und eines Geschäftsführers der Kategorie B (oder deren Vertreter) gefasst werden.



22.7 Der Rat der Geschäftsführer kann einstimmig Beschlüsse im Umlaufverfahren mittels schriftlicher Zustimmung, per Faxschreiben, per E-Mail oder durch ein vergleichbares Kommunikationsmittel fassen. Jeder Geschäftsführer kann seine Zustimmung getrennt erteilen, wobei die Gesamtheit aller schriftlichen Zustimmungen die Annahme des betreffenden Beschlusses nachweist. Das Datum der letzten Unterschrift gilt als das Datum eines derart gefassten Beschlusses.

22.8 Die Geschäftsführer benötigen die Zustimmung des Beirats (der „Beirat“) für die untenstehenden Rechtsgeschäfte und Maßnahmen. Eine Zustimmung ist nicht erforderlich, wenn solche Rechtsgeschäfte und Maßnahmen präzise definiert und im Voraus von einem bewilligten Haushaltsplan mit der Zustimmung des Beirats genehmigt wurden:

22.8.1 Erwerb, Verkauf und Belastung von Immobilien und ähnlichen Rechten oder Rechten an Immobilien;

22.8.2 Übernahme von Bürgschaften, Garantien oder ähnlichen Verpflichtungen, die einen Gesamtbetrag von fünfhunderttausend Euro (EUR 500.000,00) überschreiten;

22.8.3 Gewährung von Darlehen, die, im Einzelfall, einen Betrag von zweihunderttausend Euro (EUR 200.000,00) überschreiten, allerdings unter Ausschluss von Darlehen zwischen der Gesellschaft und direkten und indirekten Tochtergesellschaften der Gesellschaft;

22.8.4 Abschluss und Kündigung von Kredit- und Darlehensverträgen und anderen Finanzverträgen, die, im Einzelfall, einen Betrag von zweihunderttausend Euro (EUR 200.000,00) überschreiten und Änderungen des Kreditrahmens, allerdings unter Ausschluss von Verträgen zwischen der Gesellschaft und direkten und indirekten Tochtergesellschaften der Gesellschaft;

22.8.5 Termingeschäfte über Devisen, Sicherheiten und börsengehandelte Waren und Rechte, sowie weitere Transaktionen mit derivativen Finanzinstrumenten;

22.8.6 Gewährung, Einführung und Änderung von Versorgungszusagen jeglicher Art;

22.8.7 Abschluss, Änderung oder Kündigung von Unternehmenstarifverträgen, Betriebsvereinbarungen (von erheblicher Bedeutung) und allgemeiner Richtlinien hinsichtlich der betrieblichen Altersvorsorge der Gesellschaft;

22.8.8 Einleitung und Beendigung von Rechtsstreitigkeiten, insbesondere Schiedsgerichtsverfahren mit einem Streitwert von über fünfhunderttausend Euro (EUR 500.000,00) im Einzelfall;

22.8.9 Weitergabe von gewerblichen Schutzrechten oder Know-how von der Gesellschaft an Dritte außerhalb des gewöhnlichen Geschäftsgangs;

22.8.10 Transaktionen der Gesellschaft und ihrer Investoren mit verbundenen juristischen und natürlichen Personen, wie in Gesellschaftervereinbarungen zwischen den Gesellschaftern dargelegt;

22.8.11 Änderung und Kündigung von Unternehmensverträgen (im Sinne der §§ 291 ff. des deutschen Aktiengesetzes (AktG)); und 22.8.12 Gewährung, Schaffung oder Änderung eines Mitarbeiterbeteiligungsprogramms (einschließlich der Gewährung jeglicher Anteilsoder Aktienoptionen) mit Ausnahme der Einführung einer vereinfachten Mitarbeiterbeteiligung, die zwischen den Gesellschaftern der Gesellschaft in einer Gesellschaftervereinbarung, sofern vorhanden, vereinbart wurde.

22.9 Ist die Zustimmung zum Erwerb, zum Verkauf oder zur Belastung von Objekten wie oben beschrieben erforderlich, so ist die Zustimmung ebenfalls für die damit verbundenen vertraglichen Verpflichtungen erforderlich. Die Gesellschafterversammlung kann durch einen Beschluss weitere Transaktionen und Maßnahmen bestimmen, die die Zustimmung des Beirats erfordern. Der Beirat kann seine Zustimmung für bestimmte Gruppen und Arten von Transaktionen und Maßnahmen auch im Voraus erteilen.

22.10 Die Gesellschafter können durch einen Gesellschafterbeschluss eine Geschäftsordnung für die Geschäftsführer beschließen.

22.11 Die Geschäftsführung hat sicherzustellen, dass die Bestimmungen dieses Artikels 22, soweit gesetzlich möglich, auf die gleiche Weise auf sämtliche verbundenen Gesellschaften angewendet werden, in welchen die Gesellschaft direkt oder indirekt gegenwärtig oder künftig eine Mehrheitsbeteiligung hält.

### **Art. 23. Protokoll von Sitzungen des Rates der Geschäftsführer - Protokoll der Entscheidungen des alleinigen Geschäftsführers.**

23.1 Das Protokoll einer Sitzung des Rates der Geschäftsführer wird vom Vorsitzenden des Rates der Geschäftsführer, falls vorhanden, oder, im Falle seiner Abwesenheit, vom Vorsitzenden pro tempore und dem Schriftführer (falls vorhanden), oder von zwei (2) beliebigen Geschäftsführern unterzeichnet. Sofern die Gesellschafterversammlung unterschiedliche Kategorien von Geschäftsführern ernannt hat (nämlich Geschäftsführer der Kategorie A und Geschäftsführer der Kategorie B), werden Protokolle von einem (1) Geschäftsführer der Kategorie A und einem (1) Geschäftsführer der Kategorie B (oder deren Vertreter) unterzeichnet. Kopien oder Auszüge solcher Protokolle, die in einem Gerichtsverfahren oder auf sonstige Weise vorgelegt werden können, werden vom Vorsitzenden des Rates der Geschäftsführer, falls vorhanden, oder von zwei (2) beliebigen Geschäftsführern unterzeichnet. Sofern die Gesellschafterversammlung unterschiedliche Kategorien von Geschäftsführern ernannt hat (nämlich Geschäftsführer der Kategorie A und Geschäftsführer der Kategorie B), werden solche Protokolle von einem (1) Geschäftsführer der Kategorie A und einem (1) Geschäftsführer der Kategorie B (oder deren Vertreter) unterzeichnet.

23.2 Die Entscheidungen des alleinigen Geschäftsführers werden in ein Protokoll aufgenommen, welches vom alleinigen Geschäftsführer unterzeichnet wird. Kopien oder Auszüge solcher Protokolle, die in einem Gerichtsverfahren oder auf sonstige Weise vorgelegt werden können, werden vom alleinigen Geschäftsführer unterzeichnet.

**Art. 24. Verpflichtung der Gesellschaft gegenüber Dritten.** Die Gesellschaft wird gegenüber Dritten unter allen Umständen (i) durch die Unterschrift des alleinigen Geschäftsführers, oder, für den Fall, dass die Gesellschaft mehrere Geschäftsführer hat, durch die gemeinsamen Unterschriften zwei (2) beliebiger Geschäftsführer wirksam verpflichtet; sofern die Gesellschafterversammlung unterschiedliche Kategorien von Geschäftsführern ernannt hat (nämlich Geschäftsführer der Kategorie A und Geschäftsführer der Kategorie B), wird die Gesellschaft nur durch die gemeinsamen Unterschriften mindestens eines (1) Geschäftsführers der Kategorie A und eines (1) Geschäftsführers der Kategorie B (oder deren Vertreter), oder (ii) durch die gemeinsamen Unterschriften oder die alleinige Unterschrift jedweder Person (en), der/denen eine Unterschriftsbefugnis durch den Rat der Geschäftsführer übertragen worden ist, wirksam verpflichtet.

#### **Art. 25. Beirat.**

25.1 Die Gesellschaft hat einen Beirat. Dieser besteht aus fünf (5) stimmberechtigten Mitgliedern. Die Gesellschafter können die Anzahl der stimmberechtigten Mitglieder des Beirats mit einstimmiger Zustimmung erhöhen oder herabsetzen.

25.2 Die Gesellschafterversammlung kann die Geschäftsordnung für den Beirat nur durch einen einstimmigen Gesellschafterbeschluss festlegen und/oder verändern.

25.3 Die stimmberechtigten Mitglieder des Beirats werden von dem entsprechenden ernennenden Gesellschafter jedes Mitglieds durch schriftliche Mitteilung an die Gesellschaft wie folgt ernannt, abberufen oder ersetzt:

25.3.1 ein (1) stimmberechtigtes Mitglied des Beirats mit fünf (5) Stimmen wird von dem Gesellschafter AIH nach eigenem Ermessen ernannt;

25.3.2 ein (1) stimmberechtigtes Mitglied des Beirats mit zwei (2) Stimmen wird von dem Gesellschafter LIH nach eigenem Ermessen ernannt;

25.3.3 ein (1) stimmberechtigtes Mitglied des Beirats mit einer (1) Stimme wird von dem Gesellschafter Aismare nach eigenem Ermessen ernannt;

25.3.4 ein (1) stimmberechtigtes Mitglied des Beirats mit einer (1) Stimme wird von dem Gesellschafter TEC nach eigenem Ermessen ernannt; und 25.3.5 ein (1) stimmberechtigtes Mitglied des Beirats mit einer (1) Stimme wird von dem Gesellschafter SHCO nach eigenem Ermessen ernannt.

25.4 Der Beirat hat einen Vorsitzenden und einen stellvertretenden Vorsitzenden. Ein von AIH ernanntes stimmberechtigtes Mitglied ist der Vorsitzende des Beirats. Die Geschäftsordnung des Beirats kann weitere Bestimmungen, insbesondere hinsichtlich der Selbstorganisation des Beirats, zu enthalten. Der Beirat fasst Beschlüsse mit einfacher Mehrheit der abgegebenen Stimmen.

25.5 Ziel und Zuständigkeit des Beirats ist die Erteilung von Zustimmungen zu spezifischen Transaktionen der Geschäftsführung der Gesellschaft zuständig, welche gemäß (i) einer Gesellschaftervereinbarung bezüglich der Gesellschaft, (ii) dieser Satzung, (iii) der Geschäftsordnung für die Geschäftsführer, (iv) der Geschäftsordnung für den Beirat oder (v) entsprechender Gesellschafterbeschlüsse die Zustimmung des Beirats erfordern. Weitere Befugnisse und Zuständigkeiten können dem Beirat durch einen Gesellschafterbeschluss übertragen werden. Neben diesen Zustimmungserfordernissen hat der Beirat eine beratende Funktion und wird nicht in die Geschäftsführung der Gesellschaft eingreifen.

25.6 Der Beirat ist kein Aufsichtsrat im Sinne der Artikel 60bis-11 ff. des Gesetzes von 1915.

### **E. Aufsicht und Prüfung der Gesellschaft**

#### **Art. 26. Rechnungsprüfer/Wirtschaftsprüfer.**

26.1 Falls und solange die Gesellschaft mehr als fünfundzwanzig (25) Gesellschafter hat, werden die Geschäfte der Gesellschaft durch einen oder mehrere Rechnungsprüfer (commissaire(s)) beaufsichtigt. Die Gesellschafterversammlung ernennt die Rechnungsprüfer und legt ihre Amtszeit fest.

26.2 Ein Rechnungsprüfer kann jederzeit und ohne Grund von der Gesellschafterversammlung abberufen werden.

26.3 Die Rechnungsprüfer haben ein unbeschränktes Recht der permanenten Überprüfung und Kontrolle aller Geschäfte der Gesellschaft.

26.4 Wenn die Gesellschafter im Einklang mit den Bestimmungen des Artikels 69 des Gesetzes vom 19. Dezember 2002 betreffend das Handelsregister und die Buchhaltung und den Jahresabschluss von Unternehmen, in der jeweils gültigen Fassung, einen oder mehrere unabhängige Wirtschaftsprüfer (réviseurs d'entreprises agréé(s)) ernennen, entfällt die Funktion des Rechnungsprüfers.

26.5 Ein unabhängiger Wirtschaftsprüfer darf nur aus berechtigtem Grund oder mit seiner Zustimmung durch die Gesellschafterversammlung abberufen werden.

## F. Geschäftsjahr - Jahresabschluss – Gewinnverwendung - Abschlagsdividenden

**Art. 27. Geschäftsjahr.** Das Geschäftsjahr der Gesellschaft beginnt am ersten Januar eines jeden Jahres und endet am einunddreißigsten Dezember desselben Jahres.

### **Art. 28. Jahresabschluss und Gewinne.**

28.1 Am Ende jeden Geschäftsjahres werden die Bücher geschlossen und der Rat der Geschäftsführer erstellt im Einklang mit den gesetzlichen Anforderungen ein Inventar der Aktiva und Passiva, eine Bilanz und eine Gewinn- und Verlustrechnung.

28.2 Vom jährlichen Nettogewinn der Gesellschaft werden mindestens fünf Prozent (5%) der gesetzlichen Rücklage der Gesellschaft zugeführt. Diese Zuführung ist nicht mehr verpflichtend, sobald und solange die Gesamtsumme dieser Rücklage der Gesellschaft zehn Prozent (10%) des Gesellschaftskapitals beträgt.

28.3 Durch einen Gesellschafter erbrachte Einlagen in Rücklagen können mit Zustimmung dieses Gesellschafters ebenfalls der gesetzlichen Rücklage zugeführt werden.

28.4 Im Falle einer Herabsetzung des Gesellschaftskapitals kann die gesetzliche Rücklage der Gesellschaft verhältnismäßig herabgesetzt werden, so dass diese zehn Prozent (10%) des Gesellschaftskapitals nicht übersteigt.

28.5 Auf Vorschlag des Rates der Geschäftsführer bestimmt die Gesellschafterversammlung im Einklang mit den Bestimmungen des Gesetzes von 1915 und dieser Satzung, wie der verbleibende jährliche Nettogewinn der Gesellschaft verwendet werden soll.

28.6 Vorbehaltlich des Artikels 8 erfolgen Ausschüttungen an die Gesellschafter proportional zur Anzahl der von ihnen an der Gesellschaft gehaltenen Anteile.

### **Art. 29. Abschlagsdividenden - Agio und andere Kapitalreserven.**

29.1 Der Rat der Geschäftsführer kann Abschlagsdividenden auf Grundlage von Zwischenabschlüssen zahlen, welche vom Rat der Geschäftsführer vorbereitet wurden und belegen, dass ausreichende Mittel für eine Abschlagsdividende zur Verfügung stehen. Der ausschüttbare Betrag wird gegebenenfalls im Einklang mit den Bestimmungen des Artikels 8 verteilt und darf nicht die Summe der seit dem Ende des vergangenen Geschäftsjahres angefallenen Gewinne, gegebenenfalls erhöht durch vorgetragene Gewinne und ausschüttbare Rücklagen, beziehungsweise vermindert durch vorgetragene Verluste und Summen, die einer Rücklage zugeführt werden, welche nach dem Gesetz von 1915 oder dieser Satzung nicht ausgeschüttet werden darf, übersteigen.

29.2 Das Agio, andere Kapitalreserven oder andere ausschüttbare Rücklagen können im Einklang mit den Bestimmungen des Gesetzes von 1915 und den Regelungen dieser Satzung frei an die Gesellschafter ausgeschüttet werden.

## G. Liquidation

**Art. 30. Liquidation.** Im Falle der Auflösung der Gesellschaft im Einklang mit Artikel 3.2 dieser Satzung wird die Liquidation durch einen oder mehrere Liquidatoren ausgeführt, welche von der Gesellschafterversammlung ernannt werden, die über die Auflösung der Gesellschaft beschließt und die Befugnisse und Vergütung der Liquidatoren bestimmt. Soweit nichts anderes bestimmt wird, haben die Liquidatoren die weitestgehenden Befugnisse für die Verwertung der Vermögenswerte und die Tilgung der Verbindlichkeiten der Gesellschaft.

## H. Schlussbestimmungen - Anwendbares Recht

### **Art. 31. Anwendbares Recht.**

31.1 Sämtliche in dieser Satzung nicht geregelten Angelegenheiten unterliegen den Bestimmungen des Gesetzes von 1915 und jeder Gesellschaftervereinbarung, die die Gesellschafter in der Zwischenzeit mit der Gesellschaft eingehen und durch die bestimmte Bestimmungen dieser Satzung ergänzt werden könnten. Sollte ein Artikel dieser Satzung mit den Bestimmungen einer Gesellschaftervereinbarung in Widerspruch stehen, so ist die Gesellschaftervereinbarung zwischen den Parteien, soweit nach luxemburgischem Recht zulässig, maßgebend.

31.2 Diese Satzung wurde auf Englisch verfasst, gefolgt von einer deutschen Übersetzung; im Falle von Abweichungen zwischen der englischen und der deutschen Fassung, ist die englische Fassung maßgebend.“

5. Anschließender Beschluss, jeden einzelnen Geschäftsführer der Gesellschaft, ungeachtet seiner Kategorie, sowie die Herren Julien De Mayer und Rüdiger Trox dazu zu ermächtigen, das Anteilsinhaberregister der Gesellschaft in Einzelschrift und mit uneingeschränkter Befugnis zur Unterbevollmächtigung alleine zu unterzeichnen.

6. Verschiedenes.

Nach ordnungsgemäßer Prüfung jedes Tagesordnungspunkts fasst die Gesellschafterversammlung einstimmig die folgenden Beschlüsse und ersucht den unterzeichnenden Notar, diese zu beurkunden:

#### *Erster Beschluss*

Die Gesellschafterversammlung beschließt, vier (4) Anteilklassen zu schaffen, welche als Stammanteile (die „Stammanteile“), Anteile der Serie A1 (die „Anteile der Serie A1“), Anteile der Serie A2 (die „Anteile der Serie A2“), Anteile der Serie A3 (die „Anteile der Serie A3“) bezeichnet werden und die bestehenden zwölftausendfünfhundert (12.500) Anteile

mit einem Nominalwert von je einem Euro (EUR 1) ohne Einziehung von Anteilen in zwölftausendfünfhundert (12.500) Stammanteile umzuwandeln.

#### *Zweiter Beschluss*

Die Gesellschafterversammlung beschließt, das Gesellschaftskapital der Gesellschaft von seinem derzeitigen Betrag von zwölftausendfünfhundert Euro (EUR 12.500) um einen Betrag von zwölftausendfünfhundert Euro (EUR 12.500) auf einen Betrag von fünfundzwanzigtausend Euro (EUR 25.000) durch die Ausgabe von sechstausendeinundsiebzig (6.071) Anteilen der Serie A1, eintausendachthundertfünfsiebzig (1.875) Anteilen der Serie A2, viertausendfünfhundertvierundfünfzig (4.554) Anteilen der Serie A3 mit einem Nominalwert von je einem Euro (EUR 1), zu erhöhen.

#### *Zeichnung*

Die neuen Anteile der Serie A1, Anteile der Serie A2 und Anteile der Serie A3 wurden wie folgt gezeichnet:

1. sechstausendeinundsiebzig (6.071) Anteile der Serie A1 wurden von Asia Internet Holding S.à r.l., vorbenannt, zu einem Bezugspreis von achtzehntausendfünfhunderteinundsiebzig Euro (EUR 18.571) gezeichnet; und
2. eintausendachthundertfünfsiebzig (1.875) Anteile der Serie A2 wurden von MKC Brillant Services GmbH, vorbenannt, zu einem Bezugspreis von neuntausendneunhundertvierundvierzig Euro und dreiundsechzig Cent (EUR 9.944,63) gezeichnet; und
3. eintausendfünfhundertachtzehn (1.518) Anteile der Serie A3 wurden von Aismare Lux Holdings S.à r.l., vorbenannt, zu einem Bezugspreis von viertausendsechshundertdreiundvierzig Euro (EUR 4.643) gezeichnet; und
4. eintausendfünfhundertachtzehn (1.518) Anteile der Serie A3 wurden von TEC Global Invest VIII GmbH, vorbenannt, zu einem Bezugspreis von viertausendsechshundertdreiundvierzig Euro (EUR 4.643) gezeichnet; und
5. eintausendfünfhundertachtzehn (1.518) Anteile der Serie A3 wurden von SHCO 57 S.à r.l., vorbenannt, zu einem Bezugspreis von viertausendsechshundertdreiundvierzig Euro (EUR 4.643) gezeichnet.

#### *Zahlung*

1. Die sechstausendeinundsiebzig (6.071) Anteile der Serie A1 wurden von Asia Internet Holding S.à r.l., vorbenannt, zu einem Gesamtbezugspreis von achtzehntausendfünfhunderteinundsiebzig Euro (EUR 18.571) gezeichnet und vollständig eingezahlt durch (i) eine Bareinlage in Höhe von sechstausendeinundsiebzig Euro (EUR 6.071) und (ii) eine Sacheinlage bestehend aus zwölftausendfünfhundert (12.500) Stammanteilen, mit einem Nominalwert von je einem Euro (EUR 1), der Car Classifieds Asia S.à r.l., einer Gesellschaft mit beschränkter Haftung (société à responsabilité limitée), eingetragen im Luxemburger Handels- und Gesellschaftsregister unter der Nummer B 180.458, mit Sitz in 5, Heienhaff, L-1736 Senningerberg, Großherzogtum Luxemburg, mit einem Gesamtwert von mindestens zwölftausendfünfhundert Euro (EUR 12.500);
2. Die eintausendachthundertfünfsiebzig (1.875) Anteile der Serie A2 wurden von MKC Brillant Services GmbH, vorbenannt, zu einem Gesamtbezugspreis von neuntausendneunhundertvierundvierzig Euro und dreiundsechzig Cent (EUR 9.944,63) gezeichnet und vollständig eingezahlt durch (i) eine Bareinlage in Höhe von eintausendachthundertfünfsiebzig Euro (EUR 1.875) und (ii) eine Sacheinlage bestehend aus einem Kommanditanteil von achttausendneunundsechzig Euro und dreiundsechzig Cent (EUR 8.069,63) der LIH Subholding Nr. 3 UG (haftungsbeschränkt) & Co. KG, einer Kommanditgesellschaft nach deutschem Recht, mit satzungsmäßigem Sitz in Berlin, Deutschland, eingetragen im Handelsregister des Amtsgerichts Charlottenburg, Deutschland, unter der Nummer HRA 46940 B, mit einem Gesamtwert von mindestens achttausendneunundsechzig Euro und dreiundsechzig Cent (EUR 8.069,63);
3. Eintausendfünfhundertachtzehn (1.518) Anteile der Serie A3 wurden von Aismare Lux Holdings S.à r.l., vorbenannt, zu einem Gesamtbezugspreis von viertausendsechshundertdreiundvierzig Euro (EUR 4.643) gezeichnet und vollständig eingezahlt durch (i) eine Bareinlage in Höhe von eintausendfünfhundertachtzehn Euro (EUR 1.518) und (ii) eine Sacheinlage bestehend aus dreitausendeinhundertfünfundzwanzig (3.125) Anteilen der Serie A1, mit einem Nominalwert von je einem Euro (EUR 1), der Car Classifieds Asia S.à r.l., vorbenannt, mit einem Gesamtwert von mindestens dreitausendeinhundertfünfundzwanzig Euro (EUR 3.125).
4. Eintausendfünfhundertachtzehn (1.518) Anteile der Serie A3 wurden von TEC Global Invest VIII GmbH, vorbenannt, zu einem Gesamtbezugspreis von viertausendsechshundertdreiundvierzig Euro (EUR 4.643) gezeichnet und vollständig eingezahlt durch (i) eine Bareinlage in Höhe von eintausendfünfhundertachtzehn Euro (EUR 1.518) und (ii) eine Sacheinlage bestehend aus dreitausendeinhundertfünfundzwanzig (3.125) Anteilen der Serie A2, mit einem Nominalwert von je einem Euro (EUR 1), der Car Classifieds Asia S.à r.l., vorbenannt, mit einem Gesamtwert von mindestens dreitausendeinhundertfünfundzwanzig Euro (EUR 3.125);
5. Eintausendfünfhundertachtzehn (1.518) Anteile der Serie A3 wurden von SHCO 57 S.à r.l., vorbenannt, zu einem Gesamtbezugspreis von viertausendsechshundertdreiundvierzig Euro (EUR 4.643) gezeichnet und vollständig eingezahlt durch (i) eine Bareinlage in Höhe von eintausendfünfhundertachtzehn Euro (EUR 1.518) und (ii) eine Sacheinlage bestehend aus dreitausendeinhundertfünfundzwanzig (3.125) Anteilen der Serie A3, mit einem Nominalwert von je einem Euro (EUR 1), der Car Classifieds Asia S.à r.l., vorbenannt, mit einem Gesamtwert von mindestens dreitausendeinhundertfünfundzwanzig Euro (EUR 3.125).

Der Nachweis über die Existenz und den Wert der oben bezeichneten Einlage wurde dem unterzeichnenden Notar erbracht.

Die gesamte Einlage in Höhe von zweiundvierzigtausendvierhundertvierzig Euro und dreiundsechzig Cent (EUR 42.444,63) besteht aus zwölftausendfünfhundert Euro (EUR 12.500), die dem Gesellschaftskapital zugeführt werden und aus neunundzwanzigtausendneuhundertvierundvierzig Euro und dreiundsechzig Cent (EUR 29.944,63), die dem Agio der Gesellschaft zugeführt werden.

#### *Dritter Beschluss*

Infolge des vorstehenden Beschlusses beschließt die Gesellschafterversammlung, Artikel fünf der Satzung der Gesellschaft zu ändern, welcher nunmehr wie folgt lautet:

##### **„ Art. 5. Gesellschaftskapital.**

5.1 Das Gesellschaftskapital der Gesellschaft beträgt fünfundzwanzigtausend Euro (EUR 25.000), bestehend aus

5.1.1 zwölftausendfünfhundert (12.500) Stammanteilen mit einem Nominalwert von je einem Euro (EUR 1,00) (die „Stammanteile“),

5.1.2 sechstausendeinundsiebzig (6.071) Anteilen der Serie A1 mit einem Nominalwert von je einem Euro (EUR 1,00) (die „Anteile der Serie A1“),

5.1.3 eintausendachthundertfünfsiebzig (1.875) Anteilen der Serie A2 mit einem Nominalwert von je einem Euro (EUR 1,00) (die „Anteile der Serie A2“),

5.1.4 viertausendfünfhundertvierundfünfzig (4.554) Anteilen der Serie A3 mit einem Nominalwert von je einem Euro (EUR 1,00) (die „Anteile der Serie A3“, wobei die Anteile der Serie A1, Anteile der Serie A2 und Anteile der Serie A3 gemeinsam als „Anteile der Serie A“ bezeichnet werden).

Die mit den Anteilen der Gesellschaft (die „Anteile“) verbundenen Rechte und Pflichten sind identisch, es sei denn, es wird in dieser Satzung oder durch das Gesetz von 1915 etwas Gegenteiliges bestimmt.

5.2 Das Gesellschaftskapital kann durch einen Beschluss der Gesellschafterversammlung, welcher in der für eine Satzungsänderung erforderlichen Art und Weise gefasst wird, erhöht oder herabgesetzt werden.

5.3 Jede der Gesellschaften (i) Asia Internet Holding S.à r.l. („AIH“), (ii) MKC Brillant Services GmbH („LIH“), (iii) Aismare Lux Holdings S.à r.l. („Aismare“), (iv) TEC Global Invest VIII GmbH („TEC“) und (v) SHCO 57 S.à r.l. („SHCO“; AIH, LIH, Aismare, TEC und SHCO gemeinschaftlich die „Investoren“ und jeweils ein „Investor“) ist zur Zeichnung einer Anzahl weiterer bei einer Kapitalerhöhung ausgegebener Anteile berechtigt, wodurch ein Investmentangebot eines Dritten umgesetzt wird (bei dem es sich weder um einen Gesellschafter, noch um eine mit einem Gesellschafter verbundene Gesellschaft im Sinne der §§ 15 ff. des deutschen Aktiengesetzes (AktG) (ein „Drittinvestor“) handelt), der vom Beirat zugestimmt wurde (eine „Investition eines Dritten“) - unabhängig davon, ob diese vom Drittinvestor oder von einem oder mehreren vergleichbaren Gesellschaftern erfolgte - und die zur Erhaltung der Beteiligungsquote an der Gesellschaft vor einer solchen Kapitalerhöhung erforderlich ist, und dies zu denselben Bedingungen, wie bei einer Investition eines Dritten. Jede der Gesellschaften (i) AIH, (ii) LIH, (iii) Aismare, (iv) TEC und (v) SHCO hat die Gesellschaft durch eine verbindliche Erklärung innerhalb von drei (3) Wochen nach Ankündigung der Investition eines Dritten durch die Gesellschaft darüber zu unterrichten, ob (i) AIH, (ii) LIH, (iii) Aismare, (iv) TEC und (v) SHCO ihr(e) jeweilige(s)/(n) Recht(e) gemäß des vorstehenden Satzes dieses Artikels 5.3 ausüben möchte. Dieser Artikel 5.3 ist für den Fall, dass einer der Investoren weitere Anteile zeichnet, entsprechend anwendbar.“

#### *Vierter Beschluss*

Die Gesellschafterversammlung beschließt, unter anderem infolge des Vorstehenden, einstimmig die gänzliche Neufassung der Satzung der Gesellschaft, welche nunmehr wie in der Tagesordnung der vorliegenden Urkunde dargestellt lautet.

#### *Fünfter Beschluss*

Die Gesellschafterversammlung ermächtigt hiermit jeden Geschäftsführer der Gesellschaft, ungeachtet seiner Kategorie, sowie die Herren Julien De Mayer und Rüdiger Trox, das Anteilsinhaberregister der Gesellschaft in Einzelunterschrift und mit uneingeschränkter Befugnis zur Unterbevollmächtigung alleine zu unterzeichnen.

#### *Kosten und Auslagen*

Die Kosten, Auslagen, Honorare und Gebühren jeglicher Art, die von der Gesellschaft aufgrund der vorliegenden Urkunde zu tragen sind, werden auf ungefähr EUR 2.400,- geschätzt.

Hierüber wurde diese notarielle Urkunde in Luxemburg zum eingangs erwähnten Datum aufgenommen.

Der unterzeichnende Notar, der die englische Sprache beherrscht und spricht, erklärt hiermit, dass die vorliegende Urkunde auf Verlangen der erschienenen Parteien auf Englisch verfasst wurde, gefolgt von einer deutschen Übersetzung; auf Verlangen besagter erschienenen Parteien und im Falle von Abweichungen zwischen der englischen und der deutschen Fassung, ist die englische Fassung maßgebend.



Die vorstehende Urkunde ist der Bevollmächtigten der erschienenen Parteien, welche dem Notar mit Namen, Vornamen und Wohnsitz bekannt ist, verlesen und vom Notar gemeinsam mit dieser Bevollmächtigten unterzeichnet worden.

Gezeichnet: X. TANG, C. DELVAUX.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils 1, le 15 janvier 2015. Relation: 1LAC/2015/1160. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé) I. THILL.

FUER GLEICHLAUTENDE AUSFERTIGUNG, zwecks Hinterlegung im Handels- und Gesellschaftsregister und zum Zwecke der Veröffentlichung im Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxemburg, den 24. Februar 2015.

Me Cosita DELVAUX.

Référence de publication: 2015032322/1398.

(150036103) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 février 2015.

---

**International Packaging Technologies S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-8070 Bertrange, 33, rue du Puits Romain.

R.C.S. Luxembourg B 170.704.

Il résulte d'une lettre que Madame Sandrine Bruzzo a démissionné de son mandat en tant que gérante de classe A de la Société avec effet au 28 novembre 2014, à la fin de la journée.

Il y a aussi lieu de noter le changement d'adresse professionnelle de Monsieur Philippe van den Avenne, gérant de classe A de la Société comme suit: 33, rue du Puits Romain, L-8070 Bertrange, Grand-Duché de Luxembourg.

Depuis le 29 novembre 2014, le conseil de gérance de la Société se compose des personnes suivantes:

*Gérant de classe A:*

Monsieur Philippe van den Avenne.

*Gérant de classe B:*

Monsieur Everardus Antonius Ariëns.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 25 février 2015.

International Packaging Technologies S.à r.l.

Référence de publication: 2015033143/20.

(150037240) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 février 2015.

---

**Humaniste Conseil S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1941 Luxembourg, 241, route de Longwy.

R.C.S. Luxembourg B 117.404.

Par la présente, je vous prie de prendre note de ma démission de mon poste d'administrateur de votre société avec effet immédiat.

Dublin, le 12 février 2015.

Signature.

Référence de publication: 2015033136/10.

(150036823) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 février 2015.

---

**Iberian Renewable Energies GP, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-2535 Luxembourg, 20, boulevard Emmanuel Servais.

R.C.S. Luxembourg B 133.135.

*Extrait des résolutions du Conseil de Gérance, tenu à Luxembourg le 18 novembre 2014:*

Le Conseil de Gérance décide de ratifier la démission de Marc Ambroisien en tant que Gérant de la société avec effet au 4 mars 2013.

Luxembourg, le 24 février 2015.

Référence de publication: 2015033139/11.

(150036866) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 février 2015.

---